

REMERCIEMENTS

Ce document a vu le jour grâce à la collaboration de nombreuses personnes. Nous tenons à remercier plus particulièrement Monsieur Fernand Grulms, Madame Myriam Sibenaler et Monsieur Philipp von Rerstorff de l'ABBL, Monsieur Nicolas J. Ries ainsi que Monsieur Serge Nickels, président de l'ANESEC.

Nous remercions également toutes les personnes interviewées et les associations professionnelles qui ont accepté de nous transmettre des informations pour la rédaction de la présente brochure.





Le Gouvernement change ses numéros de téléphone

à partir de septembre 2007

Numéros actuels		Nouveaux numéros
478 8650	réception	247-88650
478 8671	coordination	247-88671
478 8664/8665/8666	informations universitaires	247-88664/88665/88666
478 8654/8655/8656/ 8657/8658	aides financières	247-88654/88655/88656/ 88657/88658

SOMMAIRE

Remerciements

Editorial

Quelles formations pour quels métiers ?

4
6

Les métiers

Présentation des secteurs financiers au Luxembourg

- Les banques
- Les autres entreprises financières
- Les compagnies d'assurance

5
6

Les métiers de la banque

- Un secteur très international
- Trois grands types de métiers
Fonctions de Contact Clients
Fonctions de soutien
Fonctions de support
- Panorama des métiers
- Entretiens avec les professionnels

37

Les métiers des autres entreprises financières

- Des activités spécifiques
- Un secteur d'emploi en hausse
- Les métiers des fonds d'investissement (OPC)
- Panorama des métiers
- Entretiens avec les professionnels

37

« Les interviews de l'Anesec »

37

Les métiers des assurances

- Introduction
- Panorama des métiers
- Entretiens avec les professionnels

37





L'emploi

74

- Situation de l'emploi dans le secteur financier
- Opportunités de travail dans le secteur des assurances
- Ce qu'en disent les professionnels...
- De l'école au life long learning

Les Formations

- Etudier en Belgique
- Studieren in Deutschland
- Etudier en France
- Etudier au Luxembourg
- Studieren in Österreich
- Etudier au Royaume Uni
- Etudier en Suisse
- Le MBA

Annexe

- Sources documentaires

EDITORIAL

Quelles formations pour quels métiers ?

L'économie et la finance sont parmi les piliers de l'économie luxembourgeoise. Secteur convoité par les étudiants, les carrières y sont aussi passionnantes que variées. Pour fonctionner, les métiers empruntent des connaissances à d'autres domaines tels que l'informatique, les mathématiques, la sociologie, la psychologie... Les métiers y évoluent rapidement, ce qui les rend intéressants et vulnérables à la fois, mais souligne l'importance de la formation continue. De la formation initiale à la formation continue, le secteur de la finance fait appel à une large palette de filières d'enseignement et de perfectionnement. Une excellente information est essentielle pour construire un projet professionnel cohérent.

Cette brochure a pour but de vous aider à faire un choix important dans votre vie, celui de votre carrière professionnelle. Elle vous explique l'histoire de la place financière et ses perspectives, les profils recherchés aujourd'hui et les différentes formations qui peuvent vous y amener.





LES MÉTIERS

Présentation des secteurs financiers au Luxembourg

Le secteur financier peut être subdivisé comme suit:

- Les banques
- Les compagnies d'assurance
- Les autres entreprises financières

Les banques

Les deux premières banques du pays, à savoir la Banque et Caisse d'épargne de l'État et la Banque Internationale à Luxembourg (aujourd'hui Dexia-BIL), furent créés en 1856, la Bourse de Luxembourg en 1929. L'essor du secteur financier débute dans les années 60 avec l'arrivée des premières banques américaines et allemandes, intéressées par les possibilités de transactions financières internationales offertes par l'environnement luxembourgeois. Dans les années 70, d'autres banques étrangères suivirent leur exemple. Au début des années 80, les activités furent progressivement étendues aux activités de Private Banking et de fonds d'investissement. Les années 90 sont marquées par une globalisation mondiale et une harmonisation* accélérée des marchés financiers. Parallèlement on voit une réglementation de plus en plus complexe. L'automatisation des processus et opérations bancaires a d'un côté profondément changé les organisations et de l'autre côté accéléré l'innovation de produits bancaires, de plus en plus nombreux et plus complexes.

Le Luxembourg, aujourd'hui 9^{ème} place financière au monde, abrite 156 banques de 22 pays employant plus de 25.000 personnes. En un an, l'emploi a progressé de pratiquement 1'500 unités. La somme totale des bilans est de 861 milliards d'euros au 31 mars 2007. Le monde bancaire est un des piliers de l'économie luxembourgeoise et par conséquent un des plus importants employeurs du pays. Plus de 8000 fonds d'investissement sont domiciliés au Luxembourg et gèrent des actifs dépassant les 2000 milliards d'Euros.

Les autres entreprises financières

La complexité croissante du secteur financier a renforcé l'intérêt de beaucoup d'acteurs à outsourcer certaines activités spécifiques à des prestataires spécialisés de services dans le but de réaliser ainsi des économies d'échelle. Soucieux de défendre la compétitivité de la place, le législateur a soutenu cette tendance en soumettant à un agrément et à la surveillance par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) plusieurs types de ces « professionnels du secteur financier » (PSF).

La différence principale avec les banques est que ces entreprises ne peuvent pas accepter de dépôts de clients en direct. Mais elles peuvent gérer l'argent des clients déposé dans les banques. Certains PSF sont appelés PSF de support. Ils offrent des services de sous-traitance (par exemple dans le domaine informatique) à des banques et à d'autres intermédiaires financiers.

Les compagnies d'assurance

Jusqu'au début du 20^e siècle, le secteur luxembourgeois des assurances était essentiellement constitué de sociétés originaires de France, de Belgique et d'Allemagne opérant au Luxembourg sous une forme de libre prestation de services, c'est-à-dire représentées par des notables locaux sans y avoir de siège d'exploitation. Les deux grandes compagnies luxembourgeoises (La Luxembourgeoise et Le Foyer) ne sont constituées qu'à l'issue de la première guerre mondiale. Les produits d'assurance offerts ne sont alors que très limités et, malgré l'introduction de l'obligation d'assurance RC Automobile en 1932, il faut attendre les années 50 avant que l'assurance ne connaisse un essor important, accompagnant la consommation de masse, l'équipement des ménages et l'accumulation de richesses. Alors que le secteur des assurances a connu depuis une diversification et une croissance remarquables au niveau national, l'activité internationale ne démarre que véritablement dans les années 90. Après la transposition de la directive sur la libre prestation de services (LPS) en 1991 et la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire taillé sur mesure ainsi que d'un environnement sécuritaire unique, l'activité transfrontalière en assurance-vie prend un véritable envol de sorte que l'activité LPS contribue aujourd'hui à hauteur de 90% à l'encaissement total des primes.

Mise à part cette particularité, le Luxembourg est également parmi les seuls pays à disposer d'un réseau de distribution basé principalement sur des agents exclusifs voire sur des courtiers d'assurances : en effet plus de 7000 agents desservent la clientèle privée et les petites et moyennes entreprises.

Les métiers de la banque

Le secteur financier au sens large emploie aujourd'hui quelque 40.920 personnes, dont 25.400 dans les banques, 10.700 dans les sociétés appelées Professionnels du Secteur financier, 2050 sociétés de gestion d'OPC et 2770 dans le secteur de l'assurance.

Un secteur très international

En 2007, le secteur financier a cherché à recruter entre 2000 et 3000 nouveaux collaborateurs. Le système éducatif luxembourgeois ne pouvant pas répondre à cette demande importante, la plupart des nouveaux employés sont des frontaliers ou alors des étrangers s'établissant à Luxembourg. Plus de 65 % des effectifs sont des étrangers. Ceci donne une touche très internationale et multiculturelle à un emploi dans les finances. Il n'est pas rare que des Luxembourgeois travaillent à côté de Français, d'Allemands, d'Américains ou d'autres nationalités. La langue de travail dépend de l'entreprise mais l'anglais devient de plus en plus fréquent. Le secteur financier est un secteur de services par excellence où la communication avec le client est importante. Vient s'y ajouter le fait que le secteur financier luxembourgeois est extrêmement ouvert sur le monde entier. Les personnes travaillant dans le monde de la finance ont de nombreux contacts avec des clients étrangers, privés ou entreprises.

Les collaborateurs luxembourgeois restent largement appréciés à cause de leurs talents linguistiques. Mais il faut être conscient que les jeunes gens d'autres pays européens font des efforts accrus d'apprentissage des langues de sorte que l'avantage comparatif des jeunes Luxembourgeois est en régression. L'apprentissage d'une quatrième langue étrangère peut donc constituer un atout important sur le marché de travail.





Un emploi dans le secteur financier peut être un métier en rapport direct avec la finance (p.ex. conseiller private banking, trader) ou alors un métier de support (comptabilité, ressources humaines, marketing, communication) qui existe dans de nombreuses autres entreprises.

Trois grands types de métiers

Fonctions de Contact Client

Parfois appelé « front office », il s'agit d'un métier pour ceux qui ont l'âme commerciale et qui aiment le relationnel. C'est un métier qui nécessite la plupart du temps une expérience préalable. Les besoins et les questions des clients étant très diversifiés, il faut d'abord bien connaître les produits.

Exemples de fonctions « Contact Client » :

- Conseiller clients institutionnels
- Conseiller en placement private banking
- Conseiller entreprises
- Employé commercial (agences)
- Gérant d'agence
- Trader

Fonctions de soutien

Le collaborateur de ce domaine a pour fonction le suivi des activités et des contacts générés par les commerciaux de la banque. Il prépare les contrats et les offres de transaction. Il effectue des contrôles ; il analyse les données des clients. Il a également des contacts avec les clients mais moins souvent que les professionnels du « front ». De bonnes capacités d'analyse et de synthèse sont requises pour ces fonctions.

- Agent Banque Dépositaire
- Agent de Transfert et de Registre
- Agent Domiciliaire
- Analyste Crédit
- Analyste financier
- Compliance Officer
- Comptable OPC
- Employé Administratif
- Fund Reporting Specialist
- Portfolio Manager
- Responsable Back-Office

Fonctions de support

Les banques offrent des opportunités variées pour les métiers communs à tous les secteurs de l'économie comme le marketing, les ressources humaines, le secteur juridique, etc.

- Auditeur
- Chargé communication
- Chargé d'Etudes
- Chargé de Formation
- Chargé Informatique
- Chargé Marketing
- Chargé ressources humaines
- Chef de Projet (informatique, marketing, ...)
- Comptable
- Contrôleur interne
- Fiscaliste
- Informaticien
- Juriste
- Secrétaire

Panorama des métiers

Analyste Crédits

L'Analyste Crédits analyse les demandes de crédit et les garanties sur le plan financier, juridique et fiscal. Il assiste les teneurs de compte lors du montage des dossiers de crédit en adéquation avec la politique de la banque. L'Analyste Crédits produit un avis motivé et prépare la prise de décision par le délégataire ou le comité compétent et prend un avis complémentaire, le cas échéant, auprès des analystes financiers ou juristes, ou autres experts. Il présente les dossiers aux organes de décision compétents et documente la décision prise. L'Analyste Crédits rédige la convention de prêt, la documentation pour les garanties, la lettre de confirmation et contrôle la réception et la validation des documents et garanties.

Analyste financier

L'Analyste financier assure une relation permanente avec les entités dont il est le correspondant principal tant en matière de normes, de contrôle et d'analyse des informations échangées. Il est en charge de réaliser l'analyse financière et la valorisation de sociétés dans le cadre de leur introduction en bourse ainsi que des clôtures trimestrielles et des écritures de provisions. Pour cela, il épluche les comptes de ces sociétés, analyse leur stratégie et étudie leurs méthodes de gestion. L'Analyste financier rédige des rapports et les supports de projection destinés aux élus des comités décrivant le diagnostic de leur entreprise sous les aspects stratégiques, économiques, comptables et sociaux. Il s'occupe de la gestion des relations avec les auditeurs internes et externes.

Compliance Officer

Le Compliance Officer est chargé de contrôler qu'un établissement financier opère conformément aux lois, règlements et déontologies applicables. Les fonctions d'un Compliance Officer sont nombreuses et comprennent en particulier la lutte contre le blanchiment d'argent, la formation des employés aux évolutions de la réglementation et la vérification de la conformité aux lois et réglementations en vigueur des opérations initiées par la banque. Il doit assurer le contrôle du respect des politiques et limites d'investissement des OPC ainsi que d'examiner régulièrement les évaluations de fonds et de la surveillance de la conformité des investissements fondamentaux avec les dispositions légales. Il est responsable de la détection des délits. La gestion des ouvertures de comptes clients et la vérification de leurs données comptes parmi ses missions de la même façon que le suivi du processus d'indemnisation conformément à la réglementation applicable et l'analyse des erreurs de VNI, le calcul d'impact et l'indemnisation. Le Compliance Officer travaille en contact permanent avec des prestataires de services internes et externes, tels que portfolio managers, auditeurs et autorités de surveillance. Il commente les rapports des auditeurs internes et externes, met à jour les procédures sur base des commentaires et établit le rapport de Compliance. Il procède au conseil juridique sur les contrats et à leurs modifications.

Comptable

La mission principale du Comptable est de produire et d'établir l'ensemble des états comptables, légaux et réglementaires. Il doit ainsi effectuer et contrôler l'ensemble des opérations journalières, le suivi des comptes transitoires et de régularisations et l'établissement du compte Profits & Pertes. Le Comptable contribue à la production des situations comptables et des rapports périodiques internes et externes et prépare les comptes financiers et rapports annuels, prévisions et statistiques et vérifie les



éléments de la saisie. La préparation des déclarations de TVA et d'impôts ainsi que les écritures comptables non automatisées comptent parmi ses missions de la même façon que la vérification des éléments de la saisie et de l'exhaustivité de la validité des écritures. Il doit respecter les procédures et les échéances de paiements de factures à effectuer.

Conseiller clientèle

Le Conseiller en Placement private banking est en charge de fidéliser, développer et conseiller, tout particulièrement en matière d'investissement financier, un certain nombre de clients privés par un suivi actif et personnalisé. Il détecte les besoins et les préférences des clients, et leur offre en conséquence les produits et services de la banque (termes, titres, gestion de portefeuilles, structures juridiques). Afin de conseiller le client en matière d'investissement financier, tout en tenant compte de ses objectifs, le Conseiller en Placement private banking s'informe sur l'évolution des marchés financiers et connaît la politique d'investissement de la banque. Il veille à la bonne exécution des instructions du client afin de garantir un service impeccable et de haut niveau. Il assume donc des fonctions à la fois techniques et commerciales.

Employé Commercial

L'Employé Commercial est la première personne de contact au sein de l'agence. Il est chargé d'accueillir, de renseigner et de conseiller les clients. Il vend les produits et les services de la banque en assurant un service aimable à la clientèle et en respectant les consignes de travail et les objectifs commerciaux de la banque. Il oriente les clients vers les chargés de clientèle pour les produits et services plus complexes. L'Employé Commercial se charge de comptabiliser correctement les opérations effectuées par la clientèle, suivre et mettre à jour les bases d'information en relation avec la clientèle. Il assure les tâches administratives courantes.

Gestionnaire Ressources Humaines

Le Gestionnaire Ressources Humaines est responsable du recrutement, de la gestion, du suivi et de l'évolution des ressources humaines de la banque afin de garantir la meilleure adéquation homme / poste. Il doit faire coïncider les besoins de l'établissement en matière de personnel avec les attentes et les potentiels des collaborateurs. Il assure le suivi des candidatures et participe au programme d'accueil et d'intégration des nouveaux collaborateurs. Le Gestionnaire Ressources Humaines conseille les salariés et les responsables en matière de développement des compétences.

Informaticien

Les missions principales de l'Informaticien d'une banque consistent en l'assurance du support technique et la maintenance des systèmes informatiques. Il est en charge de la configuration des PCs et assume la fonction de "Helpdesk"; en pratique cette fonction consiste en l'assistance aux utilisateurs, la formation de base des derniers et le dépannage des imprimantes. En installant et mettant à jour tout nouveau hardware ou software, l'Informaticien assure que le système d'exploitation est toujours au niveau des dernières versions existantes. Il est responsable de la surveillance de l'infrastructure réseau et d'effectuer toute copie de sauvegarde (Back-up) dans les délais fixés.

Chef de Projet Informatique

Le Chef de Projet Informatique doit concevoir et réaliser le système informatique à mettre en œuvre. Il doit coordonner et gérer ses projets en respectant les budgets et les plannings et veiller à l'application des normes et des procédures en vigueur. Le Chef de Projet Informatique doit souvent gérer une équipe multidisciplinaire composée d'informaticiens, de programmeurs et de techniciens. Il participe aux nouveaux développements de produits.

Juriste de Banque

Les missions du Juriste de Banque varient en fonction du poste occupé. D'une manière générale son métier consiste à conseiller les membres du personnel de la banque dans toutes questions juridiques liées aux affaires de la banque, que ce soit dans ses relations client, dans ses affaires internes (ressources humaines, gestion d'immeubles, etc), dans ses projets de développement commercial, ou lors de restructurations (fusions, acquisitions et cessions de filiales, etc). Il doit aussi intervenir au niveau du développement de nouveaux produits, pour couvrir les aspects juridiques. Le Juriste de Banque est en charge de la gestion du contenu des contrats de la banque et veille à leur conformité aux réglementations existantes. Il analyse les dossiers litigieux, en coopération avec les avocats externes chargés de la défense des intérêts de la banque. Afin d'informer la direction et les membres du personnel des changements réglementaires et de leur impact sur les activités de la banque il suit l'évolution réglementaire nationale et internationale.

Portfolio Manager

Les missions générales du Portfolio Manager sont le contrôle de l'évolution des marchés financiers et l'initiation des transactions sur les marchés obligataires, boursiers et monétaires. Il doit analyser les portefeuilles des clients et présenter la politique d'investissement du portefeuille et des performances au client. Le Portfolio Manager rédige et présente les rapports de gestion ainsi que les propositions d'investissement. Il est responsable de la gestion et la réconciliation des comptes bancaires ainsi que d'assurer un support au responsable de l'Asset Management et de superviser et/ou gérer les sommes à verser, échéancier de remboursement. Le Portfolio Manager est en contact permanent avec les conseillers externes / d'impôts / juridiques et les auditeurs.

Quality Manager

Les missions principales du Quality Manager sont l'analyse des produits et les services d'analyse d'investissement tels qu'offerts aux compétiteurs afin de comprendre et résumer les demandes des clients pour des nouveaux produits et/ou services afin de remplir les demandes des clients et d'anticiper les évolutions de produits et/ou services. Il assure que les concepts de qualité sont transformés en standards opérationnels afin d'augmenter l'efficacité des processus, d'accroître la productivité, de mieux contrôler les risques et d'améliorer la satisfaction des clients. Le Quality Manager est le consultant interne pour la phase diagnostique et s'occupe de la collaboration active en matière d'optimisation et du développement du déroulement des travaux et de la communication. Il est responsable de la surveillance des prestataires de service externes et du secteur gestion de risques. En cas d'incidents, le Quality Manager s'occupe de la collection, du revu, de l'analyse et de la recommandation de mesures correctives dans le contexte de "breaks", incidents, réclamations, recommandations d'audit et information de gestion de risques.

Responsable Back-Office

Le responsable du Back-Office assure le bon fonctionnement du service par le respect des procédures et de leur évolution. Il supervise la gestion électronique des messages et ordres de bourse, répartit les tâches journalières afin d'avoir une vue d'ensemble des opérations à traiter, d'augmenter le rendement et de limiter les risques d'erreurs. Il supervise la gestion des tâches journalières et en surveille les délais et la qualité d'exécution. Il se charge de veiller au respect des procédures et participe à l'amélioration de programmes informatiques, applications et fichiers. Il assure la gestion et la formation du personnel, ainsi que le suivi des relations administratives. Le Back-Office titre couvre l'activité de liquidation des achats et ventes de titre, les transferts franco de paiement, les relations avec les dépositaires des titres, la conservation des titres et les opérations sur titres.



Entretiens avec les professionnels

► Entretien avec Frédéric Pétré, analyste gestionnaire, Banque Paribas

Cedies En quoi consiste votre poste actuel ?

Frédéric Pétré : Dans le cadre d'une gestion discrétionnaire « décentralisée » mon rôle consiste à animer et conseiller une équipe de gestionnaires.

Concrètement, il s'agit d'étudier les facteurs qui peuvent influencer les marchés boursiers et les actifs en portefeuille et de déboucher sur des propositions d'investissement (ou de désinvestissement) concrètes.

Les propositions d'investissement consistent, le plus souvent, dans la sélection de produits (obligations, actions, produits dérivés,...) mais plus particulièrement dans le choix d'actions « stock picking ».

Cedies Quelles sont les compétences requises ?

Frédéric Pétré : De bonnes connaissances mathématiques, statistiques, et comptable pour analyser les produits et les sociétés. En outre il faut une bonne dose de psychologie car les marchés financiers fonctionnent souvent de manière irrationnelle. Les connaissances techniques vous permettent d'analyser l'opportunité d'investir dans tel marché, telle action, ou tel autre produit, tandis que la psychologie vous permettra de trouver le timing idéal pour vos investissements (du moins en théorie).

Cedies Quel est l'aspect le plus stimulant de votre métier ?

Frédéric Pétré : Tous les jours, dans le monde, il se passe un événement ayant une influence sur les marchés financiers. On ne s'ennuie donc jamais ! Compte tenu de la diversité des produits et des techniques de gestion, tous les événements peuvent déboucher sur des idées d'investissement profitables.

Cedies Et le plus contraignant ?

Frédéric Pétré : Il ne faut pas avoir peur de retourner sa veste rapidement et de reconnaître que l'on s'est trompé. Les marchés sont très volatiles et ne n'évoluent pas toujours dans le sens escompté...au moment espéré. Il y a une grande part d'irrationnelle dans la gestion. Par exemple, la bulle immobilière aux USA: certains fonds d'investissement avaient pour objets d'investir uniquement dans le secteur immobilier. Compte tenu de l'afflux de capitaux dans ces fonds thématiques, les gestionnaires étaient obligés d'investir les capitaux...et propulsaient ainsi à la hausse le cours de certaines actions. L'afflux de capitaux était tel que le cours de ces actions grimpait non pas tant pour leurs fondamentaux et les bénéfices escomptés par ces sociétés mais simplement par « excès » d'investissement et de liquidité ! Maintenant, la bulle a éclaté (crise du subprime) et les désinvestissements sont sévères, avec des répercussions sur de nombreux produits (CDO, Hedge Funds, MBS,...) et sociétés.

Cedies Comment évoluera votre métier dans les prochaines années ?

Frédéric Pétré : La masse d'information en provenance des marchés et des sociétés augmente de jours en jours. Le principal défi pour les analystes et les gestionnaires ne sera plus tant d'interpréter les informations reçues mais bien de gérer la quantité d'information reçue. Outre de bonnes compétences techniques, il faut être prêt à apprendre en permanence pour pouvoir s'adapter et suivre l'évolution des marchés, des nouvelles techniques de gestion et des nouveaux produits. Une formation continue est donc primordiale.

Cedies Et en termes d'emploi ?

Frédéric Pétré : L'évolution sera, à mon avis, principalement dictée par l'évolution du montant des capitaux sous gestion. Les capitaux sous-gestion sont eux-mêmes dépendants de l'attrait fiscal de la place de Luxembourg mais également du niveau d'expertise et d'innovation exigé et souhaité par les clients. La tendance reste donc positive pour l'instant.

Cedies Quel est votre message aux jeunes ?

Frédéric Pétré : L'analyse et la gestion sont des métiers passionnants en constante évolution et offrant de nombreuses possibilités d'évolution et de spécialisation. Il est très important d'être passionné même si passion n'est pas toujours raison !...mais les marchés ne sont-ils pas irrationnels ?

Formation de base :
licence en administration des affaires, HEC Liège ; stage de 3 mois en tant qu'analyste financier dans une banque japonaise à Londres.





► Entretien avec Marie-Paule Gillen, Secrétaire Général, Kredietbank Luxembourg

Cedies Quelles sont vos missions?

Marie-Paule Gillen : En tant que Secrétaire Général à la KBL, je suis responsable en premier lieu du suivi de la vie sociétaire de la banque, c.à.d. l'organisation des assemblées générales, des réunions du conseil d'administration, du comité de direction etc..., ainsi que de la rédaction des compte rendus de ces réunions et du suivi des décisions prises par les organes de la société. En outre, en tant que membre de la Direction de la banque, je suis responsable de différentes entités telles que la Division Affaires Juridiques, la Division Affaires Fiscales, la Division Compliance KBL & Groupe, la Communication etc

Cedies Le travail que vous faites aujourd'hui correspond-t-il à ce que vous aviez imaginé en débutant vos études ?

Marie-Paule Gillen : Ce que j'ai vécu dépasse mes espoirs les plus optimistes. J'ai en effet pu participer à l'expansion d'un groupe international extrêmement créatif et dynamique et ainsi être confrontée à des défis passionnants impliquant des problématiques à la fois complexes et diversifiées. Ceci m'a permis de fréquenter des personnalités remarquables et de collaborer avec de personnes de formations et de cultures très diverses, ce qui est extrêmement stimulant et enrichissant. On dit que le droit mène à tout et je n'avais pas pensé, quand j'étais étudiante, qu'il me conduirait vers des horizons si diversifiés et si passionnants.

Cedies Quelles sont les compétences requises ?

Marie-Paule Gillen : Tout d'abord, il est important de pouvoir s'appuyer sur une solide formation de base au niveau du cycle secondaire. Celle-ci doit être complétée par une formation universitaire ou dans des grandes écoles, accomplie de préférence dans plusieurs pays. Dans mon activité, une formation en droit et/ou en sciences économiques me paraît une base idéale. Ceci dit, les banquiers proviennent d'horizons souvent très divers, et ils peuvent faire leur carrière à partir d'une formation dans des disciplines telles que le droit, les mathématiques, les sciences économiques, finances, formation d'ingénieur civil ou commercial, etc.. Ceci n'exclut pas qu'on rencontre aussi d'excellents managers, très performants et innovateurs, qui sont des self made men ou qui ont accompli un parcours tout à fait hors normes. Par ailleurs, la capacité de maîtriser au moins trois langues est aujourd'hui un atout majeur. Enfin, il faut savoir penser clairement et s'exprimer de même. Savoir communiquer est essentiel quand on travaille avec des partenaires multiples au sein d'une organisation d'une certaine taille. Il est aussi très utile de disposer d'une bonne culture générale (quels qu'en soit les domaines), ce qui vous permet de comprendre mieux les situations complexes ou inattendues, et les réactions de personnes de cultures différentes, et d'adopter dans de telles situations une attitude ouverte, flexible et constructive.

Cedies Qu'avez-vous appris lors de vos stages ?

Marie-Paule Gillen : Énormément de choses, très nouvelles par rapport à ce que j'avais appris au cours de mes études. Je retiens surtout la confrontation à la réalité professionnelle et au vécu de notre métier dans la vie quotidienne. J'ai aussi appris à travailler en team, ce qui n'est pas forcément compris dans la formation des universitaires, surtout des juristes, et qui est pourtant essentiel.

Cedies Comment évoluera votre métier dans les prochaines années et quelles implications cette évolution aura-t-elle sur les compétences et la formation nécessaires ?

Marie-Paule Gillen : Sur le plan juridique, je pense qu'il sera nécessaire de disposer d'une connaissance approfondie de la technique juridique, avec de préférence quelques années de pratique dans un métier différent de la banque. Il faudra rester à niveau par rapport à l'évolution de plus en plus rapide du cadre réglementaire non seulement national, mais aussi européen et ou de pays étrangers où nous pourrions être appelés à intervenir. L'usage des langues est une exigence de plus en plus évidente. Enfin, il faut développer une capacité à saisir vite des problèmes très variés, et à y répondre de façon pertinente et de plus en plus rapide.

Pour l'aspect management, qui est une partie essentielle de mon métier, il faudra une clairvoyance et une réactivité de plus en plus grande, ainsi qu'une maîtrise de la diversité des aspects des métiers qui se rapportent au domaine bancaire. Il faudra bien-sûr une capacité à fixer des objectifs clairs à nos collaborateurs. Je voudrais ajouter aussi une faculté d'écoute qu'il faut garder et cultiver, dans un monde où les gens n'ont plus le temps pour rien, surtout pas pour écouter les autres.

Cedies Quels profils seront les plus recherchés dans le domaine bancaire au Luxembourg dans les dix prochaines années ?

Marie-Paule Gillen : Certainement des profils de haute technicité dans des domaines tels que l'audit, la comptabilité, la compliance, les métiers de juristes et les gestionnaires de fortunes. Des managers de haut niveau seront aussi très recherchés, c.à.d. des gens formés et expérimentés, capables d'assumer de façon autonome des responsabilités avec une vision claire des objectifs et de la finalité de leur entreprise combinée avec un sens aigu des réalités.

Cedies Quel message aimeriez-vous transmettre aux jeunes ?

Marie-Paule Gillen : Je leur conseillerais d'être très actifs, curieux, toujours à l'écoute et de se laisser guider toujours par le désir de comprendre le fond des problèmes qu'ils ont à résoudre en prenant le temps d'en explorer tous les aspects et de chercher la réalité des choses. Ils doivent exiger (d'abord d'eux-mêmes mais aussi des autres) d'être en mesure de comprendre les voies qui se présentent à eux. Ensuite, je leur conseille de vouloir pour eux-mêmes ce qu'ils ont choisi (sans se laisser guider passivement par le choix d'un autre), en gardant le cap sur les objectifs qu'ils se sont fixés., Soyons jaloux de toujours garder notre propre jugement sur les choses, sans tenir pour acquis ce qui est affirmé par d'autres personnes ni accepter des « évidences ». Enfin, je recommande à chacun de choisir le métier qu'il aime, où il pourra découvrir chaque jour de nouveaux horizons et qui lui donnera des occasions de se réaliser tout en travaillant, si possible agréablement, avec d'autres. Si ce n'est pas le cas, il vaut mieux changer de parcours au plus vite.

Formation de Base :
 licence en droit à l'Université de Louvain ; année de spécialisation en droit économique ; cycle complémentaire en droit commercial allemand et droit européen à l'Université de Genève ; cycles courts, notamment en droit européen, à l'université du Luxembourg.



► Entretien avec Brigitte Dethier,
analyste organisateur auprès
d'ING Luxembourg SA

www.ing.lu

Cedies En quoi consiste votre travail ; quelles
sont vos missions ?

Brigitte Dethier : « En tant qu'analyste organisateur au département informatique, j'ai pour missions d'analyser et de proposer des solutions dans le cadre de certains projets, de veiller au respect des délais, du budget et de la qualité ; de suivre l'état d'avancement des projets du département et d'améliorer la méthodologie de gestion de projets. »

Cedies Le travail que vous faites aujourd'hui
correspond-il à ce que vous aviez imaginé en
débutant vos études ?

Brigitte Dethier : « Relativement. Si ma formation académique de base était plus orientée vers les domaines d'économie politique et juridique à caractère international, ma formation post universitaire a été orientée vers la gestion et la finance. »

Cedies Quelles sont les qualités requises pour
exercer votre métier ?

Brigitte Dethier : « Les qualités recherchées sont la rigueur, le côté rationnel, concret et méthodique ainsi que le côté visionnaire. La curiosité intellectuelle et la recherche de solutions pragmatiques doivent s'accompagner de compétences relationnelles et de diplomatie tout en veillant à atteindre les objectifs. »

Cedies Comment évoluera votre métier à moyen
terme ?

Brigitte Dethier : « Des mutations importantes sont en cours, tant dans le secteur bancaire et financier que dans les services informatiques. Les impacts de cette évolution se traduiront par une demande d'employés ayant une formation multidisciplinaire qui devront néanmoins acquérir une expertise dans un domaine d'activité. Les fonctions deviendront plus spécialisées et segmentées. La formation continue sera le garant de l'actualisation des connaissances et répondra aux demandes de flexibilité, de dynamique et d'ouverture d'esprit. »

Cedies Quels conseils donneriez-vous aux jeunes
qui voudraient se lancer dans ce domaine ?

Brigitte Dethier : « En plus d'une ouverture d'esprit et d'une vision économique internationale il faut avoir une solide formation académique, et surtout ne pas négliger l'aspect humain. »

Formation de base:

Sciences politiques & relations internationales (ULB);

Licence spéciale en commerce extérieur (Cooremans); Licence spéciale en politiques européennes (ULB); MBA (VUB)



► Entretien avec Alain Punnel,
Gérant adjoint de l'agence
Dexia-BIL, Strassen

Cedies Quelles sont vos missions ?

Alain Punnel : Je suis responsable des conseillers clients en charge de la clientèle privée, ainsi que des sociétés (PME) de notre agence.

Je gère cette équipe en collaboration directe et permanente avec le gérant.

Cette gestion, aussi bien de la clientèle que des employés amène une très grande diversification et implique une évolution personnelle permanente.

Pour finir, il faut certainement dire que la communication est un des éléments clés, afin de bien mener ma mission.

Cedies Quel est l'aspect le plus stimulant de
votre métier ?

Alain Punnel : Quand le client est satisfait de l'offre de notre banque et qu'il nous remercie pour nos services en nous le disant. C'est le plus grand mérite qu'on puisse avoir dans notre métier de la banque commerciale et d'ailleurs notre but de tous les jours : satisfaire au maximum notre clientèle en lui offrant nos services les meilleurs.

Ce ne sont pas uniquement les clients qu'il faut viser mais aussi nos employés.

Créer de manière journalière une ambiance motivante dans un cadre dynamique où chacun peut se retrouver et d'où chacun peut en tirer entièrement satisfaction par l'accomplissement de sa propre mission est d'autant plus important.

Cedies Quelle évolution prévoyez-vous pour
votre secteur dans les prochaines années?

Alain Punnel : L'évolution est très difficile à prévoir suite à la consolidation mondiale et la globalisation qui actuellement n'a pas l'air de s'arrêter. J'aurais donc plutôt tendance à voir une stagnation du nombre d'établissement bancaires au marché luxembourgeois. Pourtant il faut aussi dire que suite à la naissance de nouvelles structures et services dans notre monde financier et plus précisément notre place financière, beaucoup de scénarios sont envisageables, prenons par exemple l'évolution dans le métier de la gestion des fonds d'investissements qui au fil des dernières années a contribué à un nombre considérable en matière de création de nouveaux emplois.

Cedies Quel est votre message aux jeunes ?

Alain Punnel : Avoir l'ambition et le courage de se lancer dans une carrière auprès d'une banque. Toute personne qui aime le contact humain, le relationnel et qui ressent une vocation commerciale dispose d'excellentes opportunités de carrière. Il faut cependant être conscient que rien n'est donné. Il est quasi indispensable de débiter sa carrière aux guichets de la banque. Car pour bien réussir, un des mots clés est certainement "l'expérience", un atout que l'on ne peut acquérir qu'au fil des années ceci grâce à la volonté de se remettre chaque jour en question et de vouloir évoluer en permanence.



► Entretien avec Bernard Georges, Responsable Transfert Titres, Banque de Luxembourg

Cedies En quoi consiste votre poste actuel ?

Bernard Georges : Je suis responsable actuellement des transferts de titres franco de paiement c'est-à-dire tous les transferts de titres pour les clients venant avec leur portefeuille ou bien souhaitant envoyer des titres vers une autre banque. Mais je suis passé précédemment par tous les métiers liés à la conservation des titres, à la liquidation des achats et ventes de titres, et aux opérations sur titres. Je dirige une équipe pour laquelle je dois assurer l'organisation mais aussi régler les problèmes et prendre les décisions en conséquence.

Cedies Le travail que vous faites aujourd'hui correspond-il à ce que vous aviez imaginé en débutant vos études ?

Bernard Georges : Pas vraiment. Le monde de la banque m'était représenté par la bourse et les traders levant la main avec leurs tickets dans un brouhaha d'ordres lancés à la crie à l'image de Wall Street. Je me doutais que je ne travaillerais pas ainsi, mais l'ambiance du back office est tout autre. Le stress des ordres non liquidés ou des instructions envoyées avec retard sont le lot quotidien d'un employé de back office.

Cedies Quelles sont les compétences requises ?

Bernard Georges : Les compétences requises au back office titres sont le sens de l'organisation et de la communication ainsi qu'une bonne connaissance des marchés financiers en général. En effet, même si le travail de back

office titres ne fait pas appel directement aux connaissances des marchés financiers, cela permet de mieux comprendre l'activité des titres, c'est-à-dire les transactions d'achat et de vente, les transferts franco de paiement et la conservation des titres. Quant au sens de l'organisation, il est nécessaire pour gérer le stress quotidien des « deadline » de chaque marché et pour envoyer ces instructions de liquidation à temps. De plus, le temps passé au téléphone avec les différents correspondants du monde entier demande une communication claire et précise, la plupart du temps en anglais.

Cedies Quel est l'aspect le plus stimulant de votre métier ?

Bernard Georges : Pour ceux qui s'intéressent à la bourse, et au monde de la finance, les métiers de back office titres vous offrent une porte ouverte à l'ensemble de la finance internationale. En effet, le matin vous pouvez intervenir par exemple sur les marchés asiatiques et finir l'après-midi sur le marché américain. On se sent acteur du monde de la finance.

Cedies Et le plus contraignant ?

Bernard Georges : Le back office arrive en fin de chaîne dans le traitement des titres. Il est donc souvent confronté à voir toutes les erreurs qui ont été effectuées précédemment par la salle des marchés, les erreurs des contreparties ou bien toutes les erreurs internes dans le traitement des instructions. Il convient donc de rester diplomate dans toutes les situations autant avec les contreparties qu'avec ces collègues.

Cedies Comment évoluera votre métier dans les prochaines années? De nouvelles compétences seront-elles nécessaires?

Bernard Georges : Les métiers du back office titres vont vers une plus grande automatisation et internationalisation de leur traitement. En effet, déjà certaines banques regroupent dans un même pays la liquidation des transactions et toutes les activités liées aux titres pour l'ensemble d'un même groupe bancaire. A cause de cela, les transactions ordinaires se liquident sans intervention humaine. Seuls les problèmes à régler persistent et ce, pour l'ensemble des marchés mondiaux. Il y a de moins en moins de tâches administratives et les banques rechercheront des personnes capables de comprendre les problèmes et de les résoudre rapidement. Le niveau de compétence des futurs employés sera donc à la hausse.

Il est évident que l'université n'amène pas ce niveau de compétence mais y contribue largement. Par contre, à cause de l'évolution permanente des marchés financiers, seule la formation continue permet de garder le niveau de connaissance nécessaire, et bien sûr, l'expérience.

Une telle modification des méthodes de travail impose des connaissances approfondies des marchés financiers, et de leurs fonctionnements. S'ajoute à cela, une compréhension des méthodes de liquidation et de conservation des titres en général.

Les effectifs des banques liées aux métiers de back office titres ont toujours eu une forte corrélation avec l'activité boursière. En effet, la grande dépression des marchés financiers entre 2000 et 2004 ont engendré des coupes sévères des effectifs dans les back offices. Cependant, l'avenir de ce métier étant directement lié à la fois à l'activité de la place de Luxembourg et de ces banques, la reprise de l'activité ressentie depuis deux ans amène à penser que de nombreux postes vont être à pourvoir dans les prochaines années.

Cedies Quel pourcentage représente votre secteur en matière d'emploi par rapport à l'ensemble du secteur financier au Luxembourg? Quelle est l'évolution à prévoir dans les 5 prochaines années ?

Bernard Georges : Il est difficile de juger du pourcentage exact qui compose l'effectif des employés de back office titres car les banques préservent leur stratégie en matière d'organisation. Cependant, suivant que l'on se situe dans une euro banque ou bien dans une banque dont l'activité est plus générale, le pourcentage varie du simple au double.

Cedies Quel message aimeriez-vous transmettre aux jeunes qui voudraient se lancer dans ce domaine?

Bernard Georges : Pour tous ceux qui s'intéressent à la bourse et à l'aspect technique des titres, les métiers du back office titres sont un tremplin vers une carrière internationale aussi bien à Luxembourg que sur les autres places financières.

Les back office sont présents sur toutes les grandes places financières et il est possible de travailler aussi bien en Europe qu'à New York ou à Tokyo.

D'autre part, une expérience dans un back office est une ouverture vers d'autres métiers tels que les fonds d'investissement.

Aussi, il ne faut pas confondre le back office titre avec le trading et les salles de marché où l'on négocie les titres. Le back office titres travaille en arrière plan comme un support technique à la liquidation et à la conservation des titres. Ce travail convient donc à tous ceux qui sont administratifs et procéduriers.

Formation de base :
Maîtrise en Monnaie et Gestion Financière ;
formation continue à l'IFBL durant deux ans ;
nombreuses formations continues.

► Entretien avec Fernand Grulms, membre du comité de direction de l'ABBL, (Association des Banques et Banquiers, Luxembourg) ; responsable de la communication et du marketing.
<http://www.abbl.lu/>

Cedies En quoi consiste votre travail, quelles sont vos missions ?

Fernand Grulms : « Je veille à véhiculer les messages appropriés sur le monde bancaire et financier, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, vis à vis du grand public, de la presse et des professionnels. Selon le public, les messages sont plus ou moins sophistiqués. Je suis également responsable de la promotion et de la gestion de la communication entre l'association professionnelle et ses membres. Le travail est très diversifié. Il touche tant au domaine social (droit du travail, sécurité sociale, convention collective) qu'à des sujets bancaires et financiers très techniques. Chaque jour est un nouveau défi intellectuel. »

Cedies Le travail que vous faites aujourd'hui correspond-il à ce que vous aviez imaginé en débutant vos études ?

Fernand Grulms : « Non absolument pas, j'avais toujours en tête un métier de « technicien » que j'ai d'ailleurs été pendant les 22 premières années de mon évolution professionnelle. Mais le monde économique et celui de la finance en particulier est en mouvance permanente. On voit aujourd'hui de plus en plus de « techniciens » (économistes et juristes) et même des matheux (ingénieurs, informaticiens) évoluer dans les métiers de la communication. »

Cedies Quelles sont les qualités requises pour exercer votre métier

Fernand Grulms : « Une connaissance approfondie des techniques financières et bancaires, de même que le fonctionnement du monde des médias est requise. Un bon esprit de synthèse est essentiel : comprendre en un minimum de temps des situations complexes et savoir les expliquer en des termes simples au grand public. Il est important aussi d'avoir une vue d'ensemble sur les institutions et la politique luxembourgeoises. De bons talents de « vendeur » et un bon relationnel sont un « must ». Ceci nécessite notamment une connaissance parfaite des langues traditionnelles à Luxembourg (D/F/UK), tant à l'oral qu'à l'écrit. « Je crois que la communication en finance est un domaine où on atterrit idéalement à un certain moment de sa carrière, après avoir vu d'autres choses. Un bon bagage technique des produits financiers et de l'environnement réglementaire est certainement un atout. »

Formation de base :
Licence en administration des affaires (ULg)

Les métiers des autres entreprises financières

Des activités spécifiques

Les métiers des « autres professionnels de la place financière » sont des activités professionnelles dont l'accès et ses conditions sont réglementés par la loi de 1993, (version coordonnée applicable à partir du 1er novembre 2007) et nécessitent un agrément par la CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier). Cette catégorie de professionnels se divise en plusieurs sous-catégories dont les activités se retrouvent dans les banques et les assurances, mais dont certaines sont plus spécifiques :

Les gérants de fortune s'occupent de gérer, de protéger et de faire fructifier les avoirs des clients fortunés ; un métier qui s'exerce dans la banque, mais aussi en indépendant, tout en maintenant les comptes auprès des banques, nombre d'opérations étant limitées aux banques.

Les distributeurs de parts d'OPC sont souvent des filiales des sociétés de fonds et sont spécialisés dans la vente et la distribution de parts de fonds d'investissements.

Les conseillers en opérations financières sont des analystes financiers qui conseillent les investisseurs professionnels et les grandes fortunes.

Les domiciliataires de société qui acceptent qu'une ou plusieurs sociétés établissent auprès d'elles un siège pour y exercer une activité dans le cadre de leur objet social et qui prestent des services quelconques liés à cette activité.

Les agents de communication à la clientèle sont des prestataires de service pour le compte d'établissements de crédit, PSF, OPC, fonds de pension, assurances etc.... pour la confection, sur support matériel ou électronique, de documents à contenu confidentiel, à destination personnelle de clients, l'archivage ou la destruction des documents, la gestion de courrier etc

Les agents administratifs du secteur financier, effectuent pour le compte d'établissements de crédit, PSF, OPC, fonds de pension, assurance ou autres, sur base d'un contrat de sous-traitance, des services administratifs qui sont inhérents à l'activité professionnelle du donneur d'ordre.

Les opérateurs de systèmes informatiques du secteur financier, se chargent du fonctionnement de systèmes informatiques permettant l'établissement des situations comptables et des états financiers faisant partie du dispositif informatique propre d'établissements de crédit, PSF, OPC, fonds de pension, assurance etc. Les opérateurs de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication se chargent du traitement informatique ou du transfert des données stockées dans le dispositif informatique.

Un secteur d'emploi en hausse

Le nombre d'employés dans ce secteur s'élève à près de 11.000 en 2007 et a fortement augmenté ces dernières années. (6000 en 2005). Tant avec l'évolution des réglementations que des tendances de sous-traitance, ce secteur est appelé à se développer pour offrir des métiers nombreux et variés sur base d'études économiques, commerciales et financières.

Les fonds d'investissement (OPC)

Depuis le milieu des années 1980, le secteur luxembourgeois des fonds d'investissement ou « organismes de placement collectif (OPC) » s'est développé de manière telle que notre place financière constitue aujourd'hui le deuxième centre de fonds d'investissement au monde, derrière les Etats-Unis.

Parallèlement, des métiers spécifiques au secteur des fonds d'investissement sont nés. Certains sont exercés au sein même des banques de la place, d'autres plutôt par des prestataires spécialisés de services aux fonds d'investissement.





Panorama des métiers

- Agent banque dépositaire
- Agent domiciliataire
- Agent de transfert et de registre
- Analyste en informatique et en gestion opérationnelle
- Auditeur
- Auditeur public
- Compliance officer
- Comptable OPC
- Conseiller fiscal
- Conseiller en gestion patrimoniale
- Gestionnaire de fonds
- Gestionnaire de fortune
- Gestionnaire de l'information
- Juriste / fiscaliste

Agent banque dépositaire

L'agent banque dépositaire est, comme son nom l'indique, une fonction exercée au sein des banques qui offrent ce genre de service. De par la loi, chaque fonds d'investissement de droit luxembourgeois doit avoir une banque dépositaire au Luxembourg. Celle-ci est chargée de la garde des actifs du fonds, qu'il s'agisse de l'argent liquide non encore investi par le fonds ou des actions, obligations, produits dérivés ou autres instruments financiers dans lesquels le fonds a investi. La notion de « garde » doit ici être comprise dans sa signification de « surveiller ». En effet, la loi exige que le dépositaire sache à tout moment de quelle façon les actifs du fonds sont investis et où et comment ils sont disponibles. D'une manière générale, l'agent banque dépositaire s'occupe de la gestion des événements sur les titres dans lesquels l'OPC est investi : encaissement des dividendes et intérêts, division de titres, fusions d'entreprises dans lesquelles le fonds est investi, attributions gratuites, souscriptions à titre onéreux, prêts et emprunts de titres...

Agent domiciliataire

Chaque fonds d'investissement de droit luxembourgeois doit avoir un domicile et son administration centrale au Luxembourg. L'agent domiciliataire, une fonction exercée souvent au sein des banques de la place, met à la disposition du fonds d'investissement un domicile avec une adresse pour la correspondance et assure la gestion de la vie sociale de l'OPC. Il assiste le fonds dans l'observation de ses obligations légales et réglementaires en matière de rapports (aux investisseurs, aux autorités de surveillance ou fiscales), y compris l'organisation des assemblées générales et des conseils d'administration. L'agent domiciliataire garantit l'exécution des publications légales et procède à l'envoi des rapports aux différents destinataires (autorités, enregistrement, actionnaires, ...). Il centralise la documentation (prospectus et autres documents du fonds) afin de respecter les contraintes légales en termes de formalisme et de délais, inhérentes à la fonction de domicile.

Agent de transfert et de registre

L'agent de transfert et de registre est une de ces nouvelles fonctions. Cet acteur est l'intermédiaire entre les investisseurs, les distributeurs et le fonds d'investissement. Il doit savoir à tout moment qui est investi dans le fonds. Il gère tous les événements sur les titres émis par le fonds : traitement des souscriptions et des demandes de rachat et de conversion des parts et actions du fonds, distribution de dividendes, réinvestissement des dividendes si l'investisseur le désire, fusion de fonds ou de compartiments de fonds...

Analyste en informatique et en gestion opérationnelle/Project manager

Les flux des informations et le traitement des données à l'intérieur d'une entreprise et notamment d'une banque deviennent de plus en plus complexes et volumineux. La complexité croissante des services et la surveillance des risques nécessitent des contrôles de plus en plus pointus et des reportings plus détaillés. Il faut déterminer exactement qui doit savoir quoi, à quel moment, sous quelle forme et qui doit exécuter quelle partie du processus. Il faut doser la qualité et la quantité des informations requises, pour assurer les processus et les flux des données par des moyens informatiques de pointe. C'est la gestion opérationnelle d'un établissement financier et de ses services à la clientèle, qui sont majoritairement des informations reçues, traitées, envoyées et reliées en interne. La base de ce travail est la recherche opérationnelle et l'analyse informatique qui doivent résulter dans la création et le développement d'organigrammes, de processus de données, de flux d'informations, qui, traités par l'informatique et traduits dans la réalité puis envoyés au client deviennent ces produits financiers de plus en plus sophistiqués. Le chef de projet est la personne chargée de la mise en place de ces processus. Les chemins de formations sont doubles : informaticiens et gestionnaires sont d'une complémentarité utile.

Auditeur

www.alfi.lu

Les comptes annuels et états financiers des fonds d'investissement doivent être vérifiés par des réviseurs d'entreprise. Mais aujourd'hui, le travail de l'auditeur va beaucoup plus loin que l'établissement du rapport attaché aux états financiers par lequel le réviseur émet une opinion sur l'image fidèle et sincère des états financiers. Alors que la certification des comptes se résumait

autrefois à une validation a posteriori des chiffres à une date donnée, la réglementation en vigueur exige aujourd'hui que l'auditeur analyse également les principaux processus d'établissement de la valeur nette d'inventaire d'un fonds et les contrôles internes de ces processus. L'objectif de cette démarche est de mettre en place des processus donnant une assurance raisonnable que des erreurs éventuelles de calcul soient détectées par des contrôles internes efficaces. Les temps où l'on attendait la fin de l'exercice social pour prendre contact avec l'auditeur sont révolus. De nos jours, l'auditeur est un partenaire au jour le jour de tous les métiers du secteur.

Auditeur public

L'auditeur public est le représentant des organes de surveillance du secteur financier, soit du Commissariat au contrôle du secteur financier, du Commissariat aux contrôles des assurances, soit de la Banque Centrale. La législation internationale, européenne et luxembourgeoise impose aux établissements financiers toute une série de contrôles, de présentations de bilans, de solvabilité, de liquidités, de critères d'acceptation des clients et des transactions etc. Les banques doivent présenter des rapports de différentes envergures à des dates et délais précis, qui sont régulièrement contrôlés, de même que l'auditeur public peut procéder à des contrôles spécifiques de son choix et à son appréciation. Comme la législation internationale et la complexité des transactions va croissante, l'envergure des règlements et contrôles continuera à augmenter.



Compliance officer

www.alfi.lu

Le secteur financier devenant de plus en plus complexe, la loi exige pour chaque établissement financier, qu'il s'agisse d'une banque ou d'une société d'investissement, une bonne organisation administrative et comptable ainsi que des procédures de contrôle interne adéquates. Ces exigences impliquent la mise en place d'une fonction « Compliance ». Le compliance officer a pour mission de protéger l'OPC de tout préjudice qui pourrait résulter du non-respect des normes législatives, réglementaires et déontologiques en vigueur. Ces normes comprennent toutes les lois et règlements auxquels l'établissement est soumis dans l'exercice de ses activités dans les différents marchés, à commencer par celles régissant l'accès au secteur financier et l'exercice des activités bancaires et/ou de professionnel du secteur financier jusqu'aux lois et circulaires traitant des obligations professionnelles (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), des règles de conduite du secteur financier (lutte contre les délits d'initiés et la manipulation de cours) et de la protection des investisseurs. Le compliance officer doit identifier et évaluer le risque de compliance de l'OPC et assister le conseil d'administration de l'OPC dans la gestion et le contrôle de ce risque. Le risque de compliance – c.-à-d. le risque de préjudices que le fonds peut subir du fait que les activités ne sont pas exercées conformément aux réglementations ou normes en vigueur – peut comporter une variété de risques tels que le risque de réputation, le risque légal, le risque de contentieux, le risque de sanctions ainsi que certains aspects du risque opérationnel. Dans tous les cas, ces risques peuvent se matérialiser par des pertes financières pour l'OPC.

Comptable OPC

www.alfi.lu

Le comptable OPC est chargé de comptabiliser toutes les transactions et opérations ayant un impact sur les avoirs de l'OPC : les opérations d'achat / de vente de titres effectuées par l'OPC, les variations des avoirs liquides, les souscriptions et rachats de parts par les actionnaires, les revenus (dividendes, intérêts...) et les charges (frais fixes, frais variables, frais de constitution) de l'OPC, les opérations sur titres, les dividendes payés par le fonds à ses actionnaires... Contrairement aux sociétés commerciales, la plupart des OPC clôturent leurs comptes chaque jour ouvrable. Pour ce faire, le comptable OPC détermine la valeur des investissements faits par le fonds. Dans le cas d'un OPC en valeurs mobilières, cette évaluation se fait sur base des derniers cours boursiers des titres dans lesquels le fonds est investi. C'est sur base de ces clôtures de compte que le comptable OPC calcule la valeur des parts ou actions de l'OPC, la « valeur nette d'inventaire ». Cette « VNI » est le prix auquel les actions ou parts sont souscrites par les investisseurs qui veulent participer dans le fonds, ou bien le prix auquel les actions et parts sont rachetées par les investisseurs qui veulent retirer l'argent qu'ils ont placé dans le fonds.

Conseiller fiscal

Le conseil fiscal en banque est une fonction complémentaire soit pour les clients privés dans la structuration et l'organisation de leur portefeuille, soit pour les fonds pour les conseiller sur les meilleurs produits financiers éligibles au portefeuille du fond, soit pour les entreprises, pour lesquelles les formes de financement p.ex peuvent être fiscalement plus ou moins intéressantes. Ex. : financement d'un nouveau bâtiment avec un crédit direct ou sous forme de leasing immobilier.

Le conseil financier intervient régulièrement à la demande de son collègue commercial ou relationnel, soit à la demande du client. Régulièrement les banques moins importantes ou très spécialisées font appel à des conseils fiscaux extérieurs.

Conseiller en gestion patrimoniale

Le conseiller en gestion patrimoniale accompagne le client, respectivement sa famille, dans la démarche très complète de l'organisation, de la structuration, de la répartition, de sa succession. Ce métier vers lequel on n'évolue qu'avec le temps, présuppose d'excellentes connaissances et expériences en matière financière, fiscale et juridique. Ce sont donc des formations économiques, financières et juridiques qui peuvent y mener.

Le métier consiste à analyser le patrimoine d'un client, souvent une famille dans son ensemble (biens mobiliers et immobiliers), de proposer une structuration juridique, fiscale et géographique optimale, en vue des résidences des clients, de leurs activités professionnelles, du temps qu'ils peuvent consacrer à la gestion de leurs avoirs, des capacités qu'ils ont dans certains domaines. Régulièrement, le gestionnaire en patrimoine coordonne différents métiers et connaissances : l'avocat de la famille, le notaire, les gérances immobilières, les gestionnaires de portefeuille, les banquiers etc. dans le but d'optimiser la fortune, en rendement et en préservation selon une politique déterminée avec le client.

Gestionnaire de fonds d'investissement

Le gestionnaire du fonds d'investissement gère les avoirs du fonds avec l'objectif de réaliser un rendement optimal pour l'investisseur. En fonction des flux d'argent qui entrent dans ou sortent du fonds et en fonction des opportunités qui se présentent sur les marchés internationaux, le gestionnaire achète et vend pour le compte du fonds suivant la stratégie déterminée préalablement et dans le respect des restrictions d'investissement.

Gestionnaire de fortune

Le gestionnaire de fortune gère les avoirs, généralement tous les avoirs confiés d'un client, afin de préserver au mieux les valeurs et réaliser un rendement optimal pour le client. La gestion est fonction d'abord des avoirs du client, son volume et ses différents composants, (argent liquides, titres à revenu fixe, actions, produits dérivés, or, mais aussi immobilier, antiquités et œuvres d'art etc., ensuite du style d'investissement, c. à d. la politique des risques fixée avec le client. En fonction des informations et analyses disponibles et des opportunités qui se présentent sur les marchés internationaux, le gestionnaire achète et vend pour le compte du client suivant la stratégie déterminée préalablement, soit sous forme discrétionnaire, soit en coordination permanent avec le client.

Gestionnaire de l'information – business intelligence

Ce métier regroupe toute une série de fonctionnalités dans le monde de la gestion de l'entreprise : rapports systématiques, rapports à la demande, analyse multidimensionnelle de ces informations, comparaison avec les exigences du client, contrôle de qualité, appréciation de délais, de pourcentage d'erreurs etc. L'établissement des tableaux de bord permettent, à l'instar d'une voiture, de piloter une entreprise, en renseignant sur les performances, les risques, les clients, la concurrence, les marchés, le personnel, le public, les développements politiques, de législation, de réglementations etc. Exemples : l'évolution du prix des matières premières, l'évolution future des taux d'intérêts etc.

Le chargé du « business intelligence » doit à tout moment tenir prêt toutes les informations requises à la bonne gestion, au bon pilotage de l'entreprise, assurer que les informations requises soient disponibles là où il faudra en tenir compte dans l'entreprise. De nos jours, des systèmes informatisés en réseaux proposent à tous les utilisateurs l'information dont ils ont besoin, dans le format qui leur convient, quand ils le



souhaitent. La collecte, le déploiement et la synchronisation des données sont centralisés et distribués sous des contraintes de sécurité au plus près du point d'exploitation au travers d'un support informatique. Afin d'être efficace, ce système doit être bien conçu, structuré, mis en place, mis à jour régulièrement et surtout fournir des données correctes.

Gestionnaire des risques

Avec la complexité croissante des transactions financières, qui ont de plus en plus recours à des modélisations financières et économiques, l'internationalisation des transactions, avec l'apparition des pays émergents sur la scène boursière, les investissements financiers de plus en plus divers et risqués, mais surtout les volumes traités, les sommes engagées, la vitesse des transactions et le nombre de personnes, systèmes, sociétés et établissements engagés, les risques encourus par les établissements financiers augmentent considérablement et il y a lieu de très bien les contrôler, pour éviter toutes pertes, tant pour l'établissement même que pour ses clients. Les risques opérationnels se définissent comme les risques de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance de procédures, de personnes ou de systèmes internes ou résultant d'événements externes.

Juriste & fiscaliste

www.alfi.lu

Lors de la phase du montage du fonds, les juristes et les experts fiscaux doivent clarifier de nombreuses questions, en étroite collaboration avec les autres partenaires :

- Quelle est la clientèle cible du fonds, c.-à-d. quel type d'investisseur le fonds veut-il attirer, le petit épargnant ou le gros investisseur institutionnel ?
- Dans quoi le fonds va-t-il investir l'argent collecté auprès des épargnants : dans des actions, des obligations, des actions et

obligations, des options, des futures, d'autres instruments dérivés... ?

- Dans quel pays le fonds va-t-il investir ?
- Quel est le traitement fiscal des revenus et des plus-values que le fonds va réaliser dans les différents pays ?
- Le fonds va-t-il réinvestir les plus-values qu'il réalise ou les distribuer sous forme de dividendes à ses actionnaires ? Dans le dernier cas, quel est le traitement fiscal de ces dividendes ?
- Faut-il appliquer une retenue à la source sur les dividendes ou non ?
- Quels types de commissions sont d'usage sur les marchés et auprès de la clientèle cibles ?
- Faut-il créer un fonds « classique » ou un fonds à compartiments multiples dont chaque compartiment a sa propre politique d'investissement ou sa propre structure de commissions ?
- Est-ce plus intéressant de créer différentes classes d'action au sein du même compartiment pour des types de clientèle ou des marchés géographiques spécifiques ?
- Comment les actions et les parts du fonds seront-elles offertes aux investisseurs : via des guichets bancaires, des distributeurs indépendants, des conseillers en placement, des « supermarchés de fonds », Internet... ?

Sur base de toutes ces considérations, les juristes définissent la forme légale idéale du fonds : société d'investissement à capital variable ou fixe (SICAV/SICAF), fonds commun de placement (FCP), société d'investissement en capital à risque (SICAR)... Ils élaborent ensuite les documents constitutifs du fonds (statuts, règlement de gestion et prospectus simplifié et complet) selon les lois et règlements en vigueur ainsi que les contrats avec les différents partenaires du promoteur. Une fois ces documents finalisés, ils préparent le dossier à soumettre à l'autorité de

surveillance qui donne l'agrément au nouveau fonds. Ils préparent les dossiers d'enregistrement des fonds à l'étranger et assurent le suivi des dossiers auprès des autorités de surveillance nationale et étrangères. Le travail des juristes ne s'arrête pas avec le lancement du fonds. Tout au long de la vie de l'OPC, ils participent aux réunions officielles prévues par la loi (Assemblées générales, Conseils d'administration...) si la présence d'un juriste est requise, et ils suivent d'une façon générale l'évolution de la législation relative aux fonds d'investissement afin d'être à même d'adapter à tout moment la structure du fonds en cas de besoin.

► Entretien avec Vito Cassone, Compliance officer auprès de Fortis Intertrust SA

<http://www.fortisintertrust.com/>

Cedies En quoi consiste votre travail, quelles sont vos missions ?

Vito Cassone : « Contrôler le respect de la loi en matière de prévention de Blanchiment d'Argent et de Financement du Terrorisme International, coordonner la politique de compliance à l'intérieur de la société, prévenir tout risque de réputation pour la société et le groupe FORTIS, proposer des formations internes constantes en matière de « Anti Money Laundering (AML) ».

Cedies Etes-vous entouré d'autres personnes et quels profils ont-elles

Vito Cassone : « Le Compliance Team est un groupe de personnes hautement qualifiées qui, de par leur profonde expérience du secteur financier, doivent prévenir, aider et coordonner tout disfonctionnement par rapport au risque de réputation et opérationnel qui pourrait baisser la fiabilité et l'image de la structure. L'organisation de la fonction compliance prévoit une hiérarchie plutôt matricielle. »

Cedies Comment évoluera votre métier dans les 5 à 10 années prochaines ?

Vito Cassone : « Les implications légales que notre métier comporte, se verra de plus en plus offrir des formations d'économistes juristes.

Cedies Quel a été votre parcours de formation et quels conseils donneriez-vous aux jeunes ?

Vito Cassone : « Les diplômés sont sûrement essentiels voire même indispensables pour décrocher un premier emploi mais cela n'est pas suffisant. Il faudra veiller à compléter ses propres compétences par des formations continues et accorder la plus grande importance à la connaissance des langues et en particulier de l'anglais. Une formation complémentaire d'une année académique, suivie dans un pays anglo-saxon ouvrira de grandes portes dans le monde de la finance. Offrez-vous un avantage concurrentiel par rapport à d'autres professionnels qui n'aiment ni le changement ni l'évolution des marchés globalisés ! »

Formation initiale :

Deug en Droit en Italie, Maîtrise de Sciences de Gestion Université de Metz, Master en Administration des Entreprises Université de Nancy 2, Doctorant en Sciences de Gestion à l'Université de Nancy 2 ; Master en Droit Européen* auprès de l'Université de Nancy et EIPA.

► Entretien avec
Pierre-Yves Augsburg,
Gestionnaire de fortune et
administrateur-délégué de Notz,
Stucki Europe S.A

<http://www.notzstucki.com/>

Administrateur-Délégué de Notz, Stucki Europe S.A. depuis 2001, Pierre-Yves Augsburg co-dirige la filiale luxembourgeoise du Groupe de gestion de fortune Notz, Stucki et sa succursale italienne. Il gère également les comptes des clients ayant confié un mandat de gestion discrétionnaire à Notz, Stucki Europe SA. Un travail d'acquisition de nouvelle clientèle pour le Groupe Notz, Stucki & Cie fait également partie de sa mission.

Cedies En quoi consiste votre travail ; quelles sont vos missions?

P-Y. Augsburg : « Dans la direction d'une petite entité de 8 personnes, les projets ne manquent pas. En 2004 et 2005, la tâche principale était de lancer l'activité au départ de Milan par le biais d'une succursale italienne qu'il a fallu « créer » de A à Z. Fin 2005, j'ai été occupé à mettre sur les rails la fonction de « compliance ». En Europe et à Luxembourg, le suivi législatif et réglementaire prend beaucoup de temps, et il faut donc en plus se réserver du temps pour s'occuper des clients, acquérir de nouveaux clients et s'assurer que la société reste performante. Les journées sont longues, mais le travail est passionnant et varié.

Le travail en équipe est essentiel pour réussir, prévoir l'avenir et prendre les bonnes décisions. Le profil et les compétences des collaborateurs sont importants, mais leur caractère, leur dévouement tout autant.

Cedies Le travail que vous faites aujourd'hui correspond-il à ce que vous aviez imaginé en débutant vos études ?

P-Y. Augsburg : « Pas du tout, au début de mes études en sciences économiques, je ne voulais pour rien au monde travailler dans la finance. J'ai débuté ma carrière professionnelle dans l'industrie horlogère et ai pu avoir ainsi très tôt des responsabilités, travaillant dans une multi-nationale à visage humain. C'est là que j'ai tout appris, en pouvant décortiquer et comprendre dans la pratique, sur le terrain les rouages des différents départements d'une multi-nationale; l'Université est uniquement une boîte à outils. Par la suite, je suis entré à la direction générale d'une grande banque suisse, je voulais apprendre l'allemand et le suisse allemand tout en travaillant, c'était le seul poste que j'avais trouvé en 1983 permettant de concilier ces deux objectifs. Je pensais ensuite retourner dans l'industrie. Mais je suis resté dans la finance et la gestion de fortune.

Cedies Quel a été votre parcours de formation ? Quels éléments de formation, quels diplômes ont été déterminants pour obtenir votre premier emploi?

P-Y. Augsburg : « Les diplômes en soit ne sont pas importants, mais c'est un peu comme l'argent, mieux vaut en avoir! Une bonne formation de base et de préférence dans une grande école plutôt qu'une Université sera toujours un avantage pour une personne qui est confrontée à la vie de tous les jours. Ensuite, il est nécessaire de travailler, se former, se tenir au courant. La vie ne se termine pas avec un diplôme en poche. J'ai choisi HEC Lausanne, mention gestion de l'entreprise, car il était possible de terminer ses études en 3 ans. Oui, je venais de rater un examen après 2 ans de médecine, je n'avais plus beaucoup de temps pour traîner sur les bancs d'une école. »

Cedies Quels conseils donneriez-vous aux jeunes qui voudraient se lancer dans ce domaine ?

P-Y. Augsburg : Qu'ils se lancent et regardent de l'avant. Dans les années à venir, la concurrence ne viendra pas de la vieille Europe, mais bien de nouveaux pays. De même les jeunes se retrouveront sur le marché du travail avec des concurrents bien formés venant de l'Europe de l'Est et d'Asie; c'est une nouvelle donne. Le marché est mondial, le commerce aussi. Ceci constitue également un plus pour les entreprises dynamiques qui auront le choix entre les meilleurs candidats.

Formation initiale:

Master es Science à HEC Lausanne, mention économie d'entreprise



► Entretien avec Jean-Philippe Bill, conseiller fiscal, PricewaterhouseCoopers S.à r.l.

Cedies En quoi consiste votre poste actuel ?

J-P. Bill : Fournir du conseil fiscal à des groupes multinationaux implantés au Luxembourg et structurer le financement des filiales et la remontée des bénéfices du groupe

Cedies Le travail que vous faites aujourd'hui correspond-il à ce que vous aviez imaginé en débutant vos études ?

J-P. Bill : Au fond non. Avec une formation plutôt axée sur la finance, c'est un peu par hasard que j'ai découvert le métier du conseil fiscal.

Cedies Quelles sont les compétences requises ?

J-P. Bill : Il faut avoir un diplôme en économie ou en droit, de bonnes capacités analytiques et de bonnes bases en comptabilité. La bonne maîtrise de l'anglais ainsi que de l'allemand constituent un avantage.

Cedies Quel est l'aspect le plus stimulant de votre métier ?

J-P. Bill : La fiscalité requiert des compétences techniques développées non seulement en matière de législation fiscale luxembourgeoise et internationale mais aussi en finance et comptabilité. Ainsi le métier permet de se spécialiser dans différentes matières simultanément. En outre, ce métier ne laisse pas place au train-train journalier.

Cedies Et le plus contraignant ?

J-P. Bill : C'est un métier qui est difficile à apprendre. Au début de sa carrière, il ne faut pas se laisser décourager par la complexité de la matière.

Cedies Qu'avez-vous appris lors de vos stages ?

J-P. Bill : Les stages que j'ai effectués au sein de différentes banques et sociétés de conseil m'ont permis d'identifier l'environnement de travail dans lequel je me sentais le plus à l'aise.

Cedies Comment évoluera votre métier dans les prochaines années et quelles implications cette évolution aura-t-elle sur les compétences et la formation nécessaires ?

J-P. Bill : L'évolution du métier au Luxembourg est fortement dépendante de la rapidité du législateur luxembourgeois à continuer d'offrir un cadre fiscal avantageux par rapport aux autres pays Européens.

Cedies Quel pourcentage représente votre secteur en matière d'emploi par rapport à l'ensemble du secteur financier au Luxembourg ? Quelle est l'évolution à prévoir dans les 5 prochaines années ?

J-P. Bill : Il est difficile de chiffrer le nombre de conseillers fiscaux parmi les professionnels du secteur financier. Il est à noter que la demande du secteur financier pour des experts fiscaux est très élevée et que ceci sera très probablement le cas dans les années à venir étant donné que la fiscalité reste un des principaux arguments de vente de la place financière.

Cedies Quel message aimeriez-vous transmettre aux jeunes qui voudraient se lancer dans ce domaine ?

J-P. Bill : Le travail d'un fiscaliste peut être très passionnant et bien rémunéré. En même temps ce n'est pas un métier parfait pour tout le monde. Si vous envisagez une carrière dans le domaine de la fiscalité, je pense qu'une première expérience dans ce domaine dans le cadre d'un stage est conseillée pour confirmer votre intérêt.

Formation initiale :
diplôme de l'ESCP-EAP (www.escp-eap.com), Paris

► Entretien avec Samir Khouaja, gestionnaire risque de crédit

Cedies En quoi consiste votre travail ; quelles sont vos missions ?

Samir Khouaja : J'ai pour missions d'analyser la qualité de crédit du client ainsi que son besoin en lignes de crédit, faire le suivi des excès par rapport aux lignes de crédit approuvées, revoir régulièrement les lignes de crédits et des encours, faire le suivi de la situation financière du client ainsi que les agrégats économiques et leur implication sur une géographie ou un secteur d'activité, établir un « screening » des transactions clients et leur impact sur les encours.

Cedies Décrivez, en quelques lignes, le projet sur lequel vous travaillez actuellement.

Samir Khouaja : J'analyse et réalise les tests d'une nouvelle application de « monitoring » de crédit avant son implémentation au Luxembourg.

Cedies Quelles sont les qualités requises pour exercer votre métier ?

Samir Khouaja : Pour exercer mon métier il faut de la rigueur, un bon sens de l'analyse et une aisance avec les chiffres. Pour évoluer favorablement au sein de la Gestion des Risques, il faut une connaissance des différents métiers de la banque, des instruments financiers (de plus en plus complexes) et leurs risques sous-jacents ; couplée d'un suivi de l'actualité des clients.

Cedies Comment évoluera votre métier à moyen terme et quelles implications cette évolution aura-t-elle sur les compétences nécessaires et sur l'emploi ?

Samir Khouaja : Avec la mise en place imminente des Accords de Bales II (pour les banques), et l'implémentation récente de la législation UCITS III (pour les fonds d'investissement) le rôle du Gestionnaire de Risques prend une importance grandissante. Le Place Financière au Luxembourg s'y prépare afin de développer ces compétences et offrir des formations (préparation à des certifications, séminaires) dans ce domaine.

Au vu de l'importance grandissante de ce métier, il est fort probable que l'effectif puisse doubler dans les prochaines années.

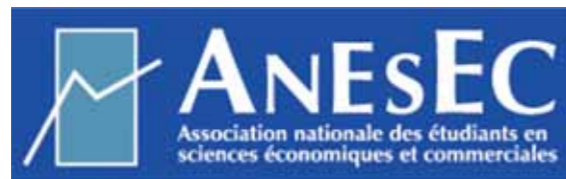
Cedies Quel a été votre parcours de formation ? Quels éléments de formation, voire diplômes ont été déterminants pour obtenir votre premier emploi ?

Samir Khouaja : Maîtrise en Hautes Etudes Commerciales suivi (7 ans après) d'un Master en Banque et Finance au Luxembourg. L'obtention de mon premier emploi n'a pas été déterminée par ma formation mais plus par mes capacités organisationnelles et de synthèse. La suite de ma carrière fut facilitée par ma formation puis soutenue par la poursuite d'un master à temps partiel.

Cedies Quels conseils donneriez-vous aux jeunes qui voudraient se lancer dans ce domaine ?

Samir Khouaja : Choisir un domaine (large) qui vous passionne. Saisir toutes les opportunités pour continuer à apprendre tout au long de votre carrière. Explorer de nouveaux challenges professionnels et se remettre en question.





Les entretiens de l'Anesec

L'ANESEC se présente

L'association nationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (ANESEC) fut fondée au début des années 80. En 1994, l'ANESEC a été officiellement enregistrée et a adopté le statut d'association sans but lucratif.

L'ANESEC est cofondatrice de la fondation des universitaires en sciences économiques (FUSE) et siège en tant que membre consultatif auprès de l'association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL).

Aujourd'hui l'association compte 465 membres et est la seule organisation nationale représentant les intérêts des étudiants en sciences économiques et commerciales.

L'ANESEC en quelques mots

L'association a pour objectifs ...

- ... le rapprochement des étudiants en sciences économiques, commerciales, politiques et sociales
- ... de faciliter le contact des étudiants avec les entreprises en termes d'information et d'orientation
- ... de défendre les intérêts des étudiants tant matériels que moraux
- ... de préparer les étudiants à la vie professionnelle ainsi que la recherche scientifique

Deviens gratuitement membre et profite ...

- ... des informations régulières sur les événements organisés par l'ANESEC et ses partenaires
- ... de la bourse de stages et d'emplois sur notre site internet
- ... de notre séminaire « Comment réussir votre candidature »
- ... de notre traditionnelle « Rencontre Entreprises-Etudiants »
- ... des formations, conférences et séminaires organisés en collaboration avec la FUSE

Inscris-toi vite sur www.anesec.lu

Les activités / événements :

- « Rencontre Entreprises-Etudiants »
Forum des acteurs économiques du Luxembourg, offrant la possibilité de se renseigner sur les plans de carrière ou de s'informer sur d'éventuelles offres de stage et/ou d'emploi.
- Séminaire « Comment réussir votre candidature »
Au programme de ce séminaire figurent : « Comment rédiger un CV et une lettre de motivation ? », « A quoi faut-il faire attention lors de l'entretien ? » et finalement « Les autres critères de sélection ». Maître de conférence : Madame Diane Ries de HR Services.
- Visites d'entreprises
Ensemble avec les membres de l'AMUSE (amicale et mutuelle des universitaires en sciences économiques), l'ANESEC organise régulièrement 1 à 2 visites d'entreprises par année. Par exemple les installations de la société satellitaire SES GLOBAL à Betzdorf, la halls de production d'ARCELOR-MITTAL, ...
- Séminaires FUSE / Activités AMUSE
Les membres de l'ANESEC sont les bienvenus aux événements organisés par les deux associations partenaires de l'ANESEC, à savoir la FUSE et l'AMUSE. Ainsi, la FUSE organise chaque année un séminaire portant le titre « Création et reprise d'entreprise ».
- Activités « Fun »
Font notamment partie de cette catégorie notre cours d'initiation au golf « ANESEC vs Tiger Woods », la participation au « Summercup » de l'ACEL, notre tournée culinaire, ...

Publications :

- Newsletter
Tous nos membres reçoivent gratuitement notre newsletter électronique fournissant les dernières nouvelles sur les activités de l'ANESEC et ses associations/entreprises partenaires.
- Guide du Futur Economiste
Ce guide se compose de deux volets :
- D'un côté les fiches « Métier-type » lesquelles permettent de présenter les métiers courants du secteur économique et financier ;
- De l'autre côté une présentation des différentes formations en économie, finance et gestion proposées par les universités et grandes écoles au Luxembourg et à l'étranger.
- Brochure « Rencontre Entreprises-Etudiants »
Dans le cadre de sa traditionnelle « Rencontre Entreprises-Etudiants », l'ANESEC publie annuellement une brochure laquelle est distribuée à tous les visiteurs de la rencontre. Y fait notamment partie un dossier entreprises, lequel reprend les présentations détaillées des différentes sociétés participantes, ainsi que toutes les informations nécessaires à l'obtention d'un stage ou d'un emploi.

www.anesec.lu



INTERVIEW



▶ **Ted Juncker,**
Senior Trader au département
Fixed Income, Banque de
Luxembourg

Année du premier emploi : 2004

ANESEC Quelles étaient vos motivations à vous lancer dans des études en sciences économiques après l'obtention de votre BAC ?

Ted Juncker : Les domaines de l'économie et des finances m'ont toujours fasciné. Comme le Luxembourg est une des places financières principales en Europe et vu que le secteur financier est le moteur de l'économie luxembourgeoise, il me semblait évident de me lancer dans des études économiques.

ANESEC Où s'est déroulé votre parcours universitaire et quels sont les arguments qui ont motivé votre choix ?

Ted Juncker : J'ai commencé mon parcours universitaire à Montpellier en France, où j'ai accompli ma maîtrise en sciences économiques. Ce choix a surtout été motivé par le programme des cours qui semblaient correspondre à mon profil personnel. Afin de pouvoir approfondir mes connaissances en anglais et pour me familiariser davantage avec le domaine de la finance, j'ai décidé de suivre par la suite un programme de MSc à la Cass Business School à Londres.

ANESEC Quel poste occupez-vous en ce moment ?

Ted Juncker : J'occupe un poste de « trader » à la salle des marchés. C'est surtout le dynamisme et la grande responsabilité qui m'ont motivé dans mon choix. Les activités de mon métier consistent en la gestion de portefeuilles (obligataires), le suivi des marchés (tendances, nouvelles émissions, évolutions des débiteurs) et des propositions d'achats, de vente ou de switch aux clients de la banque privée et de la banque professionnelle. Par ailleurs, je participe à la publication d'une revue hebdomadaire sur les marchés obligataires et je dois analyser les tendances de marché et d'opportunités d'arbitrage.

ANESEC Quels sont vos objectifs professionnels pour les cinq années à venir ?

Ted Juncker : A court terme j'aimerais évoluer dans mon poste de travail. Des formations intéressantes me sont offertes par mon employeur, soit internes à la Banque, soit externes. D'autres associations professionnelles proposent aussi des formations plus ciblées autour des sujets actuels de la finance, qui sont aussi très utiles.

TEMOIGNAGE FLASH



▶ **Jérôme Santer,**
Conseiller Private Banking,
Banque de Luxembourg

Année du premier emploi : 1998

Je travaille actuellement en tant que conseiller en Private Banking à la Banque de Luxembourg. J'ai surtout une clientèle belge que je conseille au niveau de l'investissement (actions, obligations, sicav,...) et de la planification globale de leur patrimoine (aspects fiscaux, successorales).

Ce qui me motive particulièrement dans mon métier ce sont les relations humaines. Tous les jours, je noue de nouveaux contacts qui ont chacun leurs propres spécificités. Un autre aspect qui me motive est l'aspect évolutif de mon métier. Les produits lancés sur le marché deviennent de plus en plus complexes et innovants. Il en va de même au niveau du cadre fiscal. Cette diversité et évolution me permettent d'apprendre tous les jours quelque chose de nouveau. Par conséquent, il est fondamental de se former continuellement afin de pouvoir conseiller au mieux une clientèle de plus en plus exigeante.

Il ne faut pas avoir peur de se lancer dans une telle aventure professionnelle. Pendant mes études, je ne pensais pas atterrir dans une banque. J'ai découvert ce « milieu » sur le terrain et depuis lors je n'ai pas l'intention de changer. J'ai appris à évoluer dans un groupe, à travailler avec des gens et de les apprécier. Il faut chaque jour se remettre en question et surtout penser positivement. Une belle expérience !

Formation initiale :

Diplômé en sciences politiques, relations internationales, de l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve.

INTERVIEW



▶ **Jérôme Laux,**
analyste crédits,
Banque de Luxembourg

Année du premier emploi : 2004

ANESEC Quelles étaient vos motivations à vous lancer dans des études en sciences économiques après l'obtention de votre BAC ?

Jérôme Laux : Lors de mes études secondaires, j'avais des cours en économie et comptabilité. Vu que ces matières m'intéressaient beaucoup, j'ai pris la décision de faire des études supérieures tout d'abord dans le domaine de la comptabilité, en me dirigeant au courant de mes études vers la finance des marchés.

ANESEC Où s'est déroulé votre parcours universitaire et quels sont les arguments qui ont motivé votre choix ?

Jérôme Laux : J'ai fréquenté pendant quatre ans l'Institut Européen de Gestion (ISEG) à Strasbourg (France). Pourquoi j'ai choisi cet institut ? Tout simplement parce que c'est une école de petite taille, où le nombre d'élèves n'est pas aussi élevé que dans les grandes universités et où on pouvait avoir un contact plus direct et plus personnel avec les professeurs. Ainsi, on pouvait profiter de leurs expériences, non seulement professionnelles, mais également extraprofessionnelles.



ANESEC Quel poste occupez-vous en ce moment ?

Jérôme Laux : Actuellement je suis analyste crédits auprès de la Banque de Luxembourg. Les critères pour cet emploi étaient multiples, à savoir : acquérir des connaissances dans le métier de l'analyse crédits, savoir suivre des formations pour approfondir mes connaissances au niveau des différents métiers de la Banque ; le contact personnel avec les dirigeants de la Banque et le moyen de pouvoir s'impliquer dans le fonctionnement de la Banque, ainsi que la possibilité d'évoluer au niveau des responsabilités.

ANESEC Quels sont vos objectifs professionnels pour les cinq années à venir ?

Jérôme Laux : Le travail au département Crédits & Entreprises me permet d'être en contact avec pratiquement tous les métiers de la Banque et de m'impliquer dans le fonctionnement de la Banque ce qui me donne la possibilité d'évoluer au niveau des responsabilités. Par ailleurs, chaque dossier traité est différent et permet d'acquérir une grande connaissance du tissu économique luxembourgeois et international. Ainsi, je pense continuer à évoluer au sein du département Crédits et Entreprises durant les années à venir. En plus, pour pouvoir se spécialiser dans quelques matières au niveau des crédits, il m'est possible de suivre régulièrement des formations soit en interne, soit en externe. Ces formations sont définies ensemble avec mes responsables et parfois aussi sur simple demande de ma part.

TEMOIGNAGE FLASH



► **Ben Siebenaler**,
Chargé d'études au département
Operations, Banque de Luxembourg

Année du premier emploi : 2006

Les études de sciences économiques que j'ai suivies à l'ULB sont relativement théoriques et plus orientées vers une suite dans la recherche. Cependant, elles m'ont permis d'apprendre à m'organiser. L'ULB apprend à ses étudiants des méthodes de travail et à appréhender une grande masse de matière en très peu de temps et à reproduire cette matière lors des examens.

J'occupe actuellement le poste de chargé d'études dans le département « Operations » de la Banque de Luxembourg. Notre banque est actuellement en phase de migration vers un nouveau système informatique. Le département des Opérations doit veiller en même temps à ce que cette migration ne devienne pas une migration 1:1 de l'ancien vers le nouveau système, mais aussi que l'entiereté des fonctionnalités de l'ancien système soit disponible. Une caractéristique plus spécifique de mon métier consiste en la capacité d'analyse et de synthèse ; il faut être à même d'analyser la même problématique sous différents aspects et naturellement remettre tout en question. La capacité de savoir s'organiser n'est pas moins importante dans ce travail qui consiste essentiellement en la gestion de projets. Une migration d'un système informatique bancaire qui concerne toute la banque ne tolère pas des progressions lentes. Il ne faut donc ni craindre le travail sous pression, ni avoir peur du travail en équipe.

Formation initiale :
Licence en sciences économiques, spécialisation « Finance & Management » (4 années d'études universitaires), à l'Université Libre de Bruxelles (ULB).

A la recherche
du premier emploi...

INTERVIEW



▼ **Catherine Kolbach**,
chargée d'études au département
Securities Handling, Fortis
Banque Luxembourg, depuis
2006

ANESEC Où s'est déroulé votre parcours universitaire et quels sont les arguments qui ont motivé votre choix ?

Catherine Kolbach : Formation initiale en Belgique puis au Royaume Uni:
ICHEC : Licence en sciences commerciales – gestion internationale – 4 ans
University of Warwick : Master in International Political Economy – International Political Economy - 1 an
L'ICHEC m'a principalement préparée au monde du travail, car la compétitivité entre étudiants est assez grande. Warwick a plutôt formé mon esprit critique (contrairement à l'ICHEC) et m'a doté d'une capacité de travail et de recherche d'information indépendante – aucune information n'est donnée au préalable du cours.

ANESEC Comment s'est déroulée la recherche de votre premier emploi ?

Catherine Kolbach : La situation sur le marché du travail était plutôt très favorable en 2006 pour le secteur financier. J'ai eu deux entretiens auprès de deux banques différentes. Les deux employeurs étaient intéressés par mon profil.

ANESEC Est-ce que votre emploi actuel correspond à vos attentes ?

Catherine Kolbach : Au cours de mes études mes attentes n'étaient pas très concrètes et je ne me suis pas imaginé travailler un jour dans le secteur financier. Avant mon entrée sur le marché du travail, mes attentes sont devenues plus concrètes : à Londres, la concurrence est très élevée et les salaires pour jeunes universitaires souvent très bas. Au Luxembourg, le secteur financier est un des choix possibles à côté de la gestion des fonds, de l'audit/conseil en entreprises et de la fonction publique.





TEMOIGNAGE FLASH



▼
Nolwenn Le Guillouzic,
Gestionnaire de patrimoine
auprès de Fortis Banque
Luxembourg,
depuis 2006

Après un DUT en GEA (Gestion des Entreprises et des Administrations), j'ai étudié la gestion de patrimoine à Paris, tout d'abord à l'ESGF (École Supérieure de Gestion et de Finance, Bac +4) puis à l'ESG (École Supérieure de Gestion) pour un Master.

Actuellement, je suis Trainee auprès de Fortis Banque Luxembourg. Le Fortis International Management Trainee Program était une formidable opportunité d'apprendre et donner en retour ce que je savais, pour à terme avoir le poste qui me convient le mieux. Les deux principaux critères ont été pour moi les formations offertes et l'opportunité de carrière.

INTERVIEW



► **Vahid Nourafza,**
employé au département Risk
Control, Banque et Caisse
d'Épargne de l'Etat, depuis 2006

ANESEC Où s'est déroulé votre parcours universitaire et quels sont les arguments qui ont motivé votre choix ?

Vahid Nourafza : J'ai accompli l'ensemble de mon cursus à Strasbourg au sein de l'Université Louis Pasteur (ULP). Il existe une panoplie d'arguments en faveur de la ville universitaire de Strasbourg, notamment :

- Strasbourg, en tant que « capitale de l'Europe », est un carrefour d'échanges culturels et de connaissances ;
- ULP en tant qu'université compte un prix Nobel à son actif et représente l'un des centres d'excellence scientifique en France ;
- La Faculté de Sciences Economiques et de Gestion bénéficie d'une réputation bien établie au Luxembourg.

ANESEC Comment s'est déroulée la recherche de votre premier emploi ?

Vahid Nourafza : Le secteur financier, qui est actuellement en plein essor, anticipe le départ à la retraite de ses salariés. Par conséquent, il est très avide de jeunes diplômés, ce qui contribue à de nombreuses opportunités sur la place financière luxembourgeoise.

Personnellement, j'ai opté pour la nouvelle technologie en ce qui concerne la recherche de mon emploi. J'ai en effet envoyé la plupart de mes CV par Internet aux entreprises ciblées, qui n'ont pas tardé à me contacter.

ANESEC Quel poste occupez-vous en ce moment ?

Je participe à un programme de formation qui me permet d'explorer pendant deux ans les différents départements et services de la banque avant de me prononcer pour une fonction précise. A l'heure actuelle je suis formé à la gestion des risques au niveau du Middle Office de la banque.

INTERVIEW

► **Jean-Louis Beckers,**
Banking supervisor auprès de la
Commission de Surveillance du
Secteur Financier (CSSF)

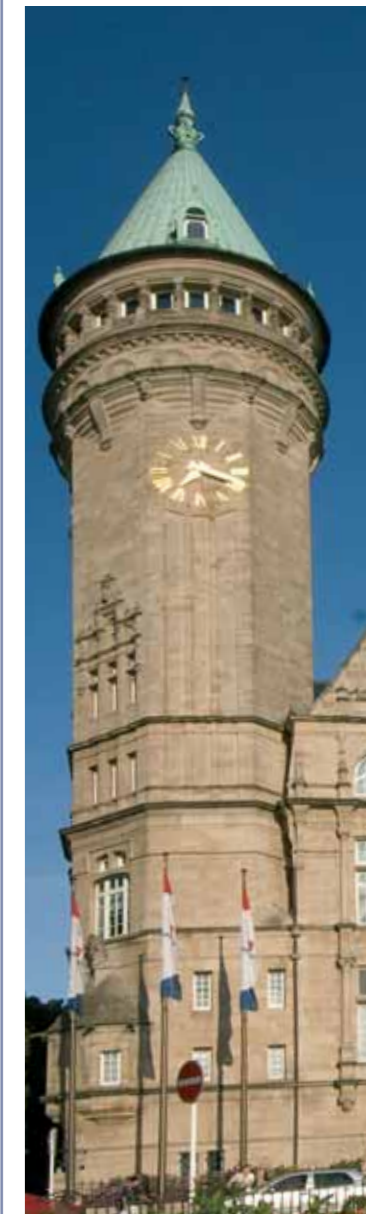
Année du premier emploi : 1994

ANESEC Quel poste occupez-vous en ce moment ?

J-L. Beckers : Je suis actuellement conseiller de direction 1ère classe et m'occupe de la surveillance prudentielle permanente d'un portefeuille d'établissements de crédits. En tant que personne de contact des banques, ce travail consiste notamment en l'analyse du reporting prudentiel régulier (bilans, profits et pertes, ratios, grands risques, fonds propres), ainsi que des rapports annuels du réviseur d'entreprises, des auditeurs internes, respectivement du compliance officer. Un autre aspect est l'assistance aux établissements de crédits en matière de réglementation bancaire dont actuellement la mutation vers le dispositif « Bâle II ».

ANESEC Quels sont les facteurs qui vous motivent à exercer votre métier ?

J-L. Beckers : Le métier de « Banking Supervisor » est un métier très spécifique donnant une vue transversale sur les banques au Luxembourg et les diverses activités exercées au sein de celles-ci. Il comporte également un aspect international vu la coopération de plus en plus intense entre autorités de surveillances. A relever enfin le volet juridique en pleine évolution et nécessitant une formation continue permanente.



ANESEC Comment voyez-vous l'évolution de ce métier pour les 5 années à venir ?

J-L. Beckers : Le métier du « Banking Supervisor » est en pleine mutation et devient plus exigeant vu l'évolution du cadre réglementaire (Bâle II, MIFID, ...), des produits financiers, ainsi que de l'organisation des grands groupes bancaires. En plus, il y a des discussions au niveau européen pour soit harmoniser, soit renforcer la coopération entre régulateurs nationaux.

ANESEC L'esprit d'entreprise et le goût de l'innovation sont d'après vous ...

J-L. Beckers : Le fait d'être soi-même à l'initiative de la réalisation d'un projet entrepreneurial est source de beaucoup de satisfaction. A ne pas oublier non plus qu'une économie, aussi petite qu'elle semble l'être, ne peut avancer qu'avec l'esprit d'entreprise et le goût de l'innovation de certains. On ne peut que soutenir et encourager ces vertus dès le plus jeune âge, dans un monde régi par la compétition économique entre nations respectivement entre continents, afin de sauvegarder, voire développer le bien-être de notre communauté.

ANESEC Quel message aimeriez-vous transmettre aux étudiants qui ont l'intention de se lancer dans ce domaine ?

J-L. Beckers : On peut constater que l'intérêt au Luxembourg pour suivre une formation universitaire orientée économie, respectivement commerce et gestion, est décroissant. Personnellement, je n'ai jamais regretté mon parcours professionnel qui me donne pleine satisfaction et que je n'aurais pas pu réaliser avec une formation non orientée commerce et gestion. L'économie luxembourgeoise offre actuellement de bonnes perspectives pour les économistes.

J'aimerais finalement encourager les étudiants à effectuer des stages en entreprise, ce qui leur permettra de prendre contact avec le monde professionnel et de cibler mieux leurs choix universitaires et professionnels ultérieurs.

Formation initiale :

Double diplôme : « Diplom-Betriebswirt » (FH) et diplôme d'études supérieures européennes de management obtenu à l'époque auprès du European Partnership of Business Schools, programme franco-allemand (deux années par pays) localisé auprès du Centre d'Etudes Supérieures Européennes de Management du groupe ESC Reims – actuellement Reims Management School (F) et auprès de la Fachhochschule für Technik und Wirtschaft (Europäisches Studienprogramm für Betriebswirtschaft) à Reutlingen (D).

INTERVIEW



► Michèle Biel,

Senior Advisor au département
Investment Fund Services,
Banque de Luxembourg

Année du premier emploi : 1994

ANESEC Décrivez-nous votre parcours professionnel ?

Michèle Biel : En 1994 j'ai rejoint la Banque de Luxembourg, d'abord en tant que auditeur interne, puis en passant par le back office - salle de marchés et le département international, pour aboutir finalement au département Investment Fund Services.

ANESEC Quelles sont vos missions auprès de la Banque de Luxembourg ?

Michèle Biel : En tant que responsable d'une équipe « Advisory Services » en charge d'une clientèle institutionnelle « promoteurs de fonds d'investissement », ma mission consiste à :

- Promouvoir la compétence de la banque dans le métier de l'administration de fonds d'investissement auprès des promoteurs luxembourgeois et étrangers ;
- Conseiller les promoteurs sur la faisabilité juridique, opérationnelle et financière de leurs projets de fonds d'investissement ;

- Mettre en place les fonds d'investissement (rédaction des documents légaux, création devant notaire, agrément auprès des autorités de contrôle, coordination de la mise en place opérationnelle) et prendre en charge toute modification de ces structures ;
- Gérer la relation avec les initiateurs de fonds d'investissement (personne de contact principale du client).

ANESEC Comment évoluera votre métier dans les prochaines années ?

Michèle Biel : L'industrie des fonds d'investissement luxembourgeois est en pleine évolution et une forte croissance des volumes administrés peut ainsi être constatée depuis des années.

Le métier ne cesse d'évoluer grâce à une législation évolutive qui crée de nouvelles opportunités pour les clients – mais aussi de nouveaux défis pour les employés.

Formation initiale :

Maîtrise en sciences économiques, section économie et gestion des entreprises, Université Louis Pasteur – Strasbourg.



TEMOIGNAGE FLASH

► **Annick Clerinx, agent domiciliataire, Alterdomus Luxembourg**

Année du premier emploi : 2000

En tant que Senior Advisor en Domiciliation, je suis chargée de la gestion d'un portefeuille de sociétés pour le compte de clients internationaux. A ce titre, mes rôles et responsabilités sont multiples et couvrent différents domaines : gestion comptable et administrative, secrétariat général pour les tenues de conseils d'administration, d'assemblées des actionnaires, ingénierie financière dans le cadre d'une restructuration internationale de certains groupes. En outre, ma fonction de Senior revêt un aspect de coaching et d'orientation des « Juniors » qui débutent dans le métier. Le but étant de transmettre les connaissances et de les aider à développer leur propre potentiel.

Les facteurs les plus motivants dans ce métier sont : le contact continu avec nos clients puisque nous suivons leurs projets à Luxembourg de A à Z, la diversité des tâches (une journée ne ressemble jamais à une autre), une culture d'entreprise flexible et ouverte. Il arrive comme dans tout travail que certains projets nécessitent des heures supplémentaires mais je dois avouer que cela reste toujours raisonnable et sporadique.

Formation initiale :

Licence en sciences commerciales et financières, option « Analyse, contrôle et révisorat », HEC Liège.

TEMOIGNAGE FLASH



▼ **Frédéric Christophe, responsable risques opérationnels, Banque de Luxembourg**

Année du premier emploi : 1995

Mon poste regroupe les activités de la gestion des réclamations des clients, des incidents, la réalisation de la cartographies des risques, la gestion des assurances, de projets liés à la qualité, la sécurité des systèmes d'information et la gestion des accès logiques ainsi que le plan de continuité de la Banque.

Ce métier nécessite des compétences diverses : une bonne connaissance des métiers et des traitements opérationnels et financiers, une capacité à gérer des projets et à fédérer, à convaincre, avoir une vue de synthèse et être pluridisciplinaire avec une spécialisation sur « la gestion du risque ».

Il s'agit de par là d'un métier récent et dynamique, regroupant toutes les compétences disponibles dans une banque et nécessitant un esprit de synthèse, de l'expérience, du pragmatisme et du bon sens : un excellent apprentissage de la banque à travers ses risques et ses problèmes.

Formation initiale :

Formation universitaire en économie/finance, complétée par une certification dans le domaine de l'Audit interne (CIA) et un master professionnel en finance à l'IEP de Paris.

Les métiers des assurances

Chiffres clefs

- Grâce à son professionnalisme et son dynamisme le secteur des assurances a pu s'établir comme un pilier important de l'économie luxembourgeoise et représente plus de 10% de parts de marchés du secteur financier luxembourgeois.
- Forts de leurs 3000 employés, les 95 compagnies contribuent au PIB et aux recettes fiscales à hauteur de 2%. En 2006, l'encaissement total des primes a franchi pour la première fois le cap des 13 milliards d'euros, affichant une croissance de plus de 18% provenant, en très large part, des primes uniques en assurance-vie transfrontalière.
- Au niveau européen le secteur luxembourgeois des assurances se positionne comme un acteur de taille de par son 'encaissement des primes y réalisée'
 - En assurance-vie, le Luxembourg affiche une 12e place devant des pays comme l'Autriche, l'Irlande ou encore le Portugal.
 - En assurance non-vie, en occupant une 21e place, son marché reste plus important que celui de la plupart des marchés des nouveaux membres de l'UE.

Tendances actuelles / Défis futurs

L'attrait des investisseurs pour la place financière du Luxembourg découle non seulement d'un environnement fiscal favorable, mais témoigne également et surtout de leur confiance dans l'expertise luxembourgeoise en matière de gestion de fonds. Dans un marché tourné de plus en plus vers l'extérieur caractérisé par globalisation et fusions, le Luxembourg aura sa carte à jouer.

Dérégulation et défragmentation des secteurs d'assurance, combinées à une volonté européenne d'harmonisation des politiques fiscales nationales, sont les défis à affronter. Parallèlement, le secteur européen des assurances est en train de se préparer à l'introduction de la directive Solvency II. Cette plus grande réforme du secteur depuis les années 1970 est vouée à augmenter la confiance des parties prenantes dans les compagnies d'assurance via une transparence accrue et vise à minimiser le risque de faillites futures (que le Luxembourg n'a d'ailleurs jamais connu).

Alors que le secteur subira de grandes mutations, les produits se diversifieront aussi. Au niveau européen et national, les gouvernements devront adapter leurs systèmes de pension actuels à l'évolution de la démographie marquée par un vieillissement de la population. Les Etats s'appuieront ainsi notamment sur les assurances pour promouvoir des solutions novatrices de type assurance complémentaire. A côté de l'assurance « classique » vont apparaître également de nouveaux produits combinant l'assurance à la gestion d'actifs à rentabilité accrue demandant ainsi de se réinventer en permanence pour créer des produits innovateurs à la pointe des techniques de la gestion financière actuelle.





Les types de métiers

a. Les métiers de l'assurance

i. Front office

Fonctions de Contact Client	Descriptif des tâches	Niveau d'études requis	Orientation souhaitée
Commercial	<ul style="list-style-type: none"> En charge d'un portefeuille de clients généralement professionnels ou institutionnels Démarchage systématique de clients- Proposition de contrats sur mesure 	BAC / BAC +2	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou commerce Etudes complémentaires en assurances
Inspecteur	<ul style="list-style-type: none"> gestion d'un portefeuille clients en assurance vie ou non vie assistance aux agents d'assurances en cas de besoin 	BAC / BAC +2	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou commerce Etudes complémentaires en assurances
Agent d'assurances	<ul style="list-style-type: none"> Prospection et suivi clients, souvent clients privés ou PME Conseil aux clients Proposition d'assurances Gestion des encaissements 	BAC / BAC +2	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou commerce Etudes complémentaires en assurances
Courtier d'assurances	<ul style="list-style-type: none"> Prospection et suivi clients privés et professionnels Conseil aux clients avec offre élaborée sur mesure Proposition du produit d'assurances le plus adapté aux besoins, indépendamment d'une compagnie d'assurances spécifique Gestion des contrats 	BAC / BAC +2	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou commerce Etudes complémentaires en assurances
Expert	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation de la nature et de l'ampleur des dégâts survenus lors d'un sinistre 	BAC / BAC +2	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou commerce Etudes complémentaires en assurances

i.i. Back office

Fonctions de soutien	Descriptif des tâches	Niveau d'études requis	Orientation souhaitée
Gestionnaire de contrats	<ul style="list-style-type: none"> Saisie des données relatives aux contrats Amendements aux contrats Constitution et mise à jour des dossiers clients 	BAC / BAC +2	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou commerce Etudes complémentaires en assurances
Gestionnaire sinistres	<ul style="list-style-type: none"> Vérification des pièces du dossier Suivi des dossiers jusqu'au règlement Intermédiaire privilégié entre le client lésé et l'expert externe 	BAC / BAC +2	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou commerce Etudes complémentaires en assurances
Actuaire	<ul style="list-style-type: none"> Etablissement de la tarification des produits d'assurances Evaluation et stress tests sous-jacents au produit d'assurances Calculs et simulation des évolutions futures probables (p.ex. longévité,...) 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section mathématiques ou économie ou commerce Etudes universitaires en sciences économiques et mathématiques Etudes complémentaires en actuariat
Juriste d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> Règlements dossiers clients contestés Elaboration de conditions générales et particulières Conseils juridiques dans des domaines très variés 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou littérature Etudes universitaires juridiques en droit des affaires ou autre Stage d'avocat au Luxembourg (complémentaire)





b. Les autres fonctions

Fonctions de support	Descriptif des tâches	Niveau d'études requis	Orientation souhaitée
Chargé d'études et de recherche	<ul style="list-style-type: none"> analyse de produits, processus ou procédures existants en vue de leur amélioration analyse du positionnement de la compagnie d'assurances par rapport aux concurrents directs et par rapport au secteur entier en collaboration étroite avec les autres départements (marketing, audit interne, ...) proposition de création de nouveaux produits 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section économie, mathématiques ou commerce Etudes universitaires en droit, en actuariat, en marketing ou en économie
Informaticien	<ul style="list-style-type: none"> développement et mise à jour d'applications internes gestion et sécurisation du réseau interne gestion de projets informatiques 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou mathématiques Etudes universitaires en informatique (développement et/ou systèmes)
Audit interne	<ul style="list-style-type: none"> contrôle des processus et procédures internes contrôle de la régularité des comptes rédaction d'avis sur les contrôles effectués et proposition, le cas échéant, de mesures correctrices 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou mathématiques Etudes universitaires en économie ou en droit
Compliance officer	<ul style="list-style-type: none"> responsable de la mise en place des processus et procédures visant à réduire le risque de fraude et à garantir le respect de la réglementation applicable responsable de la mise en place des mesures anti-blanchiment responsable de l'identification des tentatives de fraude communication des opérations douteuses au parquet 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou littérature Etudes universitaires juridiques en droit des affaires ou autre Stage d'avocat au Luxembourg (complémentaire)
Gestionnaire actif passif	<ul style="list-style-type: none"> identifier les risques auxquels la compagnie d'assurances est exposée définir la stratégie d'investissement de la compagnie d'assurances en tenant compte de ces risques optimiser les engagements financiers de la compagnie d'assurances 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou mathématiques Etudes universitaires en économie ou en mathématiques approfondies voire en actuariat

Fonctions de support	Descriptif des tâches	Niveau d'études requis	Orientation souhaitée
Ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> évaluation des candidats postulants établissement de bilans de compétences et de plans de carrière gestion des affaires liées au personnels 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou mathématiques Etudes universitaires en ressources humaines ou en sciences sociales
Marketing / Public relations	<ul style="list-style-type: none"> communication interne et externe élaboration de campagnes de publicités création de nouveaux produits et leur promotion 	Bac +4 / BAC +5	<ul style="list-style-type: none"> Section économie ou mathématiques Etudes universitaires en marketing ou en économie

Panorama des métiers

Les métiers d'assurances

Actuaire

Source : Association Luxembourgeoise des Actuaire -ALAC- www.alac.lu

Les actuaires appliquent les mathématiques aux problèmes financiers. Ils font appel à leurs connaissances spécialisées en mathématique financière, en statistique et en théorie des risques afin de résoudre les problèmes spécifiques des sociétés d'assurances (Vie, Non-vie et Santé).

De formation scientifique (Mathématiques, Probabilités, Statistiques, Informatique), les actuaires doivent maîtriser, non seulement l'environnement financier, mais aussi les aspects juridiques, comptables, fiscaux et commerciaux dans lesquels se situent leurs interventions. Ils possèdent également un bon sens pratique et de la créativité. Ces qualités leur permettent de mettre en place deux solutions novatrices pour répondre aux problèmes qui leur sont soumis.

Ils aident la société à se développer en participant à maîtriser les risques liés :

- à la retraite
- à la maladie
- à l'invalidité
- au chômage
- aux dommages matériels et à la perte de biens
- aux instruments financiers
- à la mort prématurée
- à l'épargne

Leurs compétences sont également fréquemment mises à profit en finance quantitative où les actuaires par leurs modérations mathématiques, mesurent, valorisent et arbitrent les instruments financiers.

L'évolution des principes comptables et des règles prudentielles applicables aux services financiers, dans le sens d'une plus grande maîtrise des risques de l'entreprise augmente le besoin d'actuaires alors que la profession est déjà fortement demandée.

Par ailleurs, les instruments de financement des risques se multiplient, qu'il s'agisse de risques « assurances » par la réassurance financière, titrisation ou de risques financiers par le développement des produits dérivés.

Les actuaires sont donc particulièrement bien placés pour jouer un rôle majeur dans le monde économique d'aujourd'hui et de demain.



Chargé d'études et de recherche

Qu'il s'agit d'analyser les processus et procédures de la compagnie d'assurances ou d'en étudier le positionnement, le chargé d'études dispose de connaissances des plus variées pour mener à bien sa mission. En collaboration étroite avec les autres départements (marketing, audit interne, ...), il intervient dans la création de nouveaux produits et propose des améliorations sur les produits existants. Il suit de près l'implémentation de nouvelles procédures et veille à leur application correcte. Cette fonction transversale contribue ainsi largement tant au développement interne qu'externe de la compagnie.

Gestionnaire actif-passif

Convoité par les entreprises, ce fin gestionnaire financier est un maillon indispensable à l'augmentation de la rentabilité de toute entreprise. Chargé d'identifier les risques auxquels la compagnie d'assurances est exposée, il contribue à définir la stratégie d'investissement. Gestionnaire de la diversité et de la masse des engagements de la compagnie d'assurances, il essaye d'en optimiser les rendements. Etudes de bilans, connaissances des marchés financiers et excellentes aptitudes à bien appréhender les tendances du marché, font partie intégrante de cette fonction où l'intuition jouit cependant également d'une place capitale.

Gestionnaire de contrats

Le gestionnaire de contrats est impliqué dans le cycle de vie de chaque contrat dont il est appelé à s'occuper c'est-à-dire depuis l'établissement d'un contrat jusqu'à sa suspension voire sa résiliation. Il codifie les données provenant d'une proposition de contrat (bien souvent envoyée par soit un commercial soit un agent ou courtier) permettant d'établir le contrat avec l'appel à cotisation y afférent. Tout au long de sa « vie » un contrat peut subir divers amendements sans que sa légalité ne soit mise en cause. A chaque moment

le gestionnaire de contrat veillera à mettre à jour ces données, à envoyer le contrat amendé au client ainsi qu'à vérifier qu'un exemplaire dûment signé soit renvoyé à la compagnie afin de disposer à chaque instant d'un dossier complet.

Gestionnaire de sinistres

Source : Assurances Foyer

Dans les sociétés d'assurances, les gestionnaires sinistres sont chargés d'instruire les dossiers en cas de dommage et de régler les litiges. Ils occupent des postes spécialisés dans le secteur des assurances. Le gestionnaire sinistres enregistre les déclarations de dommage et vérifie que les garanties souscrites s'appliquent bien au sinistre. A charge pour lui d'apprécier les responsabilités de chacune des parties, d'évaluer le coût des dommages et de régler les sommes dues à l'assuré ou à la victime.

Inspecteur

Ce technicien, qui est très familiarisé avec les produits de la compagnie d'assurances pour laquelle il travaille, est notamment responsable de l'animation d'un réseau d'agents indépendants lequel il est appelé à organiser et à développer. Il assure assistance aux agents en cas de problèmes et les accompagne auprès de clients ayant des demandes plus complexes. L'inspecteur peut en outre être en charge d'un portefeuille clients en assurance vie ou non vie.

Juriste d'entreprises

A ce spécialiste du monde des assurances peuvent incomber des missions très diverses. Ainsi il peut être investi dans le règlement de dossiers clients contestés soit par le client lui-même soit par la partie adverse. Son rôle est alors de défendre en tant que facilitateur soit les intérêts de la compagnie d'assurances soit du client.

Le juriste d'entreprise peut aussi être impliqué dans la vérification ou l'établissement de nouvelles clauses de contrats quant à leur bien fondé et, s'assurer de leur cohérence avec la législation en vigueur. Il s'ensuit qu'il doit s'informer en permanence des changements législatifs en cours tant au niveau national qu'international.

Un rôle tout autre, bien que de plus en plus important, incombe au juriste en tant que conseiller juridique interne : s'il s'agit par exemple d'évaluer les risques liés à une fusion potentielle ou encore de rendre attentif aux différences de législation avant que la compagnie décide de s'implanter dans un autre pays. Le caractère à la fois juridique et économique rendent une consultation régulière de ce spécialiste indispensable.

Responsable client (ou commercial)

Le responsable clientèle est en charge d'un portefeuille de clients dont il connaît la situation et leurs besoins et est, en permanence, en prospection de nouveaux clients pour leur proposer des produits adaptés à leur besoin. Plutôt que de « vendre » son produit, il doit persuader par une argumentation pertinente et conseiller au mieux les clients. Il doit disposer d'un esprit commercial et d'un sens relationnel aigu afin de pouvoir communiquer avec des interlocuteurs tant privés que professionnels.

Les métiers d'assurance... en dehors de l'assurance

Agent d'assurances

Un des canaux de distribution les plus répandus au Luxembourg est la vente de produits d'assurances par un agent d'assurances qui est lié le plus souvent à une compagnie d'assurances dédiée et exerce cette activité souvent à titre accessoire. Parmi ses tâches comptent outre la vente de produits d'assurance, la vérification des conditions desdits contrats avant envoi pour signature aux clients, l'envoi de la demande de paiement des primes y relatives ainsi que l'assistance aux clients en cas de besoin (par exemple en cas d'accident de voiture). Il est ainsi l'interlocuteur privilégié et du client et de la compagnie d'assurances qui le contacte en cas de besoin de clarification de détails.

Courtier d'assurances

Tout comme pour l'agent d'assurances, le courtier a comme principal objectif la proposition de contrats d'assurances sur mesure. Contrairement à l'agent d'assurances, il n'est pas lié à une compagnie d'assurance spécifique ; il évalue les offres de différentes compagnies avant d'offrir la plus adaptée aux meilleures conditions à ses clients qui sont souvent des indépendants ou des entreprises de petite et moyenne taille. Il sait persuader par son expertise et sa connaissance des différents produits du marché et exerce ce métier en règle générale à titre principal.



Expert

L'expert est bien souvent un représentant indépendant, chargé par une compagnie d'assurance d'évaluer les dégâts ayant résulté d'un sinistre. Suite à son évaluation, l'assureur procède au dédommagement du client lésé. L'expert doit disposer aussi bien d'une spécialisation dans son domaine (i.e. bâtiment, automobile, ...) que d'être familiarisé avec les mécanismes d'indemnisation de chaque compagnie d'assurances le contractant.

Les fonctions de support

Auditeur interne

La mission principale de l'auditeur interne consiste dans le contrôle interne. Qu'il soit chargé de contrôler la régularité des processus et des procédures internes, de contrôler la régularité de l'établissement des comptes annuels ou encore de vérifier la conformité des contrats conclus avec les clients et les fournisseurs, l'auditeur interne est investi des pouvoirs les plus larges pour exécuter sa mission. Rattaché souvent directement au directeur général ou au Conseil d'administration, il veille au bon fonctionnement interne et examine la cause des dysfonctionnements éventuellement constatés. Il fait état dans un rapport périodique adressé au Conseil d'administration, des résultats de ses missions effectuées pendant la période de référence et édite également un rapport annuel qui est soumis à la fin de l'année au réviseur d'entreprises ainsi qu'à l'organe de contrôle compétent.

Compliance Officer

Le compliance officer est investi des pouvoirs les plus étendus pour pouvoir s'assurer de la conformité des procédures internes avec la législation en vigueur. Il doit veiller à ce que les mesures anti-blanchiment internes soient correctement implémentées, respectées et, en cas de soupçons légitimes doit en référer immédiatement au parquet. Il doit être informé de chaque tentative de fraude et décider des suites à conférer à ces dossiers. Cette fonction très récente en Europe gagne en importance tant par le caractère de plus en plus contraignant de la réglementation nationale et internationale que des conséquences drastiques pouvant découler d'un manquement aux contrôles imposés par le législateur (i.e. fermeture de la compagnie d'assurances, retrait de son agrément, responsabilisation des dirigeants, ...).

Informaticien

L'assureur étant un acteur traitant une multitude de données au quotidien et disposant de larges bases de données, le recours à une équipe d'informaticiens est aujourd'hui indispensable au bon fonctionnement de chaque compagnie d'assurance. Les tâches de l'informaticien peuvent consister dans le développement et la mise à jour d'applications et programmes ou concerner la gestion et la sécurisation du réseau interne et externe. Dans le cadre de ses missions quotidiennes peuvent se rajouter périodiquement des projets informatiques spécifiques de plus ou moins courte durée. Ce spécialiste doit ainsi en permanence se tenir au courant de l'évolution technologique et des « best practice » afin de pouvoir proposer des solutions à la pointe du progrès.

Marketing

Cette fonction n'est pas nécessairement inhérente au secteur des assurances. Comme pour chaque produit, bien que plus abstrait, il s'agit de promouvoir un produit d'assurance d'une compagnie d'assurance dédiée en louant ses avantages et ses qualités par rapport aux produits concurrents. Le marketing intervient également au niveau de la conception d'un nouveau produit d'assurances (études de marché, veille concurrentielle, cible visée, étendue des garanties proposées,...). Ceci est d'autant plus difficile que les produits proposés par chaque compagnie peuvent diverger grandement en ce qui concerne leurs couvertures proposées. Dans un secteur caractérisé par une augmentation de la concentration, la fonction marketing devrait connaître une expansion considérable dans les années à venir, surtout quand il s'agira d'établir une relation de confiance avec la compagnie, le branding, condition indispensable pour attirer de nouveaux clients dans un marché arrivant à maturité.

Ressources Humaines

Chaque entreprise doit miser sur le capital humain ; ceci est d'autant vrai que l'on se situe dans le secteur des services où le service aux clients est la clef de réussite principale. Le département des ressources humaines doit correctement évaluer les profils dont la compagnie affiche besoin et sélectionner les meilleurs candidats afin de permettre un service de qualité. Cette tâche est d'autant plus difficile que les demandes aux candidats ne cessent d'augmenter et que les fonctions sont en permanente mutation. Un service de qualité ne sera rendu que si un bon climat de travail interne règne promouvant la collaboration entre les employés. Le département des ressources humaines essaye ainsi de motiver les collaborateurs à travers une évaluation régulière et, via différents avantages légaux et extralégaux tout en essayant d'établir une culture d'entreprise à laquelle chacun peut s'identifier et s'associer.

ENTRETIENS AVEC LES PROFESSIONNELS

► Jean Habay, actuaire ;
directeur,
La Luxembourgeoise-Vie

Formation initiale :
licence en sciences mathématiques (4ans), puis
licence en sciences actuarielles (2 années
supplémentaires)

grandes capacités d'analyse et de synthèse

L'actuaire est un expert de haut niveau qui possède d'excellentes connaissances en mathématiques, statistiques, finances et calcul de probabilités, ainsi que des bases solides en droit et en fiscalité des assurances. Par ailleurs, il maîtrise parfaitement les outils et les techniques informatiques. Chargé de mesurer la prise de risque financière sur un portefeuille de produits, il devra faire preuve de grandes capacités d'analyse et de synthèse. Il joue un rôle de premier plan dans l'entreprise et est intégré en général à une direction technique, financière ou à un service d'actuariat. Si de bonnes compétences techniques leurs sont nécessaire, les actuaires ne travaillent jamais seuls. Des aptitudes à communiquer et à négocier sont importantes pour évoluer. En interne, l'actuaire collabore avec les commerciaux, les juristes, les financiers, les responsables du marketing et la direction générale. À l'extérieur, il travaille avec les organismes chargés de la tutelle légale des opérations d'assurance, les réassureurs... Les contacts humains prennent donc une place importante dans ce métier. Les talents de manager seront requis pour accéder à des fonctions de direction. Pour se distinguer de leurs concurrents, les compagnies d'assurances sont amenées à développer des garanties de plus en plus personnalisées, et comptent sur les actuaires pour calculer la rentabilité des

produits. Prenons par exemple la démarche SolvencyII, initiée par la Commission Européenne et qui vise à garantir la pérennité des compagnies d'assurance. Elle se décline en trois modules, dont actuellement seul le premier est en phase avancée. Dans ce premier module, l'assureur examine ses risques. Par exemple : son tarif auto est-il suffisant ; n'a-t'il pas investi trop d'argent dans des actions d'une même société-ce qui le mettrait en difficulté si cette société faisait faillite...En fonction de ces risques qu'il faut réussir à calibrer, l'assureur est tenu d'avoir un certain "capital" qui garantisse qu'il saura affronter ces risques sans trop de problème...

évolution de l'emploi à la hausse

On recense actuellement, tous secteurs confondus, environ 150 actuaires dont la majorité travaille dans le secteur de l'assurance. Si le nombre d'emplois est encore restreint, les besoins augmentent régulièrement. En effet, les effectifs devraient augmenter de 30 à 50 % dans les cinq prochaines années, à condition de les trouver!



► Alain Michels, Chef de Service
Sinistres Auto-Matériels,
Foyer Assurances

Formation initiale :
diplôme de fin d'études secondaires

Un grand sens du relationnel

Le métier de gestionnaire Sinistres est un métier passionnant qui exige une grande expérience et l'acquisition de connaissances spécifiques. Le métier s'apprend sur le tas, par la pratique. Les études scolaires ne peuvent que transmettre un savoir théorique sur les principes de l'assurance et du droit.

Si vous débutez directement après la formation initiale, 10 à 15 années vous seront nécessaires pour apprendre le métier de gestionnaire Sinistres toutes branches et acquérir suffisamment d'expérience dans tous les domaines. Si la formation minimale requise est le diplôme de fin d'études secondaires, sachez que les préférences vont aujourd'hui vers un diplôme de niveau bac + 2 à 3 ans avec une spécialisation 'assurances' ou droit voire même un master en droit.

Les qualités nécessaires pour exercer ce métier sont multiples parmi lesquelles prédominent le sens du relationnel, la capacité à mener une équipe et un sens aigu de la négociation. L'aspect le plus stimulant consiste certainement dans les relations personnelles avec les collaborateurs et interlocuteurs internes et le contact permanent avec les clients 'externes', sachant que des situations conflictuelles émergeront et qu'il faudra les résoudre.

Formation continue systématique

La formation continue tient une place essentielle dans l'évolution de carrière du gestionnaire Sinistres. L'évolution constante de l'environnement législatif national et européen et l'élaboration de nouveaux produits d'assurance nous obligent à procéder de façon systématique à une formation continue de nos gestionnaires 'sinistres'. Par ailleurs, la notion de 'service au client' devient de plus en plus importante. Il s'agit donc d'adapter nos produits d'assurances et nos procédures de règlement de telle manière que les besoins toujours croissants des clients puissent être satisfaits.

Évolution de l'emploi

De manière générale, le nombre d'emplois du secteur des compagnies d'assurances s'élève à environ 2600 par rapport à un nombre de 26000 emplois dans le secteur bancaire. L'on peut donc estimer la part 'assurances' à 10%. Le nombre d'emplois dans ces deux secteurs évolue en parallèle depuis plusieurs années.

Les produits 'assurances' et 'financiers' se mêlent de plus en plus. Bon nombre de banques offrent des produits 'assurances' et les assureurs offrent aujourd'hui une grande palette de produits financiers. La tendance actuelle est à la Bancassurance, respectivement l'AssurBanque. Des fusions entre compagnies d'assurances et banques sont à l'ordre du jour. Ces fusions des différents acteurs du secteur financier rendent difficile un pronostic sur l'évolution future du nombre d'emplois. Tout dépend de l'environnement économique général et de la conjoncture nationale et internationale. Sur les 2600 emplois auprès des compagnies d'assurances du marché luxembourgeois, seules 150 à 170 personnes exercent le métier de gestionnaire/régleur 'Sinistres'. En restant prudent, une augmentation de 3 à 5 % des effectifs est prévisible dans les cinq prochaines années.



► **Claudine Frutsaert, juriste, Responsable Juridique – Compliance Officer AXA Assurances Luxembourg/AXA Assurances Vie**

Formation initiale :
licence en droit, licence en notariat, licence en fiscalité

Cedies En quoi consiste votre poste actuel ?

Claudine Frutsaert : Je suis responsable juridique corporate et compliance officer au sein des compagnies d'assurances AXA. En tant que juriste « corporate », j'assure le secrétariat juridique de la société ; je prends en charge les dossiers juridiques les concernant et je donne des avis juridiques dans les dossiers d'assurance complexes. Mon rôle en tant que « compliance » est de veiller à ce que la législation anti-blanchiment et de lutte contre le terrorisme soit appliquée. De manière plus générale, je veille à ce que tout ce qui se fait dans la société soit conforme aux lois, aux règlements qui trouvent à s'appliquer au secteur des assurances.



Cedies Le travail que vous faites aujourd'hui correspond-il à ce que vous aviez imaginé en débutant vos études ?

Claudine Frutsaert : Aucunement. Quand on se lance dans des études de droit, on a en vue la profession d'avocat et de magistrat mais on n'a pas de connaissance précise de tous les autres secteurs dans lesquels un juriste peut faire carrière.

Cedies Quelles sont les compétences requises ?

Claudine Frutsaert : Avoir une bonne connaissance juridique dans différents domaines (contrats, droit des sociétés, assurance, protection du consommateur,...), une faculté d'analyse et de conseils,...

Cedies Quel est l'aspect le plus stimulant de votre métier ?

Claudine Frutsaert : Il n'y a pas de routine dans le travail et on se forme en continu (nouvelles lois, nouvelles réglementations, évolution de la jurisprudence)

Cedies Et le plus contraignant ?

Claudine Frutsaert : Devoir maîtriser de multiples domaines juridiques ce qui implique une mise à jour permanente de toute la documentation que l'on se constitue.

Cedies Comment évoluera votre métier dans les prochaines années et quelles implications cette évolution aura-t-elle sur les compétences et la formation nécessaires ?

Claudine Frutsaert : La fonction de compliance prendra de plus en plus d'importance. Cette fonction exige de la part de la personne qui l'a en charge une maîtrise complète de tout l'environnement légal, réglementaire et déontologique afin de pouvoir conseiller au mieux les responsables et les différents services des compagnies d'assurance

Cedies Quel message aimeriez-vous transmettre aux jeunes qui voudraient se lancer dans ce domaine ?

Claudine Frutsaert : N'hésitez pas comme juriste à faire carrière auprès d'une compagnie d'assurance ; le métier est très passionnant et les matières dont le juriste a à s'occuper sont très diverses. La fonction de juriste ne se limite

nullement à la prise en charge de dossiers de sinistres.

► **Roger Classen, Chef de service Indemnités DAB & RC Dommages aux Biens & Responsabilité Civile, BALOISE ASSURANCES Luxembourg S.A.**

Formation initiale :
BAC, Ecole de Commerce et de Gestion, Luxembourg

Cedies Quel est l'aspect le plus stimulant de votre métier ?

Roger Classen : Il s'agit d'un travail sortant de l'ordinaire, alors que chaque jour me réserve de nouveaux défis imprévisibles. Chaque sinistre est unique !

Cedies Et le plus contraignant ?

Roger Classen : L'obligation de devoir satisfaire, de rendre possible l'impossible et d'être constamment à la merci de demandeurs parfois trop exigeants.

Cedies Comment évoluera votre métier à moyen terme et quelles implications cette évolution aura-t-elle sur les compétences et la formation nécessaire ?

Roger Classen : Depuis toujours l'homme a éprouvé un besoin de protéger ses biens, sa famille et soi-même contre les risques divers. La façon la plus aisée pour garantir cette protection est de s'assurer contre ces risques. Comme la demande d'assurances est depuis en croissance permanente et qu'il n'y a pas d'indice d'une éventuelle régression dans ce

secteur, l'évolution du métier à moyen terme ne me semble pas en danger.

Pour pouvoir réussir avec succès, il est clair qu'une formation continue poussée des collaborateurs doit marcher de pair avec l'évolution générale de la branche. En effet, avec l'apparition de nouveaux produits d'assurances, les exigences en matière de compétences des collaborateurs et notamment à ceux des services 'indemnités' deviennent de plus en plus élevées.

Cedies Quel message aimeriez-vous transmettre aux jeunes qui voudraient se lancer dans ce domaine ?

Roger Classen : Il s'agit d'un métier très intéressant et passionnant, à facettes multiples, comportant toutefois des responsabilités importantes qui engageant la compagnie d'assurances tant au niveau opérationnel que financier.

En principe les engagements officiels pris par un régleur de sinistres, dans les limites de son pouvoir de règlement prédéfini engagent donc directement la compagnie. Bien que le poste en question prévoit une certaine autonomie dans l'organisation du travail journalier, il exige par contre une grande rigueur et une conscience professionnelle élevée permanente. Il faut savoir que l'inspecteur de sinistres, par son intervention, contribue également largement à la renommée de la compagnie d'assurances qu'il représente.

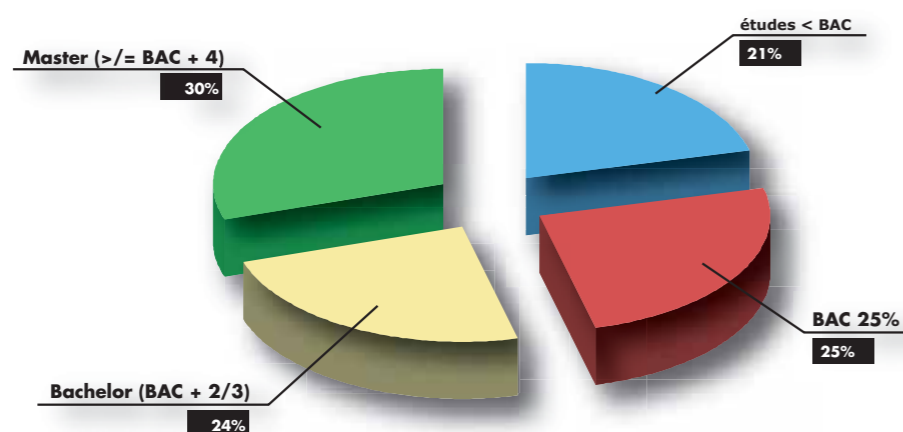
Dans un certain sens, le métier réunit les joies et les peines. Alors que le mot 'sinistre' fait normalement référence à un dommage, donc à un événement plutôt qualifié de négatif, l'intervention du régleur de sinistre dans le dommage est perçue positivement puisqu'il procède, en principe à la 'réparation' du préjudice subi.



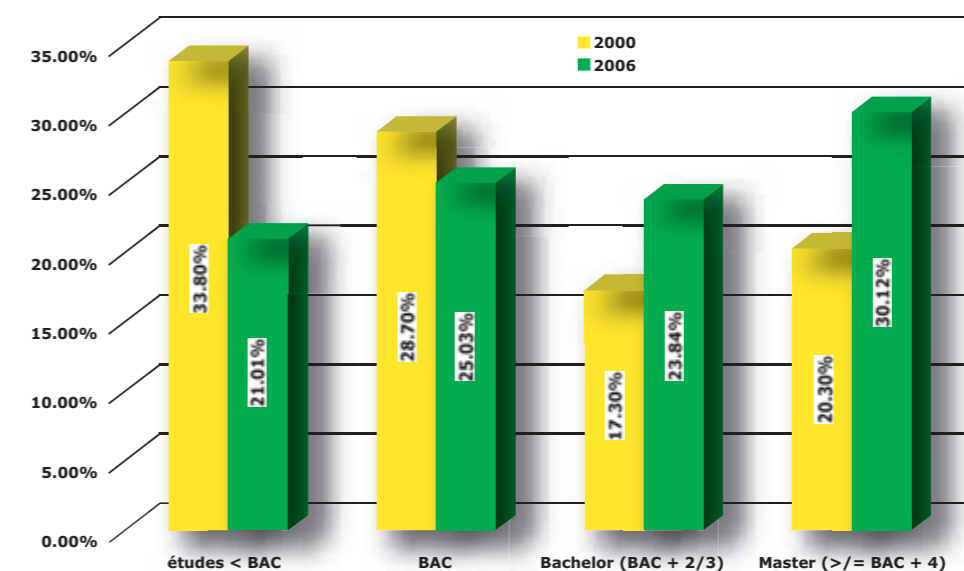
L'EMPLOI

Situation de l'emploi dans le secteur financier

Lorsqu'on examine le profil de qualification des collaborateurs du secteur financier en 2006, on peut faire le constat suivant : plus que 50 % des collaborateurs ont aujourd'hui une diplôme de l'enseignement supérieur (Bachelor ou Master).



Lorsqu'on observe l'évolution au cours des dernières 7 années, on constate une nette tendance à l'augmentation de la qualification. Alors que les profils inférieurs au bac représentaient encore plus d'un tiers il y a 7 ans, cette proportion s'est réduite à moins d'un quart maintenant. Pratiquement tous les profils recrutés au cours des dernières années avaient une qualification au moins égale au Bac.



Répartition des employés par nationalité:

	2000	2006
Luxembourgeoise	46.6%	23.8%
Belge	22.7%	20.8%
Française	15.1%	27.7%
Allemande	5.4%	15.4%
Italienne	3.7%	3.7%
autres EU	5.9%	7.5%
Autres non EU	0.6%	1.1%

Répartition par sexe:

Hommes	Femmes
53.49%	46.51%



Les profils recherchés

Les profils recherchés par le secteur financier sont très variables. Parmi les universitaires, les profils les plus recherchés sont des économistes, des juristes et des profils « matheux » (mathématiciens, ingénieurs, informaticiens...). Pour les bachelors, des formations en comptabilité ou en informatique sont très prisées.

Mais d'autres études peuvent également conduire à des perspectives d'emplois.

Ce que le secteur recherche...
...des personnes diplômées

Ce que le secteur offre...
...des métiers passionnants avec des perspectives professionnelles à échelle internationale ainsi qu'une rémunération intéressante !

Opportunités de travail dans le secteur des assurances

Les compagnies d'assurances sont à la recherche permanente de collaborateurs qualifiés motivés d'affronter un secteur en pleine expansion caractérisé de plus en plus par l'activité à l'internationale. Convoités, sont et seront, de plus en plus les collaborateurs disposant de connaissances très variées tout en disposant d'une spécialisation dans une matière déterminée. Les profils les plus recherchés à l'avenir sont des profils à haute technicité tels que les actuaires, les juristes d'entreprises, les économistes et les informaticiens. A côté de ces fonctions plus traditionnelles, apparaissent de nouveaux métiers comme celui du « compliance officer » ou du «

gestionnaire actif-passif ». Alors que la formation initiale est un prérequis indispensable à l'accès au poste, chaque fonction est en évolution permanente, de sorte que les tâches, si elles sont très variables, peuvent aussi être très variées au cours de la carrière envisagée.

Le secteur est très ouvert aux collaborateurs de sexe féminin avec un taux de féminisation sans cesse en augmentation ; ceci vaut notamment pour les postes dits « à responsabilités ». Le marché de l'emploi, intimement lié au développement de l'économie luxembourgeoise et, évoluant depuis des années en parallèle avec le secteur bancaire, a connu des croissances régulières importantes les dernières années et devrait continuer à croître les années à venir.

Dépendant du niveau d'études, diverses carrières peuvent être envisagées par le requérant. Grâce à la formation continue, qui suit un stage d'insertion obligatoire, l'employé pourra se voir conférer tout au long de sa carrière des rôles et des responsabilités différentes. Travailler dans le secteur des assurances peut ainsi revêtir plusieurs caractères :

- Après d'une compagnie d'assurances
 - soit on travaille dans un métier dit « d'assureur » dans des fonctions de Front ou de Back office.
 - soit on travaille dans des fonctions à vocation plus universelle tel par exemple le marketing, les ressources humaines.
- Après d'un agent externe ou en tant qu'externe
 - on travaille dans un métier dit « d'assureur » en externe en tant qu'agent ou courtier d'assurances indépendant ou encore en tant qu'expert.

Ce qu'en disent les professionnels...

Quelle est la situation de l'emploi dans le secteur bancaire luxembourgeois ?

► Département Gestion des RH et Formation, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

La Place Financière du Luxembourg occupe actuellement plus de 40.000 employés et occupe le neuvième rang au niveau mondial. La somme des bilans de ses 156 banques dépasse actuellement 860 milliards d'euro. Grâce à son professionnalisme et son dynamisme, le secteur bancaire luxembourgeois renforce constamment ses métiers-clé tels que le Private-Banking, l'ingénierie financière, le financement de projets immobiliers, les organismes de placement collectif et est souvent le pionnier dans la création de nouveaux produits et services financiers. Nonobstant la concurrence internationale de plus en plus accrue, la Place Financière luxembourgeoise devrait connaître, grâce à son rôle novateur, une croissance continue dans les années à venir.

Afin de rester sur ce chemin de réussite, la place financière luxembourgeoise devra investir constamment dans les ressources humaines et développer les compétences techniques de ses employés.

L'importance de la qualification initiale des nouveaux engagés sera effectivement de plus en plus primordiale dans les années à venir. En effet, la complexité des produits et des services offerts nécessite l'engagement de personnes de plus en plus qualifiées avec des connaissances théoriques et pratiques dans les domaines de

l'économie, de la finance, du droit, de la gestion et d'autres domaines ayant une relation étroite avec le monde bancaire.

La formation continue devra également être soutenue afin d'assurer l'avenir professionnel de ses employés, de leur ouvrir de nouveaux horizons et de leur permettre de s'épanouir au plan personnel.

Cedies Quels profils seront les plus recherchés dans le domaine bancaire au Luxembourg dans les dix prochaines années ?

Marie-Paule Gillen : *Certainement des profils de haute technicité dans des domaines tels que l'audit, la comptabilité, la compliance, les métiers de juristes et les gestionnaires de fortunes. Des managers de haut niveau seront aussi très recherchés, c'est-à-dire des gens formés et expérimentés, capables d'assumer de façon autonome des responsabilités avec une vision claire des objectifs et de la finalité de leur entreprise combinée avec un sens aigu des réalités.*

Cedies Comment va évoluer votre métier à moyen terme et quel pourcentage représente votre secteur en matière d'emploi ?

► **Back Office**

Bernard Georges, Responsable Back Office, Banque de Luxembourg

Les effectifs des banques liées aux métiers de back office titres ont toujours eu une forte corrélation avec l'activité boursière. En effet, la grande dépression des marchés financiers entre 2000 et 2004 a engendré des coupes sévères des effectifs dans les back offices. Cependant, l'avenir de ce métier étant directement lié à la fois à l'activité de la place de Luxembourg et de ces banques, la reprise de l'activité ressentie depuis deux ans amène à penser que de nombreux postes vont être à pourvoir dans les prochaines années.

► **Gestion de fortune**

Pierre-Yves Augsburgers, Notz, Stucki Europe S.A.

Si l'environnement législatif reste assez flexible, le secteur de la gestion de fortune va se développer à Luxembourg. Il y a en fait deux tendances fondamentales aujourd'hui; la première est celle des méga grands groupes financiers et la seconde est le développement de plus petites structures. Les clients recherchent la proximité, un service à visage humain et une certaine stabilité du personnel. Mais pour que ces petites structures se développent, il sera nécessaire que Luxembourg enseigne très tôt dans les écoles des notions comme l'esprit d'entreprise, ce que veut dire prendre des risques, se mettre à son compte.

► **Communication**

Fernand Grulms, ABBL

La communication et le marketing sont en général de petits départements de 2 à 3 personnes, parfois plus, en fonction de la taille de l'entreprise. Je suis convaincu que c'est un métier qui va gagner en importance. Les financiers sont des « vendeurs de confiance ». Un branding d'image et de compétence est donc primordial pour toute entreprise financière.

► **Compliance**

Vito Cassone, Fortis Intertrust S.A.

De plus en plus les grands groupes bancaires s'intéressent aux services du Trust et à l'Ingénierie Financière et Fiscale. On constate, dans les dernières années, que les banques complètent les services bancaires et d'assurance à la clientèle par le soit disant Tax Planning. Je pense que tant qu'il n'y aura pas une vision européenne homogène sur la fiscalité directe, ce marché ne cessera de croître.

► **Assurances**

Alain Michels, Foyer Assurances

De manière générale, le nombre d'emplois du secteur des compagnies d'assurances s'élève à environ 2600 par rapport à un nombre de 26000 emplois dans le secteur bancaire. L'on peut donc estimer la part 'assurances' à 10%. Nous pouvons constater que le nombre d'emplois dans ces deux secteurs évolue en parallèle depuis plusieurs années. Les produits 'assurances' et 'financiers' se mêlent de plus en plus. Bon nombre de banques offrent des produits 'assurances' et les assureurs offrent aujourd'hui une grande palette de produits financiers. Les tendances actuelles vont dans la direction de la Bancassurance, respectivement

d'AssurBanque. Des fusions entre compagnies d'assurances et banques sont à l'ordre du jour. Ces fusions des différents acteurs du secteur financier rendent difficile un pronostic sur l'évolution future du nombre d'emplois. Tout dépend de l'environnement économique général et de la conjoncture nationale et internationale. En étant très prudent, une fluctuation du nombre d'emplois pouvant se situer entre 3 et 5 % peut être avancée pour les 5 prochaines années.

De l'école au life long learning

Les économies d'aujourd'hui connaissent des évolutions et changements de plus en plus rapides et de plus en plus fréquents. Il est donc illusoire de vouloir former des jeunes à des métiers précis. L'université doit fournir un bagage intellectuel humanitaire et scientifique de haut niveau aux jeunes gens. Une fois les jeunes entrant dans la vie professionnelle, les entreprises prennent la relève de l'école publique avec la formation professionnelle. Le principe du lifelong learning n'est pas une chimère. Il est bien une réalité de tous les jours.

Le secteur financier a beaucoup évolué au cours des dernières années. Aujourd'hui les métiers de la finance sont très diversifiés. Un grand nombre d'autres intermédiaires financiers ont vu le jour. Il faut avoir à l'esprit qu'une carrière ne se fait plus uniquement dans une banque mais également au sein des autres entreprises financières.

Ce qui est important pour bien réussir une carrière dans la finance :

- Des connaissances linguistiques, tant à l'oral qu'à l'écrit
- Une ouverture et une mobilité d'esprit
- De bonnes aptitudes relationnelles et sociales
- Une information et une formation continue et permanente, pour rester au fait des actualités, développements et demandes





LES FORMATIONS

LES FORMATIONS

Etudier en Belgique

L'enseignement supérieur en communauté française

LE DÉCRET DE BOLOGNE

Le décret dit « de Bologne » redéfinissant l'enseignement supérieur dans l'espace européen a été adopté en Communauté française de Belgique en mars 2004.

LES UNIVERSITÉS

Les études universitaires sont organisées en trois cycles :

- 1^{er} cycle de transition conduisant au grade académique de bachelier : 180 crédits ECTS
- 2^e cycle professionnalisant conduisant aux grades académiques de master : 120 à 180 crédits ECTS, de médecin (240 crédits), de médecin vétérinaire(180 crédits)
- 3^e cycle de recherche : 180 crédits ECTS au moins

LES HAUTES ECOLES

L'enseignement supérieur de type court : un seul cycle professionnalisant de 180 à 240 crédits ECTS

L'enseignement supérieur de type long : de niveau universitaire, il est organisé en deux cycles :

- 1^{er} cycle de transition : 180 crédits ECTS conduisant au grade académique de bachelier
- 2^e cycle professionnalisant : 60 ou 120 crédits conduisant au grade académique de master

CONDITIONS D'ADMISSIONS

Avant de pouvoir s'inscrire dans un premier cycle de l'enseignement supérieur en Communauté française de Belgique, les titulaires d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires/secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois de technicien doivent faire homologuer leur diplôme avant le 15 juillet 2007.

PROCÉDURE ET DÉLAIS

Introduire une demande d'équivalence avant le 15 juillet

Soit au Cedies : deux journées sont organisées début juillet ; prise de rendez-vous obligatoire en mai. Vérifier les dates exactes sur le site www.cedies.lu

Soit au Service des Equivalences de l'Enseignement secondaire à Bruxelles <http://www.equivalences.cfwb.be/accueil.asp>

DÉLAIS D'INSCRIPTIONS

Dans les Hautes Ecoles : 15 novembre
 Dans les universités : fin septembre

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

www.cedies.lu

Brochure du Cedies : Etudier en Belgique, 2007

Les études supérieures de type court: bac + 3 ans

BACCALAURÉAT EN ASSURANCES

Formation pratique, ce baccalauréat a pour objectif de former des assureurs, employés ou cadre dans différents secteurs de l'assurance.

Durée des études : 3 ans

Diplôme obtenu : Bachelier

Lieux de formation :

Hautes Ecoles :

Bruxelles

Haute Ecole Francisco Ferrer: catégorie économique Cooremans
www.he-ferrer.be

Mons

Haute Ecole Provinciale Mons-Borinage-Centre: catégorie économique IPESEM
www.hepmbc.be

Liège

HEMES Sainte Marie
www.hemes.be/ism

BACCALAURÉAT EN COMPTABILITÉ

3 options sont organisées :
 gestion
 fiscalité
 banque et finance

Durée des études : 3 ans

Diplôme obtenu : Bachelier

Lieux de formation :

Hautes Ecoles :

Bruxelles

Haute Ecole EPHEC : Ecole Pratique des Hautes Etudes Commerciales
www.ephec.be

Haute Ecole Francisco Ferrer : catégorie économique Cooremans
www.he-ferrer.be

Haute Ecole Lucia de Brouckère : ISS Institut Supérieur de Schaerbeek
www.iss.heldb.be

Brabant

Haute Ecole EPHEC : Ecole Pratique des Hautes Etudes Commerciales Louvain-la-Neuve
www.ephec.be

Mons

Haute Ecole Roi Baudouin : catégorie économique IRAM (Mons)
www.iram.be

H.E.P.H.O. catégorie économique (Mouscron)
www.hepho.be

Haute Ecole Provinciale Mons-Borinage-Centre : catégorie économique IPESEM
www.hepmbc.be

HEPCUT : département économique ISEC (Charleroi)
www.isec.be

Liège

HEMES Sainte Marie
www.hemes.be/ism

Haute Ecole de la ville de Liège – département économique ECSSAC
www.ecssac.be

HEPL Léon-Eli Troclet : catégorie économique ESEJ (Jemeppe)
www.prov-liege.be/epl/sup/

Luxembourg

HECF Robert Schuman HERS : département économique
www.hers.be

HECL Blaise Pascal : département d'économie ISAT
www.hebp.be

Namur

HE Albert Jacquard : catégorie économique
www.heaj-eco.org

Haute Ecole d'Enseignement supérieur de Namur IESN
www.iesn.be





BACCALAURÉAT EN MARKETING

Durée des études : 3 ans

Diplôme obtenu : Baccalauréat (bachelier)

Insertion professionnelle:

dans presque tous les secteurs de l'économie et notamment dans les entreprises de services comme gérant d'agence bancaire, inspecteur d'assurances

Poursuite d'études :

Accès direct aux formations supérieures de type long en master sciences commerciales, ingénieur commercial

Accès moyennant un an de formation complémentaire aux formations universitaires suivantes :

Master en sciences économiques
 Master en sciences de gestion
 Master en criminologie
 Master en informatique et sciences humaines

Accès moyennant un examen, en :

Master sciences du travail
 Master tourisme
 Master Gestion de l'entreprise

Exemple de formation :

cfr tableau Cediép page 132

Lieux de formation :

Hautes Ecoles :

Bruxelles

Haute Ecole EPHEC : Ecole Pratique des Hautes Etudes Commerciales

www.ephec.be

Haute Ecole Lucia de Brouckère : ISS Institut Supérieur de Schaerbeek

www.iss.heldb.be

Brabant

Haute Ecole EPHEC : Ecole Pratique des Hautes Etudes Commerciales Louvain-la-Neuve

www.ephec.be

Mons

Haute Ecole Roi Baudouin : catégorie économique IRAM (Mons)

www.iram.be

Haute Ecole Provinciale Mons-Borinage-Centre : catégorie économique IPESEM

www.hepmbc.be

Liège

HEMES Sainte Marie

www.hemes.be/ism

HEPL Léon-Eli Troclet : catégorie économique ESEJ (Jemeppe)

www.prov-liege.be/epl/sup/

Namur

Haute Ecole d'Enseignement supérieur de Namur IESN

www.iesn.be

BACCALAURÉAT EN SCIENCES ADMINISTRATIVES ET GESTION PUBLIQUE

Durée des études : 3 ans

Diplôme obtenu : bachelier

Lieux de formation :

Hautes Ecoles :

Bruxelles

Haute Ecole Francisco Ferrer : catégorie économique Cooremans

www.he-ferrer.be

Liège

Haute Ecole de la ville de Liège – département économique ECSSAC

www.ecssac.be

BACCALAURÉAT SECRÉTARIAT DE DIRECTION

Ce baccalauréat propose trois options en 3^e année:

- Option langues
- Option entreprise-administration
- Option médicale

Durée des études : 3 ans

Diplôme obtenu : Baccalauréat (bachelier)

Insertion professionnelle:

Les fonctions de secrétaire de direction varient suivant l'entreprise et selon le degré d'autonomie et d'initiative réservé à ce poste.

Lieux de formation :

Hautes Ecoles :

Les études supérieures de type long:
 bac + 5 ans

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Durée des études : 5 ans

Diplômes obtenus :

Bachelier: 3 ans, master : 2 ans

Lieux de formation :

Hautes Ecoles :

Bruxelles

Haute Ecole Francisco Ferrer : catégorie économique Cooremans

www.he-ferrer.be

HE Groupe ICHEC-ISC Saint-Louis-ISFSC : ICHEC-ISC Saint-Louis

www.ichec.be

GESTION D'ENTREPRISE

Durée des études : 5 ans

Diplômes obtenus :

Bachelier: 3 ans, master : 2 ans

Options du master :

- Finances
- Management international
- didactique

Lieux de formation :

Hautes Ecoles :

Bruxelles

Haute Ecole Francisco Ferrer : catégorie économique Cooremans

www.he-ferrer.be

HE Groupe ICHEC-ISC Saint-Louis-ISFSC : ICHEC-ISC Saint-Louis

www.ichec.be



Les études universitaires :
bac + 5 ans

SCIENTES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION

Gestion ou économie ?

Les sciences de gestion se concentrent sur les problèmes rencontrés par les gestionnaires d'entreprise ou d'administration : investissements, comptabilité, lancement de produits, recrutement, contrat d'emploi, gestion des stocks...

Les sciences économiques étudient les problèmes économiques plus globaux, moins spécifiques à une entreprise particulière. Inflation, chômage, budget, équilibre offre/demande...

Pour aider les futurs étudiants dans leur choix, la première année de bachelier en Sciences de gestion et la première année de bachelier en Sciences économiques et de gestion ont un programme commun, permettant de changer de filière sans condition à la fin de la première année. A la fin de la seconde année le passage d'une filière à l'autre est encore aisé, moyennant quelques adaptations du programme de l'étudiant.

Master ou ingénieur ?

Le diplômé « ingénieur de gestion » est un gestionnaire ayant acquis une formation de pointe dans les différents aspects des sciences de gestion et capable de dialoguer avec l'ingénieur. Le master en sciences de gestion, outre la formation à la gestion proprement dite, met l'accent sur les compétences linguistiques et une approche entrepreneuriale.

Aptitudes et prérequis

Les programmes d'études en gestion couvrent une grande variété de domaines différents (la gestion sensu stricto - comptabilité, finance, marketing,

etc. - mais aussi l'économie, l'informatique, les mathématiques, la sociologie, le droit, les langues, l'histoire, etc.). L'étudiant en gestion devra donc posséder une bonne formation générale et de solides aptitudes, tant pour les études de sciences Humaines que pour l'utilisation des techniques quantitatives nécessaires.

Une formation mathématique suffisante (correspondant à un enseignement de quatre heures par semaine minimum, de préférence 6 heures, dans les années terminales du second cycle secondaire général) est indispensable pour maximiser les chances de réussite. Des cours préparatoires sont organisés pour se remettre à niveau.

De bonnes notions d'anglais et d'une seconde langue étrangère (néerlandais, allemand, espagnol) sont également utiles dès la première année. Des cours préparatoires sont organisés pour se remettre à niveau.

Par contre, une formation préalable en économie ou en gestion (comptabilité, marketing, ...) n'est pas indispensable.

Durée des études : 5 ans

Diplômes obtenus :

bachelier : 3 ans, master : 1 ou 2 ans

Lieux de formation : Universités

Inscriptions : de début juillet à fin septembre

Conditions d'admissions :

diplôme de fin d'études secondaires reconnu équivalent suivant la procédure belge d'homologation. Demande d'équivalence à faire avant le 15 juillet.

www.cedies.lu

www.equivalences.cfwb.be/portail_equivalences.asp

Sélection : aucune

BACCALAURÉAT EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION (3 ANS)

Université de Liège ULg
Université catholique de Louvain UCL
Université de Mons-Hainaut UMH
Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur FUNDP + horaire décalé
Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles FUSL

BACCALAURÉAT EN SCIENCES ÉCONOMIQUES, ORIENTATION GÉNÉRALE (3 ANS)

Université de Liège ULg
Université libre de Bruxelles ULB
Baccalauréat en sciences de gestion (3 ans) Université de Liège ULg
Université de Mons-Hainaut UMH
Facultés universitaires catholiques de Mons FUCaM

BACCALAURÉAT INGÉNIEUR DE GESTION (3 ANS)

Université de Liège ULg
Université catholique de Louvain UCL
Université libre de Bruxelles ULB
Université de Mons-Hainaut UMH
Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur FUNDP
Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles FUSL
Facultés universitaires catholiques de Mons FUCaM

MASTER EN SCIENCES ÉCONOMIQUES, ORIENTATION GÉNÉRALE (1 OU 2 ANS)*

Université de Liège ULg
Université catholique de Louvain UCL
Université libre de Bruxelles ULB
Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur FUNDP A horaire décalé

MASTER EN SCIENCES ÉCONOMIQUES, ORIENTATION ÉCONOMÉTRIE (2 ANS)

Université de Liège ULg
Université catholique de Louvain UCL
Université libre de Bruxelles ULB

MASTER EN SCIENCES DE GESTION (1 OU 2 ANS)

Université de Liège ULg
Université catholique de Louvain UCL
Université de Mons-Hainaut UMH
Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur FUNDP A horaire décalé
Facultés universitaires catholiques de Mons FUCaM

MASTER EN GESTION CULTURELLE (2 ANS)

Université de Liège ULg
Université catholique de Louvain UCL
Université libre de Bruxelles ULB

MASTER INGÉNIEUR DE GESTION (2 ANS)

Université de Liège ULg
Université catholique de Louvain UCL
Université libre de Bruxelles ULB
Université de Mons-Hainaut UMH
Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur FUNDP
Facultés universitaires catholiques de Mons FUCaM

* Sans finalité : 1 an

* A finalité didactique, spécialisée ou de recherche : 2 ans



Adresses des institutions

Universités :

Bruxelles

Facultés universitaires Saint-Louis Bruxelles
 Université Libre de Bruxelles www.ulb.ac.be

Liège

Université de Liège www.ulg.ac.be

Louvain-la-Neuve

Université Catholique de Louvain www.ucl.ac.be

Mons

Université de Mons-Hainaut
 Facultés universitaires catholiques de Mons

Namur

Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à
 Namur : www.fundp.ac.be

Hautes Ecoles :

Brabant

Haute Ecole EPHEC : Ecole Pratique des Hautes
 Etudes Commerciales Louvain-la-Neuve
www.ephec.be

Bruxelles

Haute Ecole EPHEC : Ecole Pratique des Hautes
 Etudes Commerciales
www.ephec.be

Haute Ecole Lucia de Brouckère : ISS Institut
 Supérieur de Schaerbeek
www.iss.heldb.be

Haute Ecole Francisco Ferrer : catégorie
 économique Cooremans
www.he-ferrer.be

HE Groupe ICHEC-ISC Saint-Louis-ISFSC :
 ICHEC-ISC Saint-Louis
www.ichec.be

Liège

HEMES Sainte Marie
www.hemes.be/ism
 Haute Ecole de la ville de Liège – département
 économique ECSSAC
www.ecssac.be
 HEPL Léon-Eli Troclet : catégorie économique
 ESEJ (Jemeppe)
www.prov-liege.be/epl/sup/

Luxembourg

HECF Robert Schuman HERS : département
 économique
www.hers.be
 HECL Blaise Pascal : département d'économie
 ISAT
www.hebp.be

Mons

Haute Ecole Provinciale Mons-Borinage-Centre
 : catégorie économique IPESEM
www.hepmbc.be
 Haute Ecole Roi Baudouin : catégorie
 économique IRAM (Mons)
www.iram.be
 H.E.P.H.O. catégorie économique (Mouscron)
www.hepho.be
 Haute Ecole Provinciale Mons-Borinage-Centre
 : catégorie économique IPESEM
www.hepmbc.be
 HEPCUT : département économique ISEC
 (Charleroi)
www.isec.be

Namur

HE Albert Jacquard : catégorie économique
www.heaj-eco.org
 Haute Ecole d'Enseignement supérieur de
 Namur IESN
www.iesn.be

Studieren in Deutschland

www.studienwahl.de

Studienbereich :

Wirtschaftswissenschaft, Betriebswirtschaftslehre,
 Volkswirtschaftslehre, Wirtschaftswissenschaften/
 Ökonomie

Regelstudienzeit:

An Universitäten: 8 bis 10 Semester, bei
 Abschluss Bachelor 6 Semester.

An Fachhochschulen: 8 Semester (Bachelor : 6
 bis 7 Semester)

Studienabschlüsse:

an Universitäten und Fachhochschulen: Diplom,
 Bachelor, Master

Zulassungsbedingungen:

Abitur oder gleichwertiges Diplom

Zulassungsbeschränkungen :

keine

Praktikum:

kein Vorpraktikum vorgeschrieben, aber
 allgemein (bei BWL) empfohlen

Einschreibebedingungen:

Antrag stellen bei der Universität/FH bis zum
 15.7 (Wintersemester) oder 15. Januar
 (Sommersemester)),

Studienanstalten:

Siehe Anhang oder www.studienwahl.de

Studienbezeichnung :

WIRTSCHAFTSWISSENSCHAFT

Die Studiengänge der Wirtschaftswissenschaften
 bestehen aus den Elementen Betriebs-
 wirtschaftslehre (BWL; Untersuchung des
 einzelnen Unternehmens) und
 Volkswirtschaftslehre (VWL; gesamtwirt-
 schaftliche Zusammenhänge), welche auch als
 gemeinsamer Studiengang Wirtschafts-
 wissenschaften/Ökonomie angeboten werden. In
 allen vorgenannten Studiengängen stimmt das
 Grundlagenstudium weitestgehend überein, so
 dass in den Diplomstudiengängen bis zum
 Vordiplom ein Wechsel des Studiengangs i.d.R.
 keine Schwierigkeiten macht. Erst im
 Hauptstudium unterscheiden sie sich vielfach
 erheblich.

BETRIEBSWIRTSCHAFTSLEHRE

Die BWL befasst sich mit der Analyse, Gestaltung,
 Führung eines Unternehmens sowie mit der
 wirtschaftlichen Entwicklung. Mit Hilfe
 mathematischer Methoden werden
 Betriebskennzahlen (Rohstoffe, Betriebsmittel,
 Arbeitsabläufe, Verkaufsdaten u.Ä.) erfasst und
 Wirtschaftlichkeitsberechnungen zur rationellen
 Unternehmensführung erstellt.

Die BWL gliedert sich in die Bereiche Marketing,
 Personalwesen, Operations Research, Bankwesen,
 Controlling, Steuerwesen, Produktion,
 Materialwesen/Logistik und
 Unternehmensführung.

Das Studium der BWL ist auf spätere Tätigkeit in
 einem Unternehmen ausgerichtet und stark mit
 der kaufmännischen Praxis verbunden. Daher ist
 eine abgeschlossene kaufmännische Ausbildung
 (Lehre) für das Studium ebenso wie für den
 späteren Übergang in das Berufsleben von Vorteil.





VOLKSWIRTSCHAFTSLEHRE

Die VWL, auch Nationalökonomie genannt, beschäftigt sich mit der Analyse und Gestaltung des Marktes in einer Gesellschaft sowie den gesetzlichen Rahmenbedingungen. Sie betrachtet Fragen des wirtschaftlichen Geschehens in Haushalten und Unternehmen in Abhängigkeit von staatlichen und überstaatlichen Rahmenbedingungen sowie der Preisbildung und Verteilung von Arbeit, Boden und Kapital. Sie beschreibt und analysiert die Funktion des Geldes, des Wirtschaftskreislaufes, der Beschäftigungs-, Konjunktur- und Wachstumspolitik sowie der Außenwirtschaft. Mathematik und hier besonders die Statistik sind als Hilfswissenschaften von großer Bedeutung.

WIRTSCHAFTSWISSENSCHAFTEN/ ÖKONOMIE

Die Ökonomie wird oftmals als eigener Studiengang angeboten, in dem versucht wird, auf die (methodische) Ähnlichkeit der VWL und der BWL mehr Gewicht zu legen. So müssen z.B. für unternehmerisches Handeln sowohl betriebswirtschaftliches Wissen als auch die Fähigkeit, gesamtwirtschaftliche Zusammenhänge zu erkennen, vorhanden sein. Im Hauptstudium Ökonomie kann jedoch auch wieder eine Vertiefung im Bereich der BWL oder der VWL gewählt werden.

Studium an Universitäten

Grundstudium:

Hauptfächer für alle wirtschaftswissenschaftlichen Studiengänge: BWL, VWL, Statistik, Rechtswissenschaften, Propädeutik-Fächer: Betriebliches Rechnungswesen, Mathematik, Einführung in die Datenverarbeitung und Programmierung. Ergänzungsfächer: Verwaltungswissenschaften, Sozial- und Arbeitsrecht, Soziologie, Politikwissenschaft. Die Diplom-Vorprüfung besteht aus den Fächern BWL, VWL, privates und öffentliches Recht sowie Statistik. Dies gilt für alle wirtschaftswissenschaftlichen Studiengänge. Bei Wirtschaftspädagogik kommt im Grundstudium noch Erziehungswissenschaft bzw. Pädagogik und pädagogische Psychologie dazu.

BETRIEBSWIRTSCHAFTSLEHRE

Hauptstudium:

Im Hauptstudium werden zwei Fächer der BWL (ein allgemeines, ein spezielles (vertieftes)) gefordert, wobei hier Fächer wie Unternehmensführung, -rechnung/-planung, Produktion und Materialwirtschaft, Controlling, Bankwesen, Steuerwesen, Marketing, Absatzwirtschaft, Personalwesen, Operations Research u.Ä. sowie branchenbezogene Betriebswirtschaft zur Auswahl stehen. Des Weiteren müssen einzelne Fächer der VWL und zwei Wahlfächer studiert werden.

Abschlüsse:

Diplom (Diplom-Kaufmann/-Kaufrau), Magister (i.d.R. nur Nebenfach), Bachelor, Master.

VOLKSWIRTSCHAFTSLEHRE

Hauptstudium:

Bei VWL werden im Hauptstudium die Sockelfächer (allgemeine) VWL (z.B. Konjunktur und Beschäftigung, Markt und Wettbewerb, Wachstum und Struktur einer Volkswirtschaft, Internationale Wirtschaftsbeziehungen, Arbeitsmarkt und Einkommensverteilung) und BWL (s.o.), ein Wahlpflichtfach aus dem Gebiet der Speziellen Volkswirtschaftslehre (z.B. Angewandte Wirtschaftsforschung, Finanzwissenschaft, Internationale Wirtschaftsbeziehungen, Sozialpolitik, Strukturpolitik, Wirtschaftspolitik), zwei weitere Wahlpflichtfächer (z.B. Automobilwirtschaft, Betriebliche Steuerlehre und Wirtschaftsprüfung, Büro- und Verwaltungsautomation, Europäisches Management, Finanzwirtschaft, Industrielle Anwendungssysteme, Logistik und Logistische Informatik, Arbeitswissenschaft, Bevölkerungswissenschaft, Urbanistik und Sozialplanung, Verwaltungswissenschaft, Wirtschafts- und Organisationspsychologie) gefordert.

Abschlüsse:

Diplom (Diplom-Volkswirt/in), Magister (i.d.R. nur Nebenfach), Bachelor, Master.

WIRTSCHAFTSWISSENSCHAFTEN/ÖKONOMIE

Hauptstudium:

Vertiefungsstudium in VWL, BWL sowie drei Wahlpflichtfächern. Davon können bis zu zwei Fächer aus dem Bereich VWL (z.B. Empirische Wirtschaftsforschung/Ökonometrie, Ressourcen- und Umweltökonomik, Mikro- und Mesoökonomik, Makroökonomik, Finanzwissenschaft, Regionalökonomik u.Ä.) und bis zu zwei Fächer aus dem Bereich BWL (z.B. Absatz- und Beschaffungsmarketing, Produktionswirtschaft, Finanzwirtschaft und Bankbetriebslehre, Personalwirtschaft,

Rechnungswesen, Betriebliche Umweltpolitik) sein. Ein Fach kann aus dem Bereich der sonstigen Wahlpflichtfächer gewählt werden.

Abschlüsse:

Diplom (Diplom-Ökonom/in), Magister (meist nur Nebenfach), Bachelor, Master.

Studium an Fachhochschulen

Regelstudienzeit:

8 bis 10 Semester, vereinzelt 7 Semester, davon i.d.R. 1 bis 2 Praxissemester, bei Abschluss Bachelor 6 oder 7 Semester.

Praktikum:

Länder- und hochschulspezifisch unterschiedliche Regelungen zum Vorpraktikum; z.T. ohne Vorpraktikum (z.B. in Baden-Württemberg), in der Regel üblich 6 Wochen bis 6 Monate. Grundsätzlich gilt: kein Vorpraktikum erforderlich bei erfolgreich abgeschlossener kaufmännischer Berufsausbildung oder nach Besuch der 2-jährigen Fachoberschule der entsprechenden Fachrichtung.

Betriebswirtschaftslehre

Grundstudium:

Betriebswirtschaftslehre: Einführung in die BWL, Allgemeine BWL, Beschaffung und Beschaffungspolitik, Personalwirtschaft, Grundlagen der Finanzierung, Rechnungswesen, Marketing, Grundlagen der Unternehmensrechnung, Organisationslehre; Datenverarbeitung: Logik der Datenverarbeitung, Grundlagen und Anwendungen der Automatisierten Datenverarbeitung; Mathematik und Statistik; VWL; Rechtswissenschaften; Fremdsprachen (insbesondere Wirtschaftsentenglisch, -spanisch, -französisch); Grundlagen der Technik; Grundlagen der Buchführung.





Hauptstudium:

Das Hauptstudium besteht aus allgemeiner BWL, allgemeiner VWL, einem speziellen Fach der BWL sowie zwei Wahlpflichtfächern, z.B. Absatzwirtschaft, Fertigungswirtschaft, Finanzwirtschaft, Rechnungs- und Steuerwesen (Jahresabschlussrechnung, Kosten- und Leistungsrechnung, Steuerlehre), Operations Research, Instrumente der Unternehmensführung (Personalführung, Arbeitsrecht, Planungs- und Entscheidungstechniken, Controlling).

Abschlüsse:

Diplom (Diplom-Kaufmann/-Kauffrau (FH) oder Diplom-Betriebswirt/in (FH)), Bachelor, Master.

Volkswirtschaftslehre

Grundstudium:

Studienmodule sind Volkswirtschaftslehre: Grundlagen, Mikro- und Makroökonomik, Markt und Wettbewerb; Empirische Wirtschaftsforschung: Grundlagen, statistische Methoden; Betriebswirtschaftslehre: Einführung, Wertschöpfungs- und Finanzierungsprozesse, Kunden- und Lieferantenprozesse; Wirtschaftliche Systeme: Wirtschaft, Politik. Zusätzlich Mathematik, Buchführung und Schlüsselqualifikationen (Interkulturelle Kommunikation, Selbst- und Projektmanagement).

Hauptstudium:

Praxisorientierte Vertiefung der o.g. Fächer und Bearbeitung realer Projekte. Dazu kommen Themen wie Weltwirtschaft, Finanzmärkte, Empirische Analysen, Bewerbungstraining/Existenzgründungen. Profilbildung durch Schwerpunktangebote in Bereichen wie Internationale Wirtschaftsbeziehungen, Europäische Integration und Regionalökonomie oder Makrologistik (Verkehrswirtschaftslehre) möglich. Die Gliederung in ein Grund- und Hauptstudium ist nicht an allen Fachhochschulen üblich.

Abschlüsse:

Bachelor, Diplom.
 Zusätzliche Informationen: Uni-Ranking der deutschen Zeitung „Die Zeit“: <http://www.das-ranking.de/>

Studienplätze an Universitäten

Siehe: www.studienwahl.de

BETRIEBSWIRTSCHAFTSLEHRE

Aachen Rheinisch-Westfälische Technische Hochschule Aachen Betriebswirtschaftslehre/Business Administration (Bachelor (B.Sc.)) <http://www.rwth-aachen.de>
 Augsburg Universität Augsburg Informationsorientierte Betriebswirtschaftslehre (Bachelor / Diplom) <http://www.uni-augsburg.de>
 Bamberg Otto-Friedrich-Universität Bamberg Betriebswirtschaftslehre (Bachelor / Master; Diplom; Magister) Europäische Wirtschaft (Bachelor / Master; Diplom) <http://www.uni-bamberg.de>
 Bayreuth Universität Bayreuth Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) <http://www.uni-bayreuth.de>
 Berlin ESCP-EAP Europäische Wirtschaftshochschule Berlin Internationale Betriebswirtschaft (Diplom) <http://www.escp-eap.de>
 Berlin Freie Universität Berlin Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) <http://www.fu-berlin.de>
 Berlin Humboldt-Universität zu Berlin Betriebliches Rechnungswesen (Bachelor) Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) Economics and Management Science (Master) <http://www.hu-berlin.de>
 Berlin Steinbeis-Hochschule Berlin Business Administration (Bachelor / Master) <http://www.stw.de/SHB>
 Bremen Universität Bremen Betriebswirtschaftslehre (Bachelor of Science) <http://www.uni-bremen.de>
 Bruchsal International University in Germany

Business Administration (Bachelor / Master) <http://www.i-u.de>
 Clausthal-Zellerfeld Technische Universität Clausthal Betriebswirtschaftslehre (BSc/MSc) <http://www.tu-clausthal.de>
 Dresden Technische Universität Dresden Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.tu-dresden.de>
 Duisburg Universität Duisburg-Essen Betriebswirtschaftslehre (Bachelor / Master) <http://www.uni-duisburg-essen.de>
 Düsseldorf Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf Betriebswirtschaftslehre (Bachelor / Master) <http://www.uni-duesseldorf.de>
 Eichstätt Katholische Universität Eichstätt-Ingolstadt Betriebswirtschaftslehre (Bachelor / Master (Magister))
 Finanzdienstleistungsmanagement (Bachelor) <http://www.ku-eichstaett.de>
 Essen Universität Duisburg-Essen Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) <http://www.uni-duisburg-essen.de>
 Flensburg Universität Flensburg International Management (Bachelor) <http://www.uni-flensburg.de>
 Frankfurt (Oder) Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder) Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) International Business Administration (Bachelor / Master) Internationale Betriebswirtschaftslehre (Bachelor / Master) <http://www.euv-frankfurt-o.de>
 Frankfurt am Main Frankfurt School of Finance & Management Accounting & Taxation ;Banking (Master of Science); Betriebswirtschaftslehre (Bachelor of Science); Internationale Betriebswirtschaftslehre (Bachelor of Science) ; Management & Financial Markets (Bachelor of Science); Mergers & Acquisitions (LL.M.) Quantitative Finance (Master of Science) <http://www.frankfurt-school.de>
 Freiberg Technische Universität Bergakademie Freiberg Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.tu-freiberg.de>
 Gießen Justus-Liebig-Universität Gießen Betriebswirtschaftslehre (Bachelor of Science /

Master of Science) <http://www.uni-giessen.de>
 Göttingen Georg-August-Universität Göttingen Betriebswirtschaftslehre (Bachelor of Science / Master of Science) Finanzen, Rechnungswesen und Steuern (Master of Science) International Economics (Master of Arts) Marketing und Distributionsmanagement (Master of Science) Unternehmensführung (Master of Science) <http://www.uni-goettingen.de>
 Greifswald Ernst-Moritz-Arndt-Universität Greifswald Betriebswirtschaftslehre (Diplom) Wirtschaft (Bachelor) <http://www.uni-greifswald.de>
 Halle Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg Accounting and Taxation (Master) Betriebswirtschaftslehre (Business Studies) (Bachelor / Master) Finanzmanagement (Master) <http://www.uni-halle.de>
 Hamburg Helmut-Schmidt-Universität - Universität der Bundeswehr Hamburg Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.unibw-hamburg.de>
 Hamburg Universität Hamburg Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) International Business Administration (Master of Arts) Sozialökonomie - Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) <http://www.uni-hamburg.de>
 Hildesheim Universität Hildesheim Betriebswirtschaftslehre (Magister) <http://www.uni-hildesheim.de>
 Ingolstadt Katholische Universität Eichstätt-Ingolstadt Betriebswirtschaftslehre - Wirtschaftsprüfung (Diplom) <http://www.ku-eichstaett.de>
 Jena Friedrich-Schiller-Universität Jena Betriebswirtschaftslehre (Diplom)
 Kaiserslautern Technische Universität Kaiserslautern Betriebswirtschaftslehre mit technischer Qualifikation (Diplom) <http://www.uni-kl.de>
 Kiel Christian-Albrechts-Universität zu Kiel Betriebswirtschaftslehre (Magister) Business (Bachelor) <http://www.uni-kiel.de>
 Köln Universität zu Köln Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.uni-koeln.de>
 Konstanz Universität Konstanz International





Economic Relations (Master) <http://www.uni-konstanz.de>
 Lehr AKAD Wissenschaftliche Hochschule Lehr (WHL) Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.whl.akad.de>
 Leipzig Handelshochschule Leipzig (HHL) Leipzig Graduate School of Management Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.hhl.de>
 Lüneburg Leuphana Universität Lüneburg Betriebswirtschaftslehre (Bachelor of Arts) <http://www.leuphana.de>
 Magdeburg Otto-von-Guericke-Universität Magdeburg Betriebswirtschaftslehre (Bachelor Business Administration (Master) International Business Studies (Master) <http://www.uni-magdeburg.de>
 Mainz Johannes Gutenberg-Universität Mainz Betriebswirtschaftslehre (Magister) <http://www.uni-mainz.de>
 Mannheim Universität Mannheim Betriebswirtschaftslehre (Bachelor / Master) <http://www.uni-mannheim.de>
 Marburg Philipps-Universität Marburg Betriebswirtschaftslehre (Bachelor of Science) <http://www.uni-marburg.de>
 München Ludwig-Maximilians-Universität München Betriebswirtschaft (Bachelor) (Magister) <http://www.uni-muenchen.de>
 München Technische Universität München Business Administration (Master) <http://www.tu-muenchen.de>
 München Technische Universität München Technologie- und Management-orientierte Betriebswirtschaftslehre (Diplom / Bachelor) <http://www.tu-muenchen.de>
 München BAW Steinbeis-Hochschule Berlin Business Administration (Bachelor / Master) <http://www.stw.de/SHB>
 Münster Westfälische Wilhelms-Universität Münster Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) <http://www.uni-muenster.de>
 Münster Westfälische Wilhelms-Universität Münster Betriebswirtschaftslehre (Diplom)

<http://www.uni-muenster.de>
 Neubiberg Universität der Bundeswehr München Betriebswirtschaft (Diplom (FH)) <http://www.unibw-muenchen.de>
 Nürnberg Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg International Business (Master) <http://www.uni-erlangen.de>
 Nürnberg Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg International Business Studies (Bachelor of Arts) <http://www.uni-erlangen.de>
 Oestrich-Winkel European Business School BWL /General Management (Bachelor / Master) <http://www.ebs.de>
 Oestrich-Winkel European Business School BWL/European Management (Bachelor / Master) <http://www.ebs.de>
 Oldenburg Carl von Ossietzky Universität Oldenburg Betriebswirtschaftslehre für Spitzensportler (Bachelor of Arts) <http://www.uni-oldenburg.de>
 Oldenburg Carl von Ossietzky Universität Oldenburg Betriebswirtschaftslehre mit juristischem Schwerpunkt (Bachelor of Arts) <http://www.uni-oldenburg.de>
 Oldenburg Carl von Ossietzky Universität Oldenburg Management Consulting (Master of Arts) <http://www.uni-oldenburg.de>
 Osnabrück Universität Osnabrück Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.uni-osnabrueck.de>
 Paderborn Universität Paderborn Betriebswirtschaftslehre (Master) International Business Studies (Bachelor / Master) International Economics (Master) <http://www.uni-paderborn.de>
 Passau Universität Passau Business Administration and Economics (Bachelor) <http://www.uni-passau.de>
 Potsdam Universität Potsdam Betriebswirtschaftslehre (Bachelor (2-Fach)) <http://www.uni-potsdam.de>
 Regensburg Universität Regensburg Betriebswirtschaftslehre (Bachelor)

<http://www.uni-regensburg.de>
 Rostock Universität Rostock Betriebswirtschaftslehre (Diplom) Internationales Wirtschaftsrecht und Internationale Unternehmensführung (Master) <http://www.uni-rostock.de>
 Saarbrücken Universität des Saarlandes Betriebswirtschaftslehre (Diplom) (Magister); Wirtschaft und Recht (Bachelor / Master) <http://www.uni-saarland.de>
 Siegen Universität Siegen Business Administration (Bachelor); International Project Engineering and Management (Bachelor / Master) <http://www.uni-siegen.de>
 Stuttgart Universität Stuttgart Betriebswirtschaftslehre (Bachelor) Stuttgart Universität Stuttgart Technisch orientierte Betriebswirtschaftslehre Technisch orientierte Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.uni-stuttgart.de> (Bachelor)
 Trier Universität Trier Betriebswirtschaftslehre (Diplom) (Magister) <http://www.uni-trier.de>
 Tübingen Eberhard-Karls-Universität Tübingen Accounting and Finance (Master); Economics and Business Administration (Bachelor) European Studies (Ökonomie, Politik, Recht);- (MEUS) (Master) International Business Administration (Bachelor) International Economics (Bachelor) International Economics and American / East Asian / European / Middle Eastern Studies (Master) International Economics and Finance (Bachelor) <http://www.uni-tuebingen.de>
 Vallendar WHU - Otto-Beisheim School of Management <http://www.whu.edu>
 Betriebswirtschaftslehre/Unternehmensführung (Bachelor / Master)
 Wuppertal Bergische Universität Wuppertal Bankbetriebslehre (Lehramt an Berufskollegs) Betriebswirtschaftliche Steuerlehre (Lehramt an Berufskollegs) Betriebswirtschaftslehre (Magister) <http://www.uni-wuppertal.de>
 Zittau Internationales Hochschulinstitut Zittau Betriebswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.ihz-zittau.de>

Volkswirtschaftslehre
 Aachen Rheinisch-Westfälische Technische Hochschule Aachen Volkswirtschaftslehre und Wirtschaftsgeschichte / Economics and Economic Studies in History (Bachelor (B.A.)) <http://www.rwth-aachen.de>
 Augsburg Universität Augsburg Informationsorientierte Volkswirtschaftslehre (Bachelor / Diplom) <http://www.uni-augsburg.de>
 Augsburg Universität Augsburg Volkswirtschaftslehre (Magister) <http://www.uni-augsburg.de>
 Berlin Freie Universität Berlin Volkswirtschaftslehre (Bachelor) <http://www.fu-berlin.de>
 Berlin Humboldt-Universität zu Berlin Volkswirtschaftslehre (Bachelor) <http://www.hu-berlin.de>
 Bonn Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn Volkswirtschaftslehre (Bachelor of Science / Master of Science) <http://www.uni-bonn.de>
 Dresden Technische Universität Dresden Volkswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.tu-dresden.de>
 Eichstätt Katholische Universität Eichstätt-Ingolstadt Volkswirtschaftslehre (Magister) <http://www.ku-eichstaett.de>
 Erfurt Universität Erfurt Volkswirtschaftslehre (Bachelor / Master) <http://www.uni-erfurt.de>
 Essen Universität Duisburg-Essen Volkswirtschaftslehre (Bachelor / Master) <http://www.uni-duisburg-essen.de>
 Frankfurt (Oder) Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder) Volkswirtschaftslehre (Bachelor / Master) <http://www.euv-frankfurt-o.de>
 Freiburg Albert-Ludwigs-Universität Freiburg im Breisgau Volkswirtschaftslehre (Diplom) <http://www.uni-freiburg.de>
 Gießen Justus-Liebig-Universität Gießen Volkswirtschaftslehre (Bachelor of Science / Master of Science) <http://www.uni-giessen.de>
 Göttingen Georg-August-Universität Göttingen Volkswirtschaftslehre (Bachelor (2-Fach)) <http://www.uni-goettingen.de>





Göttingen Georg-August-Universität Göttingen
 Volkswirtschaftslehre (Bachelor of Arts)
<http://www.uni-goettingen.de>
 Halle Martin-Luther-Universität Halle-
 Wittenberg Volkswirtschaftslehre / Economics
 (Bachelor / Master) <http://www.uni-halle.de>
 Hamburg Helmut-Schmidt-Universität -
 Universität der Bundeswehr Hamburg
 Volkswirtschaftslehre (Diplom)
<http://www.unibw-hamburg.de>
 Hamburg Universität Hamburg Sozialökonomie -
 Volkswirtschaftslehre (Bachelor)
<http://www.uni-hamburg.de>
 Hamburg Universität Hamburg
 Volkswirtschaftslehre (Bachelor)
<http://www.uni-hamburg.de>
 Jena Friedrich-Schiller-Universität Jena
 Volkswirtschaftslehre (Diplom)
<http://www.uni-jena.de>
 Karlsruhe Universität Fridericiana zu Karlsruhe
 (TH), Forschungsuniversität (gegründet 1825)
 Technische Volkswirtschaftslehre (Diplom)
<http://www.uni-karlsruhe.de>
 Köln Universität zu Köln Volkswirtschaftslehre
 (Diplom) <http://www.uni-koeln.de>
 Köln Universität zu Köln Volkswirtschaftslehre,
 sozialwissenschaftlicher Richtung (Diplom)
<http://www.uni-koeln.de>
 Leipzig Universität Leipzig Global Studies
 (Master) <http://www.uni-leipzig.de>
 Magdeburg Otto-von-Guericke-Universität
 Magdeburg Volkswirtschaftslehre (Bachelor)
<http://www.uni-magdeburg.de>
 Magdeburg Otto-von-Guericke-Universität
 Magdeburg Volkswirtschaftslehre/Economics and
 Public Policy (Master)
<http://www.uni-magdeburg.de>
 Mainz Johannes Gutenberg-Universität Mainz
 Volkswirtschaftslehre (Magister)
<http://www.uni-mainz.de>
 Mannheim Universität Mannheim
 Volkswirtschaftslehre (Bachelor)
<http://www.uni-mannheim.de>
 Marburg Philipps-Universität Marburg

Volkswirtschaftslehre (Bachelor of Science)
<http://www.uni-marburg.de>
 München Ludwig-Maximilians-Universität
 München Volkswirtschaftslehre (Diplom /
 Bachelor / Master) <http://www.uni-muenchen.de>
 München Ludwig-Maximilians-Universität
 München Volkswirtschaftslehre (Magister)
<http://www.uni-muenchen.de>
 Münster Westfälische Wilhelms-Universität
 Münster Volkswirtschaftslehre (Bachelor)
<http://www.uni-muenster.de>
 Osnabrück Universität Osnabrück
 Volkswirtschaftslehre (Diplom)
<http://www.uni-osnabrueck.de>
 Potsdam Universität Potsdam
 Volkswirtschaftslehre (Bachelor (2-Fach))
<http://www.uni-potsdam.de>
 Regensburg Universität Regensburg
 Volkswirtschaftslehre (Bachelor)
<http://www.uni-regensburg.de>
 Rostock Universität Rostock Sozialwissenschaften
 (Soziologie / Demographie /
 Volkswirtschaftslehre) (Bachelor)
<http://www.uni-rostock.de>
 Rostock Universität Rostock
 Volkswirtschaftslehre (Master)
<http://www.uni-rostock.de>
 Siegen Universität Siegen Volkswirtschaftslehre /
 Economics (Bachelor / Master)
<http://www.uni-siegen.de>
 Stuttgart Universität Hohenheim
 Wirtschaftswissenschaften mit
 sozialökonomischem Profil (Bachelor)
<http://www.uni-hohenheim.de>
 Stuttgart Universität Stuttgart
 Volkswirtschaftslehre (Bachelor)
<http://www.uni-stuttgart.de>
 Trier Universität Trier Volkswirtschaftslehre
 (Diplom) <http://www.uni-trier.de>
 Würzburg Bayerische Julius-Maximilians-
 Universität Würzburg Volkswirtschaftslehre
 (Magister) <http://www.uni-wuerzburg.de>

Studienplätze an Fachhochschulen

Siehe: www.studienwahl.de

BETRIEBSWIRTSCHAFTSLEHRE

Lübeck Fachhochschule Lübeck University of
 Applied Sciences Betriebswirtschaftslehre -
 Gesundheitswirtschaft (Bachelor of Science)
<http://www.fh-luebeck.de>
 Ludwigshafen Fachhochschule Ludwigshafen
 Hochschule für Wirtschaft Internationale
 Betriebswirtschaftslehre im Praxisverbund (BIP)
 (Bachelor / Master) <http://www.fh-ludwigshafen.de>
 Nordhausen Fachhochschule Nordhausen
 Betriebswirtschaftslehre / Business
 Administration (Bachelor) <http://www.fh-nordhausen.de>
 Wismar Hochschule Wismar University of
 Technology, Business and Design
 Betriebswirtschaftslehre - Gesundheitswesen
 (Diplom (FH)) <http://www.hs-wismar.de>
 Berlin Fachhochschule für Wirtschaft Berlin
 Wirtschaft - Bank (Bachelor) <http://www.fhw-berlin.de>
 Bonn Hochschule der Sparkassen-Finanzgruppe -
 University of Applied Sciences - Bonn Corporate
 Banking (Bachelor) <http://www.s-hochschule.de>
 Hachenburg Fachhochschule der Deutschen
 Bundesbank Betriebswirtschaftslehre -
 Notenbankwesen (Diplom (FH)) <http://www.fh-bundesbank.de>
 Köln Fachhochschule Köln University of Applied
 Sciences Cologne Banking and Finance (Diplom
 (FH) / Bachelor) <http://www.fh-koeln.de>
 Bonn Hochschule der Sparkassen-Finanzgruppe -
 University of Applied Sciences - Bonn Corporate
 Banking (Bachelor) Finance (Bachelor) Finance -
 Versicherungen (Bachelor)
<http://www.s-hochschule.de>
 Dortmund International School of Management
 - ISM Dortmund Corporate Finance (Bachelor of
 Arts) Finance (Master of Science)

<http://www.ism.de>

Frankfurt am Main Fachhochschule Frankfurt am
 Main - University of Applied Sciences
 International Finance (Bachelor of Science)
<http://www.fh-frankfurt.de>
 Köln Fachhochschule Köln University of Applied
 Sciences Cologne Banking and Finance (Diplom
 (FH) / Bachelor) <http://www.fh-koeln.de>
 Ludwigshafen Fachhochschule Ludwigshafen
 Hochschule für Wirtschaft
 Finanzdienstleistungen und Corporate Finance
 (Bachelor) <http://www.fh-ludwigshafen.de>
 Pforzheim Hochschule Pforzheim Gestaltung,
 Technik, Wirtschaft und Recht International
 Finance and Accounting (Master)
<http://www.hs-pforzheim.de>
 Remagen Fachhochschule Koblenz Mathematics
 in Finance and Life Science (Master)
<http://www.fh-koblenz.de>
 Wiesbaden Fachhochschule Wiesbaden University
 of Applied Sciences Finance (Master) Sciences
 Insurance and Finance (Bachelor)
<http://www.fh-wiesbaden.de>

INSURANCE

Wiesbaden Fachhochschule Wiesbaden University
 of Applied Sciences Insurance and Finance
 (Bachelor) <http://www.fh-wiesbaden.de>
 Wiesbaden Fachhochschule Wiesbaden University
 of Applied Sciences International Insurance
 (Master)

VOLKSWIRTSCHAFTSLEHRE

Bremen Hochschule Bremen Volkswirtschaft
 (Bachelor)
 Nürtingen Hochschule für Wirtschaft und Umwelt
 Nürtingen-Geislingen Volkswirtschaft (Bachelor)





Etudier en France

Filière d'études courtes : les BTS, DUT, DEUST

Diplômes :

les BTS (Brevets de techniciens supérieurs) se préparent dans les lycées ; les DUT (Diplômes universitaires de technologie) se préparent à l'université et ont une vocation plus généraliste que le BTS ; les DEUST (Diplôme d'Etudes Universitaires Scientifiques et Techniques) visent une insertion professionnelle directe.

Durée des études : 2 ans

Admission : bac + dossier

FILIÈRE D'ÉTUDE : L'UNIVERSITÉ

Durée des études et diplômes :

Licence (L), master (M) et doctorat (D) sont les principaux diplômes délivrés par l'université. L'appellation LMD ou 3-5-8 définit la nouvelle organisation d'études.

Bac + 3 pour la licence ou 180 crédits

Bac + 5 pour le master ou 300 crédits

Bac + 8 pour le doctorat

A ne pas confondre : la licence générale d'une durée de trois ans et de 180 crédits et la licence pro d'une durée d'un an ou 60 crédits, accessible après une L2 et qui se prépare en Institut universitaire de technologie, à l'université (IUT), en école ou en centre de formation d'apprentis (CFA).

Le master professionnel (master pro) et le master recherche se préparent en deux ans, ce qui correspond à 120 crédits. Le master pro vise à l'insertion professionnelle alors que le master recherche vise la poursuite d'études en doctorat.

Admission :

Le seul passeport d'entrée est le bac ou un diplôme équivalent. Toutes les séries (sections) sont admises mais il est recommandé de choisir une filière cohérente avec son profil de bac. Les licences d'économie et de gestion sont connues pour leurs exigences en mathématiques. Renseignez-vous au préalable sur les conditions d'admissions et les dates d'inscriptions.

FILIÈRE D'ÉTUDE : LES GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

Diplômes :

reconnus ou visés par l'Etat ; dans le cadre du LMD, 38 écoles sont habilitées à délivrer le grade de master

Durée des études :

de 2 à 5 ans selon le niveau d'admission

Admission :

essentiellement sur concours, à différents niveaux d'études ; admissions parallèles possibles

Informations complémentaires :

www.onisep.fr

www.cedies.lu

Brochure du Cedies : Etudier en France, édition 2007

Les études supérieures courtes : bac + 2 à 3 ans

BTS

Conçu pour entrer directement dans la vie active, le BTS accorde une place importante à la formation professionnelle et aux stages (12 à 16 semaines).

Durée des études : 2 ans

Diplôme obtenu : Brevet de Technicien supérieur

Insertion professionnelle:

chargé de clientèle ; gestionnaire de back office après le BTS comptabilité

Poursuite d'études :

en IUP, en licence professionnelle

Formations :

BTS Banque : propose une formation spécifique à la relation clientèle et à la vente de produits financiers. Deux options sont proposées dès la 1^{ère} année :

Marché des particuliers

Marché des professionnels

Lieux de formation :

Lycées, établissements privés ou en alternance (voir carnet d'adresse), liste non exhaustive :

- Nancy CFA des métiers de la banque et de la finance 03 83 36 80 16
- Metz CFA R Schuman 03 87 76 40 36
- Strasbourg CFA des métiers de la banque et de la finance d'Alsace 03 88 22 77 54

Formations à distance :

BTS Banque Assurances : CNAM-ENASS

<http://www.enass-aea.org/home/>

<http://www.cnam.fr/>

BTS Assurance : associe formation pratique, connaissances en droit, en économie et gestion clientèle.

Lieux de formation :

Liste non exhaustive

- Nancy Lycée G de la Tour 03 83 96 48 98
- Paris 11^e : Ecole supérieure d'Assurances 01 47 00 24 31
- Paris 15^e ICOGES 01 45 58 17 33

Inscriptions :

à vérifier sur le site de chaque institution, prendre contact dès le mois de décembre

DUT

La moitié de la formation est accordée aux matières générales, ce qui favorise la poursuite d'études. Projets tutorés et stages sont cependant nombreux (minimum dix semaines de stages par an).

Durée des études : 2 ans

Diplôme obtenu :

Diplôme Universitaire de Technologie

Insertion professionnelle:

chargé de clientèle ; gestionnaire de back office après le DUT GEA (Gestion des entreprises et administration)

Poursuite d'études :

en licence professionnelle, IUP, école de commerce (via admissions parallèles)

Formations :

DUT gestion des entreprises et des administrations (GEA) :

- Option 1: finance-comptabilité (FC) : comptabilité approfondie et comptabilité des sociétés, système d'information du domaine financier et comptable, gestion juridique et fiscale, gestion financière, contrôle de gestion.
- Option 2 : petites et moyennes organisations



Lieux de formation :

IUT : Institut Universitaire de Technologie
 Liste exhaustive voir Carnet d'adresse ou
www.onisep.fr
 Nancy IUT 03 83 91 31 31
 Metz IUT 03 87 31 51 52

Inscriptions :

à vérifier sur le site de chaque institution ;
 prendre contact dès le mois de décembre

DEUST

Le DEUST permet d'acquérir, dans un domaine précis, les connaissances et les méthodes nécessaires à une entrée immédiate dans la vie active, d'être opérationnel à un bon niveau dès l'obtention du diplôme.

Il donne également aux titulaires du DEUST les connaissances générales qui vont permettre la poursuite ou la reprise d'études supérieures à l'université.

Il comprend des cours, travaux dirigés, conférences, études de cas, d'applications professionnelles, et une période en entreprise d'au moins 2 mois.

Durée des études : 2 ans

Diplôme obtenu :

Diplôme d'Etudes Universitaires Scientifiques et Techniques

Insertion professionnelle:

postes de technico-commerciaux, métiers de la gestion du patrimoine et de l'analyse financière

Poursuite d'études :

licence sciences économiques, licence professionnelle gestion des risques et conseil en financement et placements.

Lieux de formation : université

Formations :

Deux DEUST préparent aux métiers de la banque :
 DEUST commercialisation des produits financiers :
 Objectif : préparer les étudiants à la relation clientèle et à la distribution des produits financiers

Durée des études : 2 ans

Présélection sur dossier après un bac ; deux mois de stage par an.

Lieu de formation :

université de Toulon (option banque et assurance);

DEUST banque organismes financiers et prévoyance :

Objectif :

former des cadres gestionnaires dans les banques ou les sociétés d'assurances

Durée des études :

1 an + stage en entreprise
 Sélection sur dossier et entretien.
 Accès après un bac + 2 ans ou un bac + 1 an de sciences économiques ou droit

Lieu de formation :

Clermont-Ferrand I <http://www.ecogestion.u-clermont1.fr/?id=280>

Inscriptions :

à vérifier sur le site de chaque institution ;
 prendre contact dès le mois de décembre

LICENCE PROFESSIONNELLE

L'originalité de ce diplôme réside dans la mise en place de partenariats entre universités et entreprises pour mieux répondre aux besoins de ces entreprises dans leur recherche de cadres et de techniciens polyvalents.

La licence professionnelle comprend des enseignements théoriques et pratiques, des stages de 12 à 16 semaines en France ou à l'étranger, des projets tutorés, des formations alternées, des appels aux technologies de l'information et de la communication...

Durée des études : 1 an

Diplôme obtenu : Licence professionnelle

Accès :

sur dossier ! La licence professionnelle est ouverte aux titulaires d'une Licence 2 (ex-Deug), Deust, DUT ou BTS.

Objectif :

L'objectif de la licence professionnelle banque est de former des conseillers gestionnaires de clientèle « particuliers » selon la terminologie officielle de la profession, qui soient polyvalents et évolutifs. La polyvalence fait référence à la diversité des opérations traitées qui permettent de répondre à tous les besoins exprimés par le client particulier. Le potentiel évolutif concerne l'aptitude à exercer, à terme, des responsabilités d'encadrement.

Insertion professionnelle :

Dans le secteur de l'assurance, les licences professionnelles offrent des débouchés dans la commercialisation des produits de l'assurance pour particuliers.

Dans le secteur de la banque et de la finance, les licences professionnelles s'orientent selon deux axes :

- Le conseil et la gestion de clientèle
- Les marchés financiers et le back office

Lieux de formation :

université / IUT
 (liste complète, voir www.onisep.fr)

CONSEILLER GESTIONNAIRE DE CLIENTÈLE SUR LE MARCHÉ DES PARTICULIERS

Formation en apprentissage :

15 jours en entreprise, 15 jours en formation

Accès :

bac + 2, présélection sur dossier ; âge minimum : 26 ans + contrat d'apprentissage avec une banque
 Lieux de formation : Orléans, Nice, Dijon etc....

GESTION DES OPÉRATIONS DE MARCHÉS FINANCIERS

Accès :

bac + 2, sélection sur dossier et entretien : 25 places

Lieu de formation :

Lyon 2, IAE Brest, Paris 5 etc....

ASSURANCE, BANQUE, FINANCE :

Bordeaux, Brest, Lille

Options : liste non exhaustive

chargé de clientèle banque assurance : Lille, Dijon, Angers
 assurance : CNAM Paris, Ecole Nationale d'Assurance Lyon
 assurance et gestion de patrimoine : Savoie
 back office, middle office: Paris V
 bancassurance: Brest, Rennes
 banque: Aix-Marseille 2, Toulouse, Orléans
 banque, fiscalité, vente de produits financiers : Lyon II
 management financier et marketing des services : Grenoble II
 etc.





BANQUE, FINANCE, ASSURANCE SPÉCIALITÉ BANQUE :

Aix Marseille 2
Accès L2 généraliste (sciences économiques, AES, droit, langues, sciences, sciences sociales...), BTS, DUT...

ASSURANCE, BANQUE, FINANCE MÉTIERS DE LA GESTION :

Toulon

COMMERCE

Options
Commercialisation de produits et services financiers : Paris V
Commercialisation de produits et services bancaires : Marne la Vallée

CONSEILLER DE CLIENTÈLE EN FINANCE ASSURANCE :

Université Catholique de Lille

COMMERCE CHARGÉ DE CLIENTÈLE PROFESSIONNELLE BANQUE ASSURANCE :

Metz à Yutz

ASSURANCE BANQUE FINANCE SPÉ MARCHÉ DES PARTICULIERS :

Nancy II

FONCTIONS ET MÉTIERS DU TERTIAIRE MENTION BANCASSURANCE OPTION CHARGÉ DE CLIENTÈLES PROFESSIONNELS :

Strasbourg II

LANGAGES CULTURES ET SOCIÉTÉS MENTION ASSURANCE BANQUE FINANCE SPÉ CHARGÉ DE CLIENTÈLE PARTICULIÈRE :

Strasbourg II

Inscriptions :
les dates limites d'inscription sont à vérifier sur le site de chaque université.

Formations à distance :
Licence professionnelle Banque assurances : <http://www.enass-aea.org/home/>

Les études supérieures longues

Banque : pour accéder aux postes de cadres dans le domaine de la banque, un master s'impose. Les diplômés de grandes écoles de commerce, d'IEP et d'IAE sont particulièrement prisés.

Assurances : Les masters pro permettent d'accéder à des postes d'expertise ou d'encadrement.
Deux types de cursus sont proposés : le cursus juridique forme au droit des assurances ; le cursus plus scientifique prépare à l'économie et à la finance appliquée au secteur des assurances, ainsi qu'à l'actuariat.

L'université

Licence LMD
Dans le cadre du LMD, les universités proposent des parcours types aboutissant à des mentions. D'autres parcours associent l'économie avec une autre discipline comme le droit, la gestion, le management, les sciences...

Principales mentions des licences d'économie et de gestion:
- Administration économique et sociale
- Economie et gestion
- Econométrie
- Sciences de gestion
- Ressources humaines

Accès :
La majorité des licences sont accessibles à tous les bacheliers, mais plus particulièrement aux filières scientifiques (B et C).

Certaines licences proposent en 3e année des filières d'excellence avec entrée sélective sur concours « Message » : <http://message.msgfrance.org/fr/>
Il s'agit de licences (L3) avec mentions gestion, sciences de gestion, économie et gestion, techniques comptables et financières.

Inscriptions :
de mi-janvier à début mai via internet et l'université (double inscription requise)

Accès :
Sélection sur concours : date des épreuves vers mi-juin (vérifier sur le site)

39 Universités font partie de cette banque d'épreuve. Certaines délivrent encore la MSG à bac + 4 (maîtrise sciences et gestion) et la MSTCF (maîtrise de sciences et techniques comptables et financières), cf. ci-dessous. Ces diplômes vont disparaître au profit des masters.

Lieux de formation :
filère Banque (liste non exhaustive)

ECONOMIE APPLIQUÉE

Mention analyse économique et financière : Poitiers

ECONOMIE ET GESTION

Mention finance : Cergy-Pontoise
Mention finance et comptabilité : Paris XII Créteil

ECONOMIE, GESTION ET ADMINISTRATION

Mention sciences de gestion : Montpellier I

ECONOMIE, GESTION, COMMUNICATION

Mention monnaie finance : CNED
Mention statistique et informatique appliquées à l'assurance et à la santé : Poitiers à Niort

GESTION

Mention comptabilité finance : Saint Etienne ; Toulouse I ; Valenciennes

MATHÉMATIQUES, INFORMATIQUE ET APPLICATION À L'ÉCONOMIE ET À L'ENTREPRISE (MI2E)

Mention mathématiques : Paris Dauphine

SCIENCES ÉCONOMIQUES

Mention monnaie et finance : Paris II

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION

Mention mathématiques et informatiques appliquées à la finance : Paris XIII Villetaneuse
Mention sciences comptables et financières : Paris V



SCIENTES, TECHNOLOGIE ET SANTÉ

Mention mathématiques et informatiques appliquées à l'économie et à la finance : Paris XIII Villetaneuse

Lieux de formation:

filière Assurance (liste non exhaustive)

LICENCE EN DROIT

Droit et techniques de l'assurance : Poitiers

LICENCE ÉCONOMIE GESTION

LICENCE MASS : MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES ET SCIENCES SOCIALES

LICENCE MATHÉMATIQUES-ÉCONOMIE :

parcours gestion du risque à Strasbourg 1

MASTER PROFESSIONNEL

Durée des études : 1 an

Diplôme obtenu : master professionnel

Le master 2 professionnel (ex-DESS ou Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées) est le plus répandu des diplômes universitaires à vocation professionnelle.

Inscriptions :

sur internet ; vérifier auprès de chaque université

Accès :

la sélection à l'entrée des Master 2 est sévère. L'admission se base en général sur l'étude de votre dossier, assorti d'une lettre de motivation, et sur un entretien avec un jury.

Types de masters :

tous les Master 2 ne sont pas identiques. Ainsi, il existe des Master 2 professionnels « généralistes » permettant d'approfondir des connaissances de base, des Master 2 « spécialisés » qui proposent une spécialisation sur un créneau étroit, et des Master 2 professionnels de « double compétence » qui délivrent un savoir-faire dans un domaine qui n'a plus grand-chose à voir avec le parcours d'études effectué au préalable. Pour autant, tous partagent la même finalité : vous amener à un haut niveau de compétence qui vous rende immédiatement opérationnel en entreprise.

Formation :

l'enseignement consacre une large part aux problématiques inhérentes à l'entreprise : gestion, conduite de projets, assurance qualité... Le corps enseignant se compose de professeurs universitaires et d'intervenants issus du monde professionnel. Le stage, d'une durée de trois à six mois, est choisi en fonction du projet professionnel de l'étudiant.

Lieux de formation : parmi les quelques milliers de Master 2 professionnels proposés par les universités françaises, un certain nombre concerne de près la banque, la finance et l'assurance, parmi lesquels :

- Actuariat (Paris IX, Strasbourg I)
- Assurances (Paris I et II)
- Banque et finance (Paris I)
- Banque et finances européennes(Toulouse I)
- Banque de détail (Nancy II)
- Droit bancaire et financier (Paris II)
- Droit de la responsabilité et des assurances (Paris XII)
- Epargne et placement financiers (Angers)
- Finance (Cergy-Pontoise, Paris I, II, Toulouse I)
- Gestion des instruments financiers (Cergy-Pontoise)
- Gestion des risques et des actifs (Evry Val d'Essonne)
- Informatique et mathématiques appliquées à la finance et l'assurance (Nice)
- Ingénierie d'affaires (Strasbourg I)

- Ingénierie financière (Paris I et XII)
- Management financier (Bordeaux IV), management comptable et financier (Paris XII)
- Marketing bancaire et des services financiers (Toulouse I)
- Métiers bancaires et de la gestion de portefeuille (Paris XII)
- Négociation et ingénierie patrimoniale (CFA des métiers de la banque et de la finance de Nancy)
- Techniques de l'assurance et management du risque (Paris IX)
- Techniques financières et bancaires (Paris II)
- Droit mention conseil et patrimoine spécialité droit de la banque et opérations patrimoniales, spécialité droit et métiers des assurances, spécialité droit et pratique de la fiscalité personnelle et du patrimoine, droit mention droit des affaires spécialité droit et fiscalité de l'entreprise (Aix-Marseille III).
- Droit, économie, gestion mention banque, finance, assurance spécialité ingénierie financière et des marchés (Caen)
- mention sciences économiques spécialité ingénierie de la banque pour les entreprises (Besançon)
- Economie et gestion mention audit, contrôle, finance spécialité management financier européen (Montpellier I)
- mention les métiers de la finance spécialité gestion du patrimoine, spécialité finance d'entreprise et des marchés, spécialité gestion bancaire (Grenoble II)
- Economie, gestion, communication mention économie et gestion des assurances-dommages et santé spécialité assurance (Poitiers)
- Economie, gestion, management mention sciences et métiers de la gestion spécialité gestion du patrimoine et marchés financiers (Clermont-Ferrand I)
- Gestion mention stratégies et finances d'entreprises spécialité ingénierie financière (Aix-Marseille III)

- Sciences de gestion-administration des affaires mention banque spécialité banque-finance (Lille II)
- Sciences du management mention comptabilité, contrôle, audit, finances spécialité finance (Valenciennes)
- mention finances et comptabilité (Lyon III)
- Sciences économiques et de gestion mention économie, finances et affaires internationales spécialité management des risques financiers (Aix-Marseille II)
- Sciences économiques et sociales mention économie, banque et finance internationales spécialité banque, finance et négoce international (Bordeaux IV)
- Sciences et technologies mention mathématiques-informatique spécialité actuariat et ingénierie mathématique en finance et assurance (Le Havre)
- Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion mention finance spécialité gestion des risques (Rennes I).

MASTER RECHERCHE

Formation IUP
(Institut Universitaire Professionnalisé).....

Durée des études : 3 ans

Diplômes obtenus :

- ingénieur maître de niveau bac+4
- master de niveau bac+5

Inscriptions :

s'adresser directement à l'université pour le retrait du dossier d'inscription au concours

Accès :

sélection drastique <http://www.reseaiup-banquefinance.org/>



Tous les IUP ne sont pas passés au LMD ; certains recrutent à bac+1 et d'autres à bac+2. En ce qui concerne les IUP Banque, il existe un réseau réunissant les 10 IUP français. Presque tous recrutent désormais en L3 et délivrent un diplôme par année de formation : licence (L3), Master 1 et Master 2.

Objectif :

préparer à entrer dans la vie active : les effectifs sont réduits afin de coller au plus près aux besoins du marché de l'emploi.

Insertion professionnelle :

La filière banque, finance, assurance forme les cadres des services financiers des grandes entreprises, des entreprises bancaires, des institutions financières et des sociétés d'assurance, des cabinets d'experts comptables, des cadres financiers de PME-PMI en France et à l'étranger.

Elle prépare à tous les métiers liés aux études économiques, aux marchés de capitaux et aux marchés des changes, à la finance d'entreprise (contrôle de gestion, contrôle budgétaire, gestion de trésorerie...), ainsi qu'aux métiers du crédit (responsable clientèle, analyste et gestionnaire de crédit...).

Vous pourrez également devenir un professionnel de la gestion globale du patrimoine pour les entreprises financières, les cabinets juridiques, les sociétés de gestion. Selon l'option, elle peut destiner aux fonctions de responsable de zone export, de logisticien international, de spécialiste en financement des exportations, de conseiller en commerce international...

Lieux de formation :

BANQUE FINANCE ASSURANCE

- Option affaires et finances internationales : Aix Marseille 2
- Option banque et assurance : Angers, Lille 2
- Option banque finance Europe : CFA banque finance à Nantes
- Option finance : Cergy-Pontoise
- Option gestion du patrimoine : Paris Dauphine, Rouen
- Option gestion financière : Paris 1
- Option industries et finances internationales : Paris 13 Villetaneuse
- Option management de la banque et de l'assurance : Paris 13

BANQUE FINANCE ET CONTRÔLE DES RISQUES :

Lyon 2

INGÉNIERIE DES MÉTIERS DE LA BANQUE ET DE LA FINANCE :

CFA de Formasup CESI-CFPB de Lille
www.formasup.fr

MANAGEMENT ET GESTION DES ENTREPRISES

- Grenoble 2 ; La Rochelle, Montpellier 1 ; Paris 2 ; Saint Etienne ;
- Option management des organismes financiers : Clermont-Ferrand 1

SCIENCES DE GESTION

- Option banque bourses : Lyon 3
- Option finances d'entreprise : Lyon 3

MST (MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES)

Durée des études :

2 ans ; 30 heures de cours par semaine, deux ou trois mois de stage en entreprise et un travail de recherche avec présentation écrite et orale.
 Diplôme obtenu : maîtrise de sciences et techniques (bac + 4) ; ce diplôme va disparaître au profit de masters.

Inscriptions :

se renseigner auprès de l'université

Accès :

sélection sévère, sur concours ou dossier: une trentaine d'étudiants par promotion. Les étudiants viennent d'horizons divers : IUT, Deug/Licence 2 de sciences économiques, de mathématiques appliquées aux sciences sociales, de droit

Objectif :

répondre aux besoins des entreprises locales en professionnels de haut niveau.

Lieux de formation :

Les MSTCF (maîtrises des sciences et techniques comptables et financières) intéressent particulièrement les banques et les sociétés d'assurances. Elles attestent en effet d'une formation générale théorique et pratique dans les domaines financiers comptables, du droit et du contrôle de gestion. En outre, l'enseignement délivré en MSTCF est diversifié et ouvert aux techniques nouvelles : finance internationale, comptabilité comparée, systèmes d'information...
 Liste non exhaustive : Aix-Marseille III, Besançon, Clermont-Ferrand I, Dijon, Evry, Le Havre, Lille II, Limoges, Littoral, Lyon III, Nancy II, Orléans, Paris I, V, X, XII, Pau, Reims, Saint-Etienne, Strasbourg III, Valenciennes, Catho de Lille et aussi via le Cnam (www.cnam.fr)

et le Cned (www.cned.fr) .

Autres MST qui touchent de près à la banque, la finance et l'assurance : celles de modèles mathématiques de l'économie et de la finance internationale (Paris XIII) ou de sciences actuarielle et financière (Lyon I).

MAGISTÈRE

Parallèlement aux masters, quelques magistères relèvent directement du secteur bancaire et de la finance :

ACTUARIAT :

Strasbourg 1

BANQUE FINANCE ASSURANCE :

Paris 9 Dauphine

BANQUE FINANCES :

Paris 2

ECONOMIE ET FINANCES INTERNATIONALES :

Bordeaux 4

FINANCE :

Paris 1

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE :

Aix Marseille 2



Les Grandes Ecoles

IAE (INSTITUTS D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES) ET IEP (INSTITUTS D'ÉTUDES POLITIQUES)

Ces deux instituts permettent d'accéder aux postes de cadre bancaire et de préparer les concours de recrutement spécifiques à certaines banques françaises (Banque de France...)

IAE

Le réseau national des IAE regroupe 29 institutions. L'offre de formations des IAE comprend des programmes ouverts en formation initiale, continue, en apprentissage, en ligne. Inscriptions: varie selon l'IAE

Accès : à différents niveaux, de bac à bac + ...

Sélection :

varie selon l'IAE et selon la formation envisagée

Durée :

varie selon la formation envisagée (licences, masters, MAE ex CAAE, MBA, Doctorats) sections

L'offre de formation des IAE comprend des programmes de 1er, 2ème ou 3ème cycle, ouverts en formation initiale ou continue ou encore en apprentissage. Les formations sont soit généralistes (MSG, CAAE, MBA.), soit spécialisées dans un domaine particulier de la gestion des entreprises (marketing, finance, gestion des ressources humaines, comptabilité, affaires internationales, système d'information, achats, contrôle de gestion, ..).

masters pro

- banque et patrimoine : Lyon 3
- finance de marché : Toulouse 1
- gestion bancaire : Grenoble 2
- Master Finance en alternance Paris 1

Site : www.reseau-iae.org/

IEP

Inscriptions:

retrait des dossiers en mai pour l'entrée en 1e année

Accès : à différents niveaux, de bac à bac + 3

Sélection :

varie selon l'IEP : sur concours, examen d'entrée, titre ou dossier

Durée :

formation sur 5 ans en 2 cycles :
Tronc commun : 3 ans
Spécialisation : 2 ans

sections

- relations internationales
- sciences politiques
- sciences de gestion et management
- économie et entreprise
- études européennes...

site : www.sciences-po.fr

Grandes écoles de commerce

En France, elles constituent le terrain de recrutement privilégié des cadres de la banque et de la Bourse. En plus d'une solide formation en économie, la plupart proposent une option finance.

Certaines grandes écoles offrent en dernière année une spécialisation finance permettant des débouchés dans le secteur des assurances : IPAG, EDHEC, ESCP-EAP, IESEG...

L'ENSAE (Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique) propose une spécialité finance et actuariat en dernière année.

Choisir l'école

Pour comprendre objectivement la valeur d'une école, il existe trois niveaux d'évaluation accordés par l'État. Le plus haut niveau est la mention « **diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur** ». Ces diplômes bénéficient de la garantie de l'État. Ils sont délivrés par les écoles au nom de l'État pour une durée de 6 ans. Un diplôme visé donne accès, en France comme à l'étranger, aux 3e cycles universitaires. Il permet aussi d'obtenir des équivalences de diplômes étrangers. Au plan international, ce label de qualité confère à une école la crédibilité nécessaire pour conclure des accords de coopération avec les meilleures universités étrangères.

La reconnaissance par l'État est accordée après le contrôle de la qualité de la pédagogie, de l'administration, de la gestion et des équilibres financiers.

Le **grade de Master** est attribué par l'État (après enquête) aux écoles délivrant un diplôme bac+5. La durée de vie de ce grade de Master varie selon les écoles. Certaines ont obtenu ce grade pour une durée de 6 ans, d'autres pour 1 an et devront repasser pour examen devant la commission.

>>> LES METIERS DE LA FINANCE

La norme ISO 9001 se présente comme une certification destinée aux entreprises. Les écoles qui sont certifiées ISO 9001 ont dû réviser l'ensemble de leurs programmes afin de mettre en place des procédures précises et définitives.

Accréditations ou labels internationaux

Ils apportent des garanties de qualité et permettent aux écoles de se positionner non seulement sur le plan national, mais surtout sur le plan international.

Citons, par exemple, Equis (European quality improvement system), le label américain AACSB ou celui de l'AMBA, label européen accordé aux MBA des grandes écoles de commerce. En France, seul un petit cercle d'écoles bénéficie de cette triple accréditation dont l'ESSEC, Audencia, Edhec, EM Lyon, ESC-EAP, HEC, Grenoble école de management, ESC Toulouse. Quant à Equis, il réunit plus de 80 business schools de réputation internationale, dont 53 situées dans 16 pays européens et 5 sur le pourtour méditerranéen. Equis constitue le label de référence des grandes écoles de management qui sont ainsi distinguées par la qualité de leur enseignement, leur pédagogie, leur innovation, leur recherche, leur relation avec le monde de l'entreprise.

Classement du Financial Times : Référence dans l'univers des classements, le classement du Financial Times a établi pour la seconde fois un " ranking " des 25 meilleurs masters en management.

<http://www.ft.com/businesseducation/mba>

Maîtriser l'anglais

Le volet international d'une formation présente un atout majeur !

Toutes les écoles encouragent la mobilité internationale de leurs étudiants. Certains cours sont même exclusivement dispensés dans une langue étrangère. Dans les INSA, 80 % des cours de 1re année sont dispensés en anglais.



Intégrer une grande école

après le Bac :

Un tiers des étudiants qui entrent en école de commerce vient directement du baccalauréat, majoritairement après une filière économique ou scientifique. L'accès se fait sur concours.

Les banques d'épreuves communes (ou concours communs) permettent de postuler à plusieurs écoles appartenant à un même groupe. Du moins pour les écrits, les épreuves orales restent spécifiques à chaque établissement. Modes de sélection : QCM de logique et numérique, épreuve de synthèse, langues vivantes.

Chaque concours a ses particularités : Sésame regroupe 7 écoles à vocation internationale, reconnues par l'Etat et visées par le ministère de l'Education Nationale : le CESEM Reims (Reims Management School) le CeseMed (Euromed Marseille Ecole de Management), l'EBP International (Bordeaux Ecole de management), l'Ecole de Management de Normandie (ex SUPEUROPE CESEC), l'EPSCI (groupe ESSEC), l'ESCE Paris et Lyon (Laureate International Universities) et l'IFI (Groupe ESC Rouen).

Les épreuves écrites comprennent :

- une analyse et une synthèse de dossier
- un test de logique
- des tests de langues étrangères.

Les épreuves orales sont spécifiques à chaque école. Elles se composent généralement d'une ou de deux épreuves de langues ainsi que d'un entretien de motivation.

Infos supplémentaires :

www.concours-sesame.net

Accès est une banque d'épreuves écrites communes à l'ESDES, l'ESSCA et l'IESEG.

Le concours Pass (ECE Bordeaux et Lyon, ESPEME Lille et Nice, MBA Institut) a introduit une épreuve originale : la revue de presse internationale.

Après une classe préparatoire (accès post prépa)

La banque d'épreuves Ecricome

La banque d'épreuves Ecricome rassemble six écoles de commerce : Bordeaux Ecole de management (programme ESC), l'ESC Rouen, l'ESC Toulouse, Euromed Marseille-Ecole de management (programme ESC), Reims Management School (programme ESC), l'ICN Nancy.

Le montant des droits d'inscription dépend du nombre d'écoles auxquelles vous postulez dans le cadre de la banque d'épreuves Ecricome

Inscription : dès janvier de votre 2e année de classe préparatoire, uniquement via Internet : <http://www.ecricome.org>.

L'ESC Compiègne, l'ESC Wesford Grenoble, l'ESCI Fontainebleau, l'ESCT Toulon, l'ESG Paris, l'ESM-A Marne-la-Vallée et l'ISG Paris ont en commun de recruter leurs étudiants sur concours après une prépa HEC. Attention ! Chaque école conçoit ses propres sujets et applique son propre système de notation.

Après une licence 2, un BTS, un DUT ou une Licence

Un certain nombre d'écoles de commerce recrutent exclusivement des étudiants bac+2 (autres que prépas) pour des cursus de 2 ou 3 ans.

Admissions parallèles en école de commerce

Les classes prépas ne constituent plus l'unique moyen de rejoindre les rangs d'une école de commerce. De bac+2 à bac+4, les opportunités d'intégrer une grande école sont nombreuses. *Attention ! La sélection est rude. Seuls les éléments les plus brillants seront recrutés.*

En principe, les étudiants issus des admissions parallèles n'ont que de « légers » handicaps à côté des candidats recrutés après prépa. En cause : la faiblesse du niveau de culture générale, un manque de méthodologie ou de rigueur. Mais de plus en plus d'écoles proposent des séminaires de pré-rentree pour permettre aux admis de suivre une remise à niveau.

Mastères Spécialisés

Créés en 1986, les mastères spécialisés ne sont pas des diplômes, mais des labels accordés par la Conférence des grandes écoles (CGE) à des formations post-diplôme d'un an organisées par des écoles d'ingénieurs ou de commerce. Les critères d'accréditation sont très stricts.

Un MS doit correspondre à un besoin réel des entreprises, accueillir en priorité des diplômés de niveau bac + 5, comprendre 350 heures d'enseignement théoriques et de travaux pratiques ainsi qu'un travail de recherche d'au moins quatre mois dans le cadre d'une mission en entreprise.

Sélection : sur dossier et entretien, après un bac + 5 de divers type : école de commerce, d'ingénieurs, maîtrise de gestion, Master recherche ou Master professionnel...

Durée des études : 1 an

Lieux de formation :

- Assurance et finance à l'Essec
- Audit et conseil à l'ESCP-EAP
- Audit et révision à l'ESC Toulouse
- Banque et ingénierie financière à l'ESC Toulouse

- Droit des affaires internationales et management à l'Essec
- E-banque à l'Ecole de management de Grenoble et à l'ENST Bretagne
- Finance des marchés, innovation et technologies au Ceram- Sophia Antipolis
- Finance et gestion du patrimoine à l'ESC Lille
- Finance et trésorerie à l'ESCP-EAP
- Finance internationale à HEC
- Gestion du patrimoine à l'ESC Toulouse
- Gestion du patrimoine à l'ESCP-EAP
- Gestion fiscale de l'entreprise à l'ESC Lille
- Informatique appliquée à la décision bancaire et actuarielle à l'ENST Bretagne
- Ingénierie et gestion internationale du patrimoine au Ceram-Sophia Antipolis
- Ingénierie et modèles de la finance à l'ESC Toulouse, à Supaero, à l'Insa Toulouse
- Management de la performance opérationnelle et financière à l'ESCP-EAP
- Management des risques à l'Ecole de management de Bordeaux et à l'IMR Bordeaux
- Management des risques internationaux à HEC
- Management des services financiers à distance à l'ESCP-EAP
- Management des services financiers à distance : banque-assurance à l'ESC Amiens-Picardie
- Management du développement international de l'entreprise à l'ESC Rouen
- Management financier international à l'ESC Rouen
- Management financier international à l'ESC Lille
- Strategic management à HEC
- Stratégie et ingénierie des affaires internationales à l'Essec
- Techniques financières à l'Essec



Etudier au Luxembourg

Ecole de Commerce et de gestion

Durée des études : 2 ans

Diplôme obtenu : BTS

Conditions d'admission :

- diplôme luxembourgeois de technicien, de fin d'études secondaires techniques ou de fin d'études secondaires ;
- diplôme étranger reconnu équivalent
- certificat d'aptitude technique et professionnelle : sur dossier.

Modalités d'inscription :

remplir un dossier de candidature sur le site internet www.ltecg.lu

Formation :

3 options :

- Marketing
- Gestion
- Assistant de direction

Informations complémentaires : www.ltecg.lu

Université du Luxembourg

L'offre de formation comprend, pour l'instant,

- les deux premières années du bachelor académique en sciences économiques
- le bachelor professionnel en gestion
- le Master in Financial Economics
- un certificat de formation complémentaire des candidats réviseurs d'entreprises et experts-comptables
- un programme d'encadrement des doctorats

BACHELOR ACADÉMIQUE EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

Le Bachelor en sciences économiques et de gestion est un Bachelor à caractère académique qui correspond à un parcours de trois années (1er cycle du nouveau cadre européen des études universitaires) visant à l'acquisition des connaissances fondamentales en sciences économiques et de gestion fondé sur un socle méthodologique solide. Cette formation initie également les étudiants à des disciplines proches ou complémentaires : sciences politiques, histoire, droit... afin de les sensibiliser aux différents aspects des questions économiques actuelles.

Durée des études :

3 ans dont seules les deux premières organisées à Luxembourg

Diplôme obtenu :

Bachelor académique

Conditions d'admission :

diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques ou d'un diplôme ou certificat étranger reconnu équivalent par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

Modalités d'inscription :

Remplir le dossier en ligne et retourner la version papier (et les documents demandés) au SEVE en respectant les délais

Poursuite d'études :

Master in "Financial Economics" à l'Université du Luxembourg ou tout autre Master " professionnel " en économie appliquée ou en gestion ; Master " académique " en économie ou gestion, préparant à l'analyse scientifique plus approfondie, Ecoles de commerce... Informations complémentaires : www.uni.lu

BACHELOR PROFESSIONNEL EN SCIENCES DE GESTION

Le Bachelor professionnel en Gestion a vocation à former des cadres moyens capables de s'insérer opérationnellement dans les secteurs clés de l'économie luxembourgeoise : secteur bancaire, assurances, fiduciaires, réviseurs, services de comptabilité ou de contrôle de gestion de grandes entreprises industrielles et commerciales, petites et moyennes entreprises. Le Bachelor professionnel en Gestion intègre et complète l'ancien DUT qui bénéficiait d'une large reconnaissance dans le monde professionnel (conventions collectives du secteur financier au Grand Duché du Luxembourg).

Durée des études :

3 ans. L'Université du Luxembourg offre les 5 semestres de Bachelor (le 6e semestre est le stage).

Diplôme obtenu :

Bachelor professionnel en gestion

Conditions d'admission :

diplôme de fin d'études secondaires générales ou techniques au Luxembourg ou dans un pays de l'Union Européenne ; bonne maîtrise de l'Anglais. Les étudiants en provenance d'un pays hors Union Européenne pourront être amenés à se soumettre à un examen d'admission.

Sélection :

Numerus Clausus ! Admission sur dossier. (150 places)

Modalités d'inscription :

Remplir le dossier en ligne et retourner la version papier (et les documents demandés) au SEVE en respectant les délais

Formation : organisation en semestres avec un stage professionnel au semestre 6 (dernier semestre de la 3e année) ; 3 options en dernière année :

1. Gestion des assurances
2. Gestion des banques
3. Gestion des entreprises.

Possibilité de mobilité avec l'Allemagne, la Belgique et la France ([voir site www.uni.lu](http://www.uni.lu))

Langue d'enseignement :

français, anglais (en 2e et 3e année)

Poursuite d'études :

accès sur dossier en master professionnel
Informations complémentaires : www.uni.lu

MASTER OF SCIENCE IN FINANCIAL ECONOMICS

Le " Master of Science in Financial Economics " comprend des enseignements fondamentaux en sciences économiques et financières, ainsi que des cours de techniques financières. Une période de stage ou de préparation de mémoire de recherche est prévue au cours du quatrième semestre. Cette filière permet aux étudiants les plus motivés de poursuivre des recherches doctorales (Ph.D).

Durée des études : 2 ans

Diplôme obtenu : Master of science

Conditions d'admission :

1^{re} année Bachelor (licence) en sciences économiques, en gestion ou MASS ou d'un diplôme équivalent. La détention de 180 ECTS est nécessaire. Acceptation sur dossier.





2^e année: les candidats doivent être titulaires d'un diplôme en économie financière (240 ECTS).

Sélection : sur dossier

Modalités d'inscription :

remplir le dossier de préinscription en ligne et retourner la version papier (et les documents demandés) au SEVE.

Date limite d'inscription :

début septembre (vérifier sur le site)

Formation :

La première année du Master (M1) (60 ECTS) est composée d'enseignements fondamentaux d'économie financière répartis sur deux semestres. La deuxième année du Master (M2) (60 ECTS) est composée d'enseignements approfondis en économie financière et d'un mémoire ou d'un stage.

Langue d'enseignement : français et anglais

Informations complémentaires : www.uni.lu

MASTER PROFESSIONNEL IN ENTREPRENEURSHIP AND INNOVATION

This master is offered to students with backgrounds in the traditional business disciplines, in other social sciences and in scientific disciplines (biology, physics, engineering for instance).

Subjects: Entrepreneurship and Innovation

Length of studies: 2 semesters

Diploma awarded:

Master in entrepreneurship and innovation

Entry requirements:

- Master's degree or the first year of a Master's degree (240 ECTS).
- Bachelor's degree (180 ECTS) + substantial amount of professional experience (3 years)

Selection:

The number of students selected will be limited to approximately 25.

English is the teaching language, thus an excellent command of it is required (TOEFL, see admission form).

Enrolment:

via de website of the university www.uni.lu

Program:

Because entrepreneurship and innovation are complex and elusive notions, they will be examined in 4 different environments:

1. The startup entrepreneur is the garage or Silicon Valley type of innovator;
2. The corporate entrepreneur vitalizes the large-sized companies;
3. The public entrepreneur is innovative in public institutions such as governmental and international organizations;
4. The social entrepreneur produces new knowledge and behavior in contexts involving non economic incentives.

Conjugated within these four categories are 6 blocks of knowledge:

1. The human entrepreneurship and "technical entrepreneurship" blocks address, within integrated frameworks, the challenges of entrepreneurship and innovativeness.
2. The human entrepreneurship course follows a network approach, while the "technical entrepreneurship" course obeys a competence- and resource-based philosophy. Both blocks end up with a business plan, but reach it from very distinct perspectives, providing two complementary views on "how to make it".
3. The marketing innovation

4. and financing innovation blocks are more functional courses. The two blocks provide the essential notions and intuitions of turning an invention into a market success, by defining one's market objectives and mobilizing a pool of resources to reach these objectives.

5. The fifth block is about personal (often termed, paradoxically enough, soft) skills: presentation, negotiation and legal skills.

6. The sixth block is the project and Master thesis, a synthesis of practical work and knowledge sharing within a mentor company, supported by methodology lectures.

Language of instruction: English

Tuition fees: 3,000 EUR

Further informations: www.uni.lu

MASTER OF SCIENCE IN BANKING AND FINANCE www.lsf.lu

The core objective of the Luxembourg School of Finance is to be an academic leader in the creation and dissemination of an integrated body of knowledge in banking and finance. In order to fulfill this mission, LSF places a high priority on research. A permanent research program in the area of risk and financial markets has been set up end of 2005. Research units are active in the following fields: Financial Institutions, Risk Management, Fund Industry and Quantitative Finance. End of 2006 these units have been integrated into a new research laboratory within LSF: CREFI (Center of Research in Finance)

Subjects: Banking and Finance

Length of studies: 2 years (fulltime)

Diploma awarded:

Master of Science in Banking and Finance

Entry requirements:

a university degree: Bac+4 (240 ECTS), Bachelor (180 ECTS) plus professional experience

Selection:

based on individual assessment and a personal interview

Enrollment:

via de website of the university www.uni.lu

Program:

The MS in Banking and Finance is committed to creating leaders who are creative thinkers and team players. It provides a specialized training into the various professions of the banking and finance areas: the educational philosophy of the MS is to further a conceptualized expertise linked to this particular sector, contrary to the MBA which trains generalists for global management.

Language of instruction: English

Tuition fees: 17,500 euro (including textbooks)

Further informations: www.lsf.lu



CERTIFICAT DE FORMATION COMPLÉMENTAIRE DES CANDIDATS RÉVISEURS D'ENTREPRISES ET EXPERTS- COMPTABLES

Certification obtenue:

certificat de formation complémentaire des candidats réviseurs d'entreprises et certificat d'aptitude des candidats experts-comptables

Conditions d'admission :

1. les candidats réviseurs d'entreprises doivent avoir été admis au stage professionnel du réviseur d'entreprises par le Ministre de la Justice et avoir fait confirmer, par son maître de stage, l'inscription effective au stage.
2. les candidats experts-comptables doivent avoir commencé, auprès d'un expert-comptable dûment établi, le stage professionnel tel que défini à l'article 19 (1) c) alinéa 2 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant ainsi qu'à certaines professions libérales, et l'avoir fait confirmer par le maître de stage.

Sélection : sur dossier

Modalités d'inscription :

remplir le dossier de préinscription en ligne et retourner la version papier (et les documents demandés) au SEVE.

Date limite d'inscription :

début septembre ; voir site internet www.uni.lu

Organisation:

La session des épreuves d'examen a lieu fin avril et au courant du mois de mai. Les épreuves d'ajournement se tiennent au mois de juin de l'année académique en cours. Un candidat ne peut se présenter à la session d'ajournement que s'il a échoué à la session ordinaire de la même année académique ou pour une raison médicale valablement notifiée. Dans toute autre situation, les candidats ne sont admis à s'inscrire qu'à la

session ordinaire. L'épreuve se compose de neuf examens pour la formation complémentaire des candidats réviseurs d'entreprises et de cinq examens pour le test d'aptitude des candidats experts-comptables.

Langue de l'épreuve: français

Informations complémentaires : www.uni.lu

CHAMBRE DES EMPLOYÉS PRIVÉS

Intitulé des programmes :

1. Administration des affaires
2. Gestion des Ressources Humaines & Organisations

Programmes offerts à Luxembourg par :

- I.A.E. Nancy (Institut d'Administration des Entreprises) CEP•L / LLLC
- Chambre des Employés Privés, Luxembourg
- Luxembourg Lifelong Learning Center
- Université de Nancy2

Durée des études : 2 ans

Diplôme obtenu :

1. Master en Administration des affaires
2. Master en Gestion des Ressources Humaines & Organisations

Conditions d'admission :

bac + 4 ans dans quelque domaine que ce soit + expérience professionnelle souhaitée. Seul le Master 2 est organisé.

Sélection :

sur dossier et concours d'entrée écrit + entretien de motivation

Modalités d'inscription :

formulaire de préinscription sur le site www.lllc.lu

Date limite d'inscription : (vérifier sur le site)

Formation :

cours en soirée ou le samedi

1. La formation est axée sur les questions et les méthodes de management utilisées par les cadres supérieurs des entreprises. Elle permet aux adultes qui n'ont pas de compétence pointue dans le domaine de la gestion d'en acquérir les outils indispensables.
2. L'objectif principal de la formation est de doter ceux et celles qui orientent leur carrière dans le domaine des Ressources Humaines, des connaissances les plus récentes en matière de Gestion des Ressources Humaines (GRH), en intégrant à la fois la théorie et la pratique. Il s'agit d'une année de spécialisation qui découle de l'actuel DESS DGRH de l'IAE. Le parcours présenté à Luxembourg concerne la Direction Stratégique des Ressources Humaines : il forme des futurs cadres, managers de la fonction RH, aptes à comprendre, anticiper et agir sur les mutations en cours en prenant part au pilotage global des organisations des secteurs public et privé. Les débouchés s'orientent vers des fonctions de management, de direction des ressources humaines, d'adjoint et d'assistant à la fonction RH dans des organisations de toute taille.

Langue d'enseignement : français

Informations complémentaires : www.lllc.lu

OPEN UNIVERSITY LUXEMBOURG

www.open.ac.uk

1. Subject:

Business Studies with Economics

Length of studies:

Full-time: 3 years (= 120 CATS points/year = 60 ECTS/year) - This is unusual
Half-time: 6 years (= 60 CATS points/year = 30 ECTS/year) - This is the most common
Or longer (no time limit) if breaks are taken between courses which is permitted - Happens quite frequently
Or shorter if student does more than 60 CATS points/year (= 30 ECTS/year)

Diploma awarded:

BA (Honours) Business Studies with Economics

Entry requirements: None

Selection: None

Enrollment:

Dependent on course: February, May, September, October, November

Program:

Upon completion of this degree the graduate will have a general understanding of business organisations, their key elements, wider considerations such as environments, markets and processes, and how all these work together. They will be able to analyse how businesses develop strategies, handle risk and take decisions, and will have an insight into essential business functions such as marketing, accounting and finance. In choosing to study economics as an area of special interest, the graduate will have a good basic knowledge of economic theory together with an understanding of economic issues and will be able to engage in economic debate and to assess different kinds of evidence and their usefulness in relation to economic theories.



Language of instruction: English

Tuition fees:

Depends on which courses are chosen but it will be circa 9,000 GBP (circa 13,500 euros)

Further information:

Luxembourg Co-ordinator, The Open University, 13 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg. Tel: 44 40 91 801 Email: Luxembourg@open.ac.uk. Website: www.open.ac.uk UK Regional office in the North: 0044 191 284 1280

2. Subject: _____

Economics and Mathematical Studies

Length of studies:

Full-time: 3 years (= 120 CATS points/year = 60 ECTS/year) - This is unusual
Half-time: 6 years (= 60 CATS points/year = 30 ECTS/year) - This is the most common
Or longer (no time limit) if breaks are taken between courses which is permitted - Happens quite frequently
Or shorter if student does more than 60 CATS points/year (= 30 ECTS/year)

Diploma awarded:

BA (Honours) Business Studies with Economics

Entry requirements: None

Selection: None

Enrollment:

Dependent on course: February, May, September, October, November

Program:

Upon completion of this degree the graduate will have a good grounding in a broad range of mathematical, statistical and computational skills and a good basic knowledge of economic theory together with an understanding of economic issues and will be able to engage in economic debate and to assess different kinds of evidence and their usefulness in relation to economic theories.

Language of instruction: English

Tuition fees:

Depends on which courses are chosen but it will be circa 9,000 GBP (circa 13,500 euros)

Further information:

Luxembourg Co-ordinator, The Open University, 13 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg. Tel: 44 40 91 801 Email: Luxembourg@open.ac.uk. Website: www.open.ac.uk UK Regional office in the North: 0044 191 284 1280

3. Subject: _____

Politics, Philosophy and Economics

Length of studies:

Full-time: 3 years (= 120 CATS points/year = 60 ECTS/year) - This is unusual
Half-time: 6 years (= 60 CATS points/year = 30 ECTS/year) - This is the most common
Or longer (no time limit) if breaks are taken between courses which is permitted - Happens quite frequently
Or shorter if student does more than 60 CATS points/year (= 30 ECTS/year)

Diploma awarded:

BA (Honours) Politics, Philosophy and Economics

Entry requirements: None

Selection: None

Enrollment:

Dependent on course: February, May, September, October, November

Program:

Upon completion of this degree the graduate will have developed a set of quantitative and conceptual skills which enable them to understand and analyse complex information. They will also have a good basic knowledge of economic theory together with an understanding of economic issues and will be able to engage in economic debate and to assess different kinds of evidence and their usefulness in relation to economic theories.

Language of instruction: English

Tuition fees:

Depends on which courses are chosen but it will be circa 9,000 GBP (circa 13,500 euros)

Further information:

Luxembourg Co-ordinator, The Open University, 13 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg. Tel: 44 40 91 801 Email: Luxembourg@open.ac.uk. Website: www.open.ac.uk UK Regional office in the North: 0044 191 284 1280

4. Subject: _____

Social Sciences with Economics

Length of studies:

Full-time: 3 years (= 120 CATS points/year = 60 ECTS/year) - This is unusual
Half-time: 6 years (= 60 CATS points/year = 30 ECTS/year) - This is the most common
Or longer (no time limit) if breaks are taken between courses which is permitted - Happens quite frequently
Or shorter if student does more than 60 CATS points/year (= 30 ECTS/year)

Diploma awarded:

BA/BSc (Honours) Social Sciences with Economics

Entry requirements: None

Selection: None

Enrollment:

Dependent on course: February, May, September, October, November

Program:

Upon completion of this degree the graduate will have knowledge and understanding of society and the ability to analyse key social science concepts by means of both theories and evidence. They will also have a good basic knowledge of economic theory together with an understanding

of economic issues and will be able to engage in economic debate and to assess different kinds of evidence and their usefulness in relation to economic theories.

Language of instruction: English

Tuition fees:

Depends on which courses are chosen but it will be circa 9,000 GBP (circa 13,500 euros)

Further information:

Luxembourg Co-ordinator, The Open University, 13 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg. Tel: 44 40 91 801 Email: Luxembourg@open.ac.uk. Website: www.open.ac.uk UK Regional office in the North: 0044 191 284 1280

SACRED HEART UNIVERSITY

www.shu.lu

The MBA program consists of three prerequisite courses, twelve required courses and five elective courses. The entire program is based on a common core of courses that examines all the functions within a business enterprise and the external environment within which it operates. Beyond this core curriculum, the students may choose to study in either the concentration of Accounting, Finance or Management.

Subject: business

Length of studies: two years

Diploma awarded:

Master of Business Administration

Entry requirements:

Bachelor's degree or the equivalent of a US four-year university degree in any academic discipline from an accredited college or university + GMAT (see internet)





Selection:

based on individual assessment and a personal interview

Enrollment:

Students may apply for admission to any of the sessions held throughout the academic year. Sessions typically begin every six weeks starting in early September and ending in mid-July. There are approximately nine sessions in one academic year. Applications should ideally be submitted at least four weeks before the session start date to allow for processing.

Program: a short description

Language of instruction: English

Tuition fees: 23.415 Euros

Further informations: www.shu.lu



La formation continue L'IFBL

Life Long Learning – slogan ou réalité?

Le diplôme est dans la poche, la vie est belle ! Finies, les heures, parfois longues, passées en classe, les soirées dédiées aux études plutôt qu'au chat sur ordinateur ? Hélas – ou doit-on dire heureusement - au moins si vous intégrez le monde des banques et des finances, cela n'est pas tout à fait vrai.

Tout d'abord, la convention collective des banques prévoit que tout nouveau recruté sans expérience préalable passe par une « formation d'insertion ». Concrètement, cela signifie que les jeunes embauchés ont la chance de suivre d'abord pendant cinq jours des formations qui leur donnent, dès le départ, une vue d'ensemble de la place financière, de ses produits et services ainsi que de son environnement prudentiel, juridique et réglementaire. Grâce à cette « culture financière générale », les nouveaux embauchés auront plus de facilité à s'orienter dans un monde qui peut paraître très complexe au départ. Après le « socle insertion », chaque personne en période d'insertion sélectionnera ensuite, généralement après concertation avec son responsable, les cours ou parcours qu'elle jugera utiles pour sa future carrière, et cela, en fonction de son occupation dans la banque, de ses qualifications et de ses disponibilités.

Ensuite, et dans le même ordre d'idées, des parcours de formation cohérents, composés de modules individuels, ont été mis en place afin d'accompagner les employés tout au long de leur évolution professionnelle. Ces parcours sont axés soit sur des sujets spécifiques du monde financier:

- Parcours Culture financière
- Parcours Back-Office Titres
- Parcours Crédits
- Parcours Comptabilité bancaire
- Parcours Comptes et moyens de paiement
- Parcours Fiscalité
- Parcours Marchés et Finance
- Parcours Change, taux et titres
- Parcours produits dérivés et structurés
- Parcours Successions

soit sur des métiers particuliers :

- Les métiers dans les agences
- Les métiers liés au Private Banking
- Les métiers liés aux Organismes de Placement Collectif

D'autre part, il existe de moins en moins de personnes qui restent attachées à un poste de travail bien particulier et y restent pour le restant de sa carrière professionnelle. Flexibilité et mobilité sont donc les mots d'ordre. Il faut de plus en plus être capable d'évoluer au sein d'une entreprise, et souvent, pour les grands groupes, d'évoluer dans un environnement international. Ici encore, la formation peut servir de clé, qui ouvre bien des portes. L'IFBL offre, en collaboration avec des associations professionnelles luxembourgeoises et internationales, des qualifications professionnelles qui préparent à des diplômes reconnus soit au niveau sectoriel, soit même au niveau international.

Pourquoi se priver de ces chances ?

IFBL
 7, rue Alcide de Gasperi
 L-1615 Luxembourg
 Tél. : 00 352 46 50 16
www.ifbl.lu

Les emplois formation
 Une formule originale, qui s'adresse aux détenteurs d'un bac technique ou classique :

L'EMPLOI-FORMATION

Depuis de nombreuses années, le secteur bancaire offre une formule d'apprentissage originale et efficace aux jeunes qui viennent de décrocher leur diplôme de fin d'études secondaires.

L'Emploi-Formation, qui peut être comparée au modèle allemand de la « Banklehre », est une formation à la fois théorique et pratique. L'apprenant, qui a conclu un contrat d'emploi à durée déterminée avec une banque de la place, travaille pendant 65 % du temps dans la banque. Au cours de ses deux années d'apprentissage, il effectuera des stages pratiques dans trois à cinq départements différents de la banque, ce qui lui permettra d'avoir une vue plus complète des activités de la banque. D'autre part et de manière complémentaire, sa formation pratique sera assurée par l'IFBL par des journées de formation dédiées à des matières bancaires telles que par exemple les crédits, le change, les titres ou encore la comptabilité bancaire.

Ce cycle est offert uniquement en langue allemande.
 Plus d'informations sur :
<http://www.ifbl.lu/offre/qualifications/emfo/emfo.php>





Studieren in Österreich

www.wegweiser.ac.at
www.oead.ac.at/_oesterreich/moeglichkeiten/index.html

Studien an Wissenschaftsuniversitäten

Studienbereiche :

Wirtschaftswissenschaften, Volkswirtschaft, Internationale Wirtschaftswissenschaften, Internationale Betriebswirtschaft, Betriebswirtschaft, Angewandte Betriebswirtschaft

Regelstudienzeit:

8 bis 10 Semester, bei Abschluss Bachelor 6 Semester.

Studienabschlüsse :

an Universitäten und Fachhochschulen: Bakkalaureat, Magister, Diplom, Bachelor, Master

Zulassungsbedingungen :

Matura oder gleichwertiges Dokument

Zulassungsbeschränkungen :

keine

Einschreibebedingungen:

Antrag stellen bei der Universität oder Fachhochschule bis zum 1. September für das Wintersemester und 1. Februar für das Sommersemester

Studienanstalten: www.wegweiser.ac.at

Wirtschaftswissenschaften:

WU Wien, Uni Linz:

- Volkswirtschaft: Uni Wien, Uni Graz, Uni Innsbruck
- Internationale Wirtschaftswissenschaften : Uni Innsbruck

- Internationale Betriebswirtschaft: Uni Wien, WU Wien, Uni Linz
- Betriebswirtschaft: Uni Wien, Uni Graz, Uni Innsbruck WU Wien, Uni Linz
- Angewandte Betriebswirtschaft: Uni Klagenfurt : <http://www.uni-klu.ac.at/>

Studienbezeichnung :

WIRTSCHAFTSWISSENSCHAFTEN AN DER UNI LINZ

Das Studium der Wirtschaftswissenschaften gliedert sich in zwei Studienabschnitte; der erste dauert drei, der zweite fünf Semester.

Im ersten Studienabschnitt sind 47 Semesterstunden (im folgenden kurz als Stunden bezeichnet), im zweiten Studienabschnitt 64 Semesterstunden aus den Pflichtfächern zu absolvieren. Die freien Wahlfächer sind im Ausmaß von 12 Semesterstunden unabhängig von Studienabschnitten zu absolvieren. Das gesamte Studium einschließlich der freien Wahlfächer umfasst daher 123 Semesterstunden. Die Studierende hat im zweiten Studienabschnitt die Möglichkeit, Studienschwerpunkte zu setzen und Betriebswirtschaftslehre, Internationale Betriebswirtschaftslehre, Volkswirtschaftslehre oder E-Business Management zu wählen. Sind ihre gewählten Lehrveranstaltungen keinem dieser Studienschwerpunkte zuzuordnen, so wird sie als Absolventin der Studienrichtung Wirtschaftswissenschaften ausgewiesen.

Qualifikationsprofil

Generelles Ziel dieses Studiums ist es, Absolventen und Absolventinnen für eine Berufsausübung in fachlichen, sozialen, interkulturellen, kritisch-innovativen und moralischen Kompetenzbereichen zu qualifizieren. Die Berufsziele sind auf einen Einsatz in privatwirtschaftlichen Institutionen (Unternehmen), aber auch auf solche im Bereich der Gesamtwirtschaft, der Gemeinwirtschaft

sowie des politischen Systems gerichtet. Im Vordergrund steht eine Qualifikation zum Generalisten, nicht im Sinne einer Oberflächlichkeit, sondern eines Verstehens der wesentlichen Zusammenhänge und der Einarbeitungsfähigkeit in die detailreiche Besonderheit von Spezialproblemen. Ein Universitätsstudium soll der wissenschaftlichen Berufsvorbildung, nicht der Berufsausbildung dienen.

VOLKSWIRTSCHAFT AN DER UNI GRAZ

Berufsbilder & Aussichten

Die im volkswirtschaftlichen Studium vermittelten Kenntnisse, Fähigkeiten und Kompetenzen verstehen sich nicht als Vorbereitung auf ein scharf konturiertes Berufsbild. Vielmehr besteht der Vorzug eines volkswirtschaftlichen Studienabschlusses gerade darin, Berufschancen zu eröffnen, die auf den ersten Blick mit einer ökonomischen Vorbildung wenig oder gar nichts zu tun zu haben scheinen. Es ist auffallend, dass AbsolventInnen der Studienrichtung Volkswirtschaft Beschäftigungsmöglichkeiten vorgefunden haben nicht nur in „angestammten Bereichen“ wie universitären oder außeruniversitären Forschungsinstitutionen, sondern beispielsweise auch als selbstständige Web-Unternehmer, als Parlamentarier, als Führungskräfte in internationalen Organisationen, Sozialversicherungsträgern sowie im Banken- und Versicherungswesen. AbsolventInnen der Studienrichtung Volkswirtschaft sind in Industrieunternehmen und Regulierungsbehörden, in der Politikberatung (Umwelt, Verkehrsplanung) und in der öffentlichen Verwaltung, in Interessensvertretungen sowie im Journalismus tätig.

INTERNATIONALE WIRTSCHAFTSWISSENSCHAFTEN AN DER UNI INNSBRUCK

Das Studium der Internationalen Wirtschaftswissenschaften dient der wissenschaftlichen Berufsvorbildung in den Sozial- und Wirtschaftswissenschaften. Die Absolventen und Absolventinnen dieses Studiums sollen in der Lage sein, einschlägige Problemstellungen wissenschaftlich und praxisorientiert in den in Frage kommenden Berufssparten zu bearbeiten. Hierdurch werden die Absolventen und Absolventen und Absolventinnen zu akademisch ausgebildeten Fachleuten auf dem Gebiet der Internationalen Wirtschaftswissenschaften und zu kompetenten Ansprechpartnern für zentrale und aktuelle Belange dieses Faches.

INTERNATIONALE BETRIEBSWIRTSCHAFT

Ziel des Studiums der Internationalen Betriebswirtschaft ist es, sowohl fachliche Kenntnisse als auch Managementfähigkeiten zu vermitteln. Es werden sowohl theoretische Konzepte und analytische Methode als auch praxisrelevante Ausbildungsinhalte vermittelt. Neben der betriebswirtschaftlichen Ausbildung stellt die sprachliche Ausbildung (insbesondere Englisch) einen Schwerpunkt der Internationalen Betriebswirtschaftslehre dar. Das Diplomstudium Internationale Betriebswirtschaft an der Universität Wien gliedert sich in drei Studienabschnitte. Der Aufbau des Studiums ist grundsätzlich ein modularer, es besteht ein vielfältiges Angebot an Modulen in den verschiedenen Pflicht- und Wahlfächern. Die dadurch gegebenen Wahlmöglichkeiten dienen der Setzung individueller Schwerpunkte innerhalb der verschiedenen Teilbereiche des Studiums. Im Sinne einer Spezialisierung werden außerdem im dritten Studienabschnitt sog. Kernfachkombinationen angeboten, in denen



fünf Module zu einem fachlichen Schwerpunkt zusammengestellt sind. Dabei sind Module aus dem Fachbereich der Betriebswirtschaftslehre mit Modulen aus anderen Fachbereichen kombiniert. Da die Sprachausbildung (vor allem Englisch) einen zentralen Bestandteil des Studiums bildet, ist etwa ein Viertel des Studiums in englischer Sprache zu absolvieren, im dritten Studienabschnitt ist zusätzlich zum Englischen eine zweite Wirtschaftssprache zu wählen. Im dritten Abschnitt kann im Rahmen des Wahlfaches zwischen den angebotenen Modulen, einer dritten Fremdsprache und einer Auslandspraxis gewählt werden.

BETRIEBSWIRTSCHAFT AN DER UNI WIEN

Das Studium Betriebswirtschaft sieht eine allgemeine, anwendungsorientierte betriebswirtschaftliche Ausbildung vor. Der Schwerpunkt der Ausbildung liegt außer in einer fundierten Fachausbildung in den Kernbereichen der Betriebswirtschaftslehre (z.B. Rechnungswesen, Unternehmensführung sowie Finanz-, Produktions- und Absatzwirtschaft) in einer intensiven Auseinandersetzung mit methodischen Fächern.

Das Bakkalaureatsstudium Betriebswirtschaft an der Universität Wien umfasst sechs Semester. Der Aufbau des Studiums ist grundsätzlich ein modularer, es besteht also ein vielfältiges Angebot an Modulen in den verschiedenen Fächern der Betriebswirtschaft. Die dadurch gegebenen Wahlmöglichkeiten dienen der Aneignung eines persönlichen Ausbildungsprofils. Im Sinne einer Spezialisierung kann im Bakkalaureatsstudium außerdem im Rahmen des Vertiefungsfaches zwischen den Bereichen ‚Management‘, ‚Wirtschaftsrecht‘ und ‚E-Economy‘ gewählt werden. Auch im Rahmen der Freien Wahlfächer kann eine Ergänzung und Vertiefung des Studiums erfolgen.

ANGEWANDTE BETRIEBSWIRTSCHAFT AN DER UNI KLAGENFURT

<http://www.uni-klu.ac.at/>
<http://www.das-ranking.de/>

Für das ABW-Studium gibt es keine formalen Voraussetzungen, die über die allgemein gültigen Anforderungen für das Studium an einer Universität hinausgehen.

Das Uni-Ranking der deutschen Zeitung „Die Zeit“ zeigt, Angewandte Betriebswirtschaft an der Alpen-Adria Universität Klagenfurt gehört zu den Top Ten von ca. 100 Universitäten im deutschsprachigen Raum.

Ziel des Studiums der Angewandten Betriebswirtschaft ist die Ausbildung zum flexiblen Generalisten bzw. zur flexiblen Generalistin im Managementbereich, was vor allem durch die breite Grundausbildung und durch die Möglichkeit der Spezialisierung erreicht wird.

Das Studium soll darüber hinaus gleichermaßen der Vermittlung wissenschaftlicher Erkenntnis auf der Grundlage forschungsgeleiteter Lehre dienen. Ein Schwerpunktbereich liegt in der Praxisrelevanz der angebotenen theoretischen Modellen für die Lösung der Managementprobleme allgemein und insbesondere für jene von Klein- und Mittelunternehmen in einem globalen Wettbewerb.

Studien an Fachhochschulen

Studienbereich : Wirtschaft

Regelstudienzeit: 6 bis 9 Semester

Studienabschlüsse: Bachelor, Master,

Zulassungsbedingungen:

Matura oder gleichwertiges Diplom

Zulassungsbeschränkungen: Siehe Internet

Praktikum: Siehe Internet

Einschreibebedingungen: Siehe Internet

Studienanstalten: im Bereich Wirtschaft, www.wegweiser.ac.at

Besonders:

- Bank- und Finanzwirtschaft: FH Wien
- Finanz-, Rechnungs- & Steuerwesen FH Wien
- Rechnungswesen und Controlling: FH der Wirtschaft, Graz

WIRTSCHAFT

Studiengangname:

Bachelor-Studium für Betriebswirtschaft (Vollzeit und berufsbegleitend)

Bank- und Finanzwirtschaft

Betriebswirtschaft & Informationsmanagement
 Design & Produktmanagement - Schwerpunkt Möbelbau

e-business - eBIZ

Europäische Wirtschaft und

Unternehmensführung

Exportorientiertes Management

Finanz-, Rechnungs- & Steuerwesen

Gesundheitsmanagement

Global Sales Management - GSM

Immobilienwirtschaft

International Business Management

International Marketing & Management

Internationale Wirtschaft & Management (Bachelor- Studiengang)
 Internationale Wirtschaftsbeziehungen
 Internationales Logistikmanagement - ILM
 Internationales Weinmanagement
 Kommunikationswirtschaft
 Logistik und Transportmanagement
 Management & IT
 Management & Recht - Management & Law
 Management internationaler Geschäftsprozesse
 Marketing & Sales
 Medienmanagement
 Produktmarketing und Innovationsmanagement
 Produktmarketing und Projektmanagement
 Public Management
 Rechnungswesen und Controlling
 Sport-, Kultur- & Veranstaltungsmanagement
 Tourismusmanagement und Freizeitwirtschaft
 Unternehmensführung
 Unternehmensführung & E-Business
 Management
 Unternehmensführung/Management
 Verwaltungsmanagement
 Wirtschaft & Management for Professionals
 Wirtschaftsberatung
 Wissensmanagement

Studienbezeichnungen :

Bank- und Finanzwirtschaft, Wien FH

<http://www.fh-vie.ac.at>

Studienabschlüsse : Bachelor, Master

Bewerbungsfrist: 15 Juni

Aufnahmeverfahren:

- Erfüllung der Zugangsvoraussetzungen
- Schriftlicher Bewerbung
- Einem Aufnahmegespräch
- Bestehen eines Multiple-Choice-Tests aus wirtschaftlichen Fragen (Bank-, Finanz- & Versicherungswirtschaft) und Englisch.



Studienziel: Der Fachhochschul-Studiengang "Bank- und Finanzwirtschaft" verbindet wissenschaftlich und methodisch gesichertes Grundlagenwissen des Bank- und Finanzwesens mit der Vermittlung von fachrelevanter Handlungskompetenz.

Bachelorstudiengang: Die AbsolventInnen werden dazu befähigt, qualifizierte Fachaufgaben und - in geringerem Maße - auch Führungsaufgaben in der Bank- und Finanzwirtschaft zu übernehmen. Der Studiengang vermittelt fundiertes Wissen über die Bank- und Finanzwirtschaft im In- und Ausland, verbunden mit berufspraktischen Ausbildungselementen. Das Qualifikationsprofil umfasst die Fachgebiete Bankwirtschaft, Bankbetriebslehre, Versicherungswirtschaft, Finanzmarktlehre, Finanzwirtschaft und Corporate Finance, Volkswirtschaftslehre und allgemeine Betriebswirtschaftslehre (inkl. Rechnungswesen), Rechtslehre, Informationstechnik, Englisch (Fremdsprache und 2. Unterrichtssprache) und Persönlichkeitsentwicklung.

Masterstudiengang: Die AbsolventInnen erhalten vertiefte Fähigkeiten sowie eine erhöhte Führungskompetenz in der Bank- und Finanzwirtschaft. Die Vertiefung erfolgt in den Fächern Bankwirtschaft, Versicherungswirtschaft, Finanzmarktlehre, Portfoliomanagement, Treasury, Risikomanagement, Corporate Finance, Internationale Rechnungslegung, Volkswirtschaftslehre und Allgemeine Betriebswirtschaftslehre, Rechtslehre. Für die Erhöhung der Führungskompetenz erfolgt eine ergänzende Ausbildung in Unternehmensführung, Vertriebsmanagement und Persönlichkeitsentwicklung. Das erhöhte Anspruchsniveau des Magisterstudienganges wird auch durch didaktische Akzente gestützt (mehr Fallbeispiele, Literaturarbeit und Diskussionen).

FINANZ-, RECHNUNGS- & STEUERWESEN : WIEN FH www.fh-wien.ac.at/first

Studienabschlüsse: Bachelor, Master

Bewerbungsfrist: 15 Juni

Aufnahmeverfahren:

Registrierung:

online
 EDV-Test + Aufnahmegespräch

Der Studiengang Finanz-, Rechnungs- & Steuerwesens bietet eine Ausbildung auf höchstem fachlichen Niveau, die es den Absolventen und Absolventinnen erlaubt, die komplexen Problemstellungen des Berufsfeldes zu bewältigen. Einsatzgebiete für Absolventen und Absolventinnen bestehen in internationalen Konzernen, in österreichischen Großunternehmen oder bei mittelständischen Betrieben sowie bei Steuerberatungs- und Wirtschaftsprüfungsgesellschaften. Die Wirtschaft schätzt vor allem die einzigartige Kombination aus solidem fachlichem Know-how und persönlicher Kompetenz.

Berufsfelder:

Controlling: Operatives und strategisches Controlling, Budgetierung, Unternehmensplanung

Finanzwesen: Unternehmensfinanzierung, Emissionen, Treasury, Cash-Management, Investitionsmanagement

Kapitalmärkte: Börsehandel, Wertpapiermanagement, Risk-Management, Financial Engineering

Rechnungswesen: Buchhaltung und Bilanzierung, Kostenrechnung, internationales Rechnungswesen (US-GAAP, IAS/IFRS), Investor Relations

Treuhandwesen: Wirtschaftsprüfung, Steuerberatung, Revision

Unternehmensberatung: Prozessmanagement, Kostenmanagement, Unternehmensbewertung, Strategieberatung

RECHNUNGSWESEN UND CONTROLLING: FH DER WIRTSCHAFT, GRAZ

<http://www.campus02.at/>

Studienabschluss: Bachelor of Arts in Business

Aufnahme:

Auswahlverfahren mit schriftlichen Leistungs- und Persönlichkeitstests + persönlichen Bewerbungsgespräch vor einer Kommission. Aufnahmegespräch im März.

Bewerbungsfrist:

Siehe Internet. Die Bewältigung der vielfältigen Anforderungen und Aufgaben des komplexen Berufsfeldes für Führungskräfte im Bereich Rechnungswesen und Controlling erfordert: Fachliche Kern- und Ergänzungskompetenzen, analytisch-konzeptionelle sowie soziale und fremdsprachliche Kompetenzen

Der Studienplan setzt sich aus den zwei Bereichen Fach- und fachübergreifende Kompetenzen zusammen:

Fachkompetenzen

- Betriebswirtschaftslehre
- Wirtschaftsrecht
- Rechnungswesen und Steuern bzw. Rechnungs- und Treuhandwesen
- Controlling und Corporate Finance

Fachübergreifende Kompetenzen

- Transferkompetenz
- Persönlichkeitsentwicklung
- Sprachen (Fremdsprache Englisch)
- Methoden

Die Absolvierung eines **Berufspraktikums** erfolgt im 6. Semester.

Etudier en Suisse

Les Hautes Ecoles Spécialisées –HES–

Les hautes écoles spécialisées (HES) dispensent un enseignement de niveau universitaire axé sur la pratique dans les domaines de la technique, de l'administration, de l'agronomie, des arts appliqués, de la santé, du social et de l'éducation.

Durée des études :

6 semestres/3 ans (4 ans en cours d'emploi)

Diplôme obtenus :

Bachelor d'économiste d'entreprise HES

Lieux de formation :

Berner Fachhochschule BFH; Fachhochschule Nordwestschweiz FHNW; Fachhochschule Ostschweiz FHO; Fachhochschule Zentralschweiz FHZ;

Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale HES-SO ; Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana SUPSI ; Zürcher Fachhochschule ZFH

Accès:

Chaque Haute Ecole renseigne sur les dates et sur les niveaux d'exigences des examens d'admission ainsi que sur les modalités de prise en compte de la pratique professionnelle. Une année de pratique professionnelle peut être exigée. Inscriptions : les délais varient d'une Haute Ecole à l'autre ; en principe avant le 15 mars

Demandes d'équivalences de diplômes étrangers : kontaktstelle@bbt.admin.ch

Insertion professionnelle :

Les économistes d'entreprises HES sont très prisés par les employeurs qui apprécient leur large savoir-faire et leur approche très pragmatique des problèmes. Adaptées aux évolutions du marché, les études d'économiste d'entreprise HES permettent d'envisager de multiples perspectives professionnelles dans les fonctions de cadre

d'entreprise privée ou publique. L'éventail des professions et des domaines d'activités qui s'ouvre à l'économiste d'entreprise HES est très large et varié. En voici quelques exemples :

Finance : responsable financier, contrôleur de gestion, réviseur, analyste financier ;
Marketing/vente : chef de produit, chef de projet, spécialiste d'études de marché, chef de vente, responsable export ;
Communication : chef de pub, media-planner ;
Ressources humaines : responsable des ressources humaines ;
Administration publique : chef de service, administrateur, économiste réviseur, fiscaliste ;
Organisation : consultant, chef de projet.

Informations complémentaires :

<http://www.kfh.ch/>

Exemple de formation :

Economiste d'entreprise/Betriebsökonomie Généralistes et polyvalentes, les études d'économiste d'entreprise HES privilégient une approche très pratique permettant un meilleur transfert des connaissances vers la vie active. Durant ses études, l'économiste d'entreprise HES acquiert un véritable savoir-faire en matière de gestion d'entreprise, des compétences linguistiques solides, ainsi que la maîtrise des nouveaux outils de management et des instruments informatiques. La formation d'économiste d'entreprise HES donne l'opportunité d'aborder l'ensemble des domaines liés à la gestion d'une entreprise et de choisir durant les derniers semestres d'études une orientation qui permet d'approfondir des compétences particulières.

Options :

Berner Fachhochschule BFH
www.wirtschaft.bfh.ch

Bachelorstudiengänge

- Betriebsökonomie (Accounting)
- Betriebsökonomie (Financial Services)
- Betriebsökonomie (Corporate Brand Management: Unternehmenskommunikation und Marketing)
- Betriebsökonomie (Public Management)
- Betriebsökonomie (International Management)
- Betriebsökonomie (Human Resources Management)
- Betriebsökonomie (Change- und Innovationsmanagement)

Fachhochschule Nordwestschweiz FHNW
Hochschule für Wirtschaft
www.fhnw.ch/wirtschaft

Bachelorstudiengänge

- Betriebsökonomie

Fachhochschule Ostschweiz FHO
FHS St. Gallen, Hochschule für Angewandte Wissenschaften FHS www.fhsg.ch

Bachelorstudiengänge

- Betriebsökonomie (Business Engineering)
- Betriebsökonomie (Corporate Finance)
- Betriebsökonomie (Rechnungswesen & Controlling)
- Betriebsökonomie (Strategisches Marketing)
- Betriebsökonomie (Strategische Unternehmensführung)
- Betriebsökonomie (Technologie- und Innovationsmanagement)
- Betriebsökonomie (Unternehmens- und Organisationsentwicklung)
- Weiterbildungs-Masterstudiengänge
- Executive MBA FHO
- MAS FHO in Business Information

Management
- MAS FHO in Real Estate Management
Hochschule für Technik und Wirtschaft Chur HTW
www.fh-htwchur.ch

Bachelorstudiengänge

- Betriebsökonomie (Accounting)
- Betriebsökonomie (BankAssurance)
- Betriebsökonomie (Entrepreneurship)
- Betriebsökonomie (Human Resources)
- Betriebsökonomie (Marketing)

Weiterbildungs-Masterstudiengänge

- Executive MBA FHO
- MAS FHO in Business Administration

Fachhochschule Zentralschweiz FHZ
Hochschule für Wirtschaft HSW Luzern
www.hsw.fhz.ch

Bachelorstudiengänge

- Betriebsökonomie (Controlling + Accounting)
- Betriebsökonomie (Finance + Banking)

Weiterbildungs-Masterstudiengänge

- Executive MBA FHZ
- MAS FHZ in Bankmanagement
- MAS FHZ in Business Administration
- MAS FHZ in Business Excellence
- MAS FHZ in Business Information Technology
- MAS FHZ in Communication Management
- MAS FHZ in Controlling
- MAS FHZ in Corporate Finance
- MAS FHZ in Private Banking & Wealth Management
- MAS FHZ in Real Estate Management
- MAS FHZ in Risk Management
- MAS FHZ in Services Marketing and Management
- MAS FHZ in Social Insurance Management
- MAS FHZ Wirtschaftsingenieur





Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale HES-SO

ARC: Haute Ecole ARC Economie HEG-ARC
www.he-arc.ch/economie

- Filières de bachelor
- Economie d'entreprise
 - Informatique de gestion

Masters postgrade

- MAS HES-SO en lutte contre la criminalité économique

FR: Haute école de gestion de Fribourg HEG-FR
www.heg-fr.ch

- Filières de bachelor
- Economie d'entreprise

GE: Haute école de gestion de Genève HEG-GE
www.hesge.ch/heg

- Filières de bachelor
- Economie d'entreprise
- VS: Haute école valaisanne - Economie & Services HEVS www.hevs.ch

- Filières de bachelor
- Economie d'entreprise

VD: Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (filière gestion) HEIG-VD
www.heig-vd.ch

Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana SUPSI

Fernfachhochschule Schweiz FFHS www.ffhs.ch

- Bachelorstudiengänge
- Betriebsökonomie
 - Wirtschaftsingenieurwesen

Weiterbildungs-Masterstudiengänge

- EMBA SUPSI

Dipartimento scienze aziendali e sociali DSAS
www.dsas.supsi.ch

- Bachelorstudiengänge
- Betriebsökonomie

Weiterbildungs-Masterstudiengänge

- Executive Master of Business Administration EMBA SUPSI
- MAS SUPSI in Human Capital Management
- Zürcher Fachhochschule ZFH
- Zürcher Hochschule Winterthur ZHW www.zhwin.ch

- Diplomstudiengänge
- Betriebsökonomie
 - Wirtschaftsingenieurwesen

- Bachelorstudiengänge
- Betriebsökonomie (Business Administration)
 - Betriebsökonomie (Banking and Finance)
 - Betriebsökonomie (Wirtschaftsinformatik)
- Weiterbildungs-Masterstudiengänge

- MAS ZFH in Business Administration
- MAS ZFH in Customer Relationship Management
- MAS ZFH in Financial Consulting
- MAS ZFH in Human Capital Management
- MAS ZFH in Supply Chain- & Operations

Hochschule für Wirtschaft Zürich HWZ Zürich
www.fhhwz.ch

- Diplomstudiengänge
- Betriebsökonomie

- Bachelorstudiengänge
- Betriebsökonomie (Marketing)
 - Betriebsökonomie (Banking)
 - Betriebsökonomie (Human Resources Management)

- Weiterbildungs-Masterstudiengänge
- MAS FHZ Controlling
 - MAS ZFH Business Communications
 - MAS ZFH in Accounting & Finance
 - MAS ZFH in Business Consulting
 - MAS ZFH in Business Engineering
 - MAS ZFH in E-Business
 - MAS ZFH in Management
 - MAS ZFH in Real Estate Management

Kalaidos <http://www.phw.info/>

Kalaidos, la nouvelle haute école spécialisée privée reconnue par la Confédération, a ouvert ses portes au semestre d'hiver 2005/2006.

PHW Private Hochschule Wirtschaft
<http://www.phw-ebp.ch>

- Executive Master of Business Administration (International Marketing)
- Master of Advanced Studies (MAS) in International Management
- Master of Advanced Studies (MAS) in International Finance and Banking
- Postgraduate Course in Business Administration (entspricht NDK in Betriebswirtschaft)
- Postgraduate Course in International Finance and Banking
- Postgraduate Course in International Management
- Postgraduate Course in Cross-Cultural Management
- Postgraduate Course in International Marketing

AKAD Hochschule für Berufstätige
<http://www.akad-hfb.ch/>

Diplomstudiengänge

- Bachelor in Business Administration FH
- Bachelor in Business Information Technology FH

Nachdiplomstudiengänge

- Wirtschaftsingenieur/in FH/STV
- Wirtschaftstechniker/in FH
- Master of Advanced Studies (MAS) in Mehrwertsteuer FH
- Executive Master of Business Administration FH

Les hautes écoles universitaires (universités et écoles polytechniques)

On désigne du nom de hautes écoles universitaires les universités et les écoles polytechniques fédérales. Les universités sont au nombre de 10. Comme leur nom l'indique, les deux écoles polytechniques fédérales, l'EPF de Zurich et l'EPF de Lausanne, relèvent de la Confédération.



Formations :

Sciences économiques	BE	BS	ETHZ	FR	LU	SG	ZH	USI	EPFL	FR	GE	LA	NE
Chimie économique							B/M						
Communication financière								M					
Comptabilité, finance, contrôle						M				M	M		
Droit et sciences économiques						B/M							
Economics, Institutions and Public Policies								M					
Economie bancaire et finance						M	B						
Economie politique	B/M			B/M		B/M	B	B		B/M		B/M	
European Business				M						M			
Finance								B/M			M	M	M
Gestion d'entreprise, management		B/M		B/M			B	B	B/M	B/M	B/M	B/M	
Histoire économique (et sociale)							M			B/M			
International Business Development													M
Management and Economics							B						
Management de la technologie et entrepreneuriat									B/M				
Management public (et Politique)										M	M	M	
Marketing (, Services and Communication Management)							M		M				
Organisation et savoir					M								
Quantitative Economics and Finance							M						
Sciences actuarielles												M	
Sciences économiques		B/M					B			B/M			B
Socioéconomie										B/M			
Strategy and International Management							M						

Les universités ont achevé d'adapter leurs filières d'études / branches d'études selon le système de Bologne depuis le semestre d'hiver 2006/07. La phase transitoire va encore durer jusqu'en 2009/10, car les Masters ne seront offerts que trois ans après le commencement des études de Bachelor. La liste des branches présentée ci-dessus reste de ce fait une liste transitoire. Nous vous conseillons de consulter le *site web des différentes universités* (http://www.crus.ch/mehrspr/iud/Unis_ch.html) pour obtenir des informations actualisées.

Légende concernant les hautes écoles universitaires:

BE = Universität Bern / BS = Universität Basel / FR = Universität Freiburg, Université de Fribourg / LU = Universität Luzern / SG = Universität St. Gallen / ZH = Universität Zürich / ETHZ = Eidgenössische Technische Hochschule Zürich / TI = Università della Svizzera italiana / GE = Université de Genève / LA = Université de Lausanne / EPFL = Ecole polytechnique fédérale de Lausanne / NE = Université de Neuchâtel

Légende concernant l'offre de formations :
B = Bachelor / M = Master /

Durée des études :

6 semestres à 10 semestres

Diplôme obtenus : Bachelor, Master

Lieux de formation :

EPF de Zurich : <http://www.ethz.ch/>
EPF de Lausanne <http://www.epfl.ch/>
Université de Bâle http://www.unibas.ch/index.cfm?cache_use=0
Université de Berne <http://www.unibe.ch/>
Université de Lucerne <http://www.unilu.ch/deu/start.aspx>
Université de Saint-Gall <http://www.unisg.ch/>
Université de Zurich <http://www.unizh.ch/>
Université de Fribourg <http://www.unifr.ch/home/welcome.php>
Université de Genève <http://www.unige.ch/>
Université de Lausanne <http://www.epfl.ch/>
Université de Neuchâtel <http://www2.unine.ch/>
Université de la Suisse italienne <http://www.unisi.ch/>

Accès:

La décision d'admission appartient aux universités et EPF. Les conditions de base pour l'admission sont la *possession d'un certificat de maturité ou d'un titre équivalent*, un âge de 18 ans révolus et la maîtrise de la langue d'enseignement.

Inscriptions :

Les universités suisses ainsi que les deux écoles polytechniques fédérales de Lausanne (EPFL) et de Zurich (ETHZ) exigent le dépôt de la demande d'admission pour le semestre d'hiver 2007-2008 pour le 30 avril 2007.

La demande d'admission pour le semestre d'été doit être déposée pour le 30.11.

Formations à distance : <http://fernuni.ch/>
Informations complémentaires <http://www.crus.ch/>
<http://www.crus.ch/franz/enic/Zulass/richt.html>
<http://www.sbf.admin.ch/>

Studying in the UK

Subjects:

Economics, Finance and accountancy

Length of studies: 3 years for a bachelor

Diplomas awarded: Bachelor, Master

Entry requirements:

secondary school leaving diploma or equivalent (A level)/Diplôme de Fin d'Etudes Secondaires and Diplôme de Fin d'Etudes Secondaires Techniques. You will have to contact the institutions to which you may wish to apply to confirm whether your qualifications and experience are likely to satisfy any specific entry requirements for the course concerned.

Selection:

high level qualification in maths and English (grade C)

Registration :

demand to be sent to UCAS before 15 January. List of institutions: to find out what courses are on offer, both single or joint honours, visit ucas.com and select Course Search www.ucas.ac.uk

Rankings:

1. "The Times Good University Guide 2007", available at Cedies or on the net: <http://www.timesonline.co.uk/>
2. "The Guardian University Guide" <http://education.guardian.co.uk/>

Economics, finance or accounting... choosing the right course

In 2006, there were 1,600 economics related courses on the UCAS website, over 580 finance-related and 680 accounting-related full-time undergraduate degrees.

You can only apply to six! Look up course details online at www.ucas.com

The first choice you will have to make is whether you would like to study economics, finance or accounting on its own or as part of a combined degree.

Single honours

You will cover one subject and its related areas such as sociology, politics and international relations in great detail.

Single honours *accounting degrees* require students to study how the design, operation and validation of accounting systems affects and is affected by individuals, organisations, markets and society (according to QAA). It may include behavioural, economic, political and sociological sciences, in addition to operation and design of financial systems, risk, financial structures and financial instruments.

Finance degrees will give students an in-depth knowledge of the decisions made by companies, investors and financial middlemen, as well as an understanding of complex modern-day financial markets.

The first year provides a general introduction to the subject area. The following two years allow for more specialisation such as: accounting, corporate finance, auditing or business studies, law and banking.

Joint Honours

You may prefer to keep your options open. Economics combines well with many other subjects such as history, business studies, human geography, maths, management, psychology, politics and languages.

You may also combine finance and accounting or combine one of those with another subject: entrepreneurship, computer science, marketing, management...

Assessment

Universities vary in the way they award degree classifications. Some rely on a totally examination-based method in which you will sit Finals at the end of your third year (more traditional universities). Other universities will combine a mixture of coursework and examinations to arrive to a final degree classification (continuous assessment).

Quality assurance

The Quality Assurance Agency for Higher Education provides some critical questions to ask yourself before choosing higher education.

<http://www.qaa.ac.uk/reviews/>

Entry profiles

Before you apply, you should contact university departments to find out if your qualifications meet their entrance requirements. Full details about entry profiles are published on www.ucas.com, under "EP" symbol, which means that there is a full entry profile available for that course.

Most A levels are acceptable for accounting and finance degrees if you have high grades! Moreover, all universities will ask for at least a GCSE in maths, often at grade C or above!

Courses

- Accountancy
- Accountancy and finance
- Banking and economics
- Business & Economics, Finance or Accountancy
- Computer Science and Economics, Finance or Accountancy
- Economics
- Economics and accountancy
- Finance
- Finance and economics
- Languages and economics
- Law and economics, finance or accountancy
- Management and economics, finance or accountancy

- Marketing and economics, finance or accountancy
- Mathematics/statistics and economics, finance or accountancy
- Politics and economics, finance or accountancy
- Science and economics, finance or accountancy
- Sociology/social sciences and economics, finance or accountancy

Further informations

Ucas ProgressionSeries: "Economics, Finance and Accountancy for entry to university and college 2007", first edition, 2007

ISBN 1-84361-060-4

www.ucas.ac.uk

Postgraduate Courses in Finance

<http://www.courses-careers.com/>

The growing economic importance of financial sectors has also re-emphasised that bankers, fund managers, multinational companies, securities firms, regulators and financial advisers must have a clear understanding of the theory and practice relating to banking and finance. All this means that there is an increasing need for students and/or employees to study a postgraduate course in finance.

Types of finance courses

Taught MSc and MA degrees in the financial sector are usually designed with two objectives in mind.

These programmes emphasise the practical application of methods and techniques to a variety of situations in banking, finance, business and management. 2. These programmes provide you with a body of technical knowledge that will enable you to proceed to a higher research degree, if you decide to do so.





The best programme providers will often offer parallel MSc and MA degrees allowing you to choose between registering for a more technical MSc degree (including, for example a compulsory element in Financial Econometrics), and a less technical MA degree (for which Financial Econometrics, for example, is optional).

MSc degrees

MSc degrees are more suitable for applicants with some previous background in mathematics, statistics or econometrics

MA degrees

MA degrees are more suitable for applicants who prefer to adopt a predominantly non-quantitative approach to their studies.

However, all of these degrees should include a compulsory module in the basic skills you require and in research methods, which includes coverage of both quantitative and non-quantitative research techniques.

Subject areas

On good programmes in this area you should be able to study topics such as;

- Bank Financial Management
- Bank Strategy and Performance
- Corporate Risk Management
- Financial Accounting
- Financial Analysis
- Financial Econometrics
- Financial Engineering
- Financial Modelling
- International Financial Management
- International Financial Markets
- Research Methods

MBA degrees

MBA degrees in the financial sector are usually designed for students with degrees or relevant business backgrounds, who wish to develop their expertise and further their professional careers. For example an MBA Banking and Finance programme should allow you to develop skills and knowledgebase such that you could move quickly into key positions in the financial sector. An MBA programme is more likely to focus on the financial and strategic management of banks and other institutions in the financial sector, rather than empirical and numerical analysis. You should gain practical insight and skills in a range of financial and strategic management topics in financial services and good programmes will use case studies and contemporary issues to help you develop your understanding.

Further informations:

- <http://www.courses-careers.com/>
- <http://www.postgrad.hobsons.com/>

MBA, un diplôme très convoité

Source : www.studyrama.com

Le M-B-A, pour Master of Business Administration, est un diplôme de troisième cycle. Créé en 1908 par Harvard, aux Etats-Unis, il a traversé l'Atlantique vers les années 50 pour devenir un diplôme de référence en management.

Pourquoi faire un MBA?

Le MBA est une formation généraliste de haut niveau à la gestion d'entreprise. On y acquiert une vision transversale des différentes fonctions de l'entreprise : la comptabilité et la finance, la gestion des ressources humaines, le marketing ou encore la logistique.

Le MBA est un diplôme international : les enseignements se font en anglais; enseignants et étudiants proviennent de différents pays.

A l'heure de la mondialisation de l'économie, l'approche multiculturelle du diplôme en fait une vraie plus-value et permet de s'ouvrir aux problématiques auxquelles sont confrontées les entreprises multinationales. Les participants doivent résoudre des problèmes de gestion complexes et les travaux d'équipe enrichissent leurs perceptions des problématiques. Ils acquièrent par conséquent un esprit entrepreneurial, parlent couramment l'anglais, voire trois ou quatre langues.

Le MBA est un accélérateur de carrière. Il s'adresse également aux personnes qui souhaitent acquérir des compétences supplémentaires afin de gagner des responsabilités ou de se réorienter

en changeant de département, en créant sa propre entreprise etc.

Détenir un MBA, c'est s'assurer une augmentation de salaire d'environ 30 %.

Il faut savoir que le prix d'un MBA oscille entre 10 000 et 40 000 par an !

Les différents types de MBA

Le MBA full-time en 2 ans

C'est la formule la plus classique du MBA et le modèle le plus répandu aux Etats-Unis. Elle comprend un stage en entreprise. Cette formule ne permet pas de poursuivre une activité salariée et convient davantage aux jeunes diplômés qui ont une expérience professionnelle de moins de 5 ans.

Le MBA full-time en 1 an

Cette option est très intense car elle réunit dans un laps de temps plus court l'ensemble du programme de 2 ans. Il est inenvisageable de poursuivre parallèlement une activité salariée.

L'Executive MBA

Il s'adresse aux cadres dits « seniors » justifiant d'une expérience professionnelle significative (près de 10 ans en moyenne). Le programme s'organise en cours en fin de semaine et le week-end pour permettre aux participants de conserver leur activité professionnelle. Il permet une formation plus accélérée que le part time. Le rythme de travail est très intense. Très axées sur la pratique, les études de cas retracent souvent les problématiques rencontrées par les cadres dans leur environnement professionnel.

Le MBA part time

C'est la forme la plus courante de MBA aménagée avec cours le soir et/ou le week-end ou autres programmes modulaires (semaines de cours



bloquées). Il peut durer de 2 à 3 ans. Cette forme de MBA s'adresse notamment aux candidats en activité, généralement des trentenaires. Le MBA part time est moins multiculturel que le full time car il rassemble des cadres en activité qui évoluent logiquement dans le même périmètre géographique.

Les MBA spécialisés

Ils permettent d'acquérir une culture managériale dans un secteur spécifique. Les candidats doivent alors avoir un objectif professionnel bien défini. Il existe toutes sortes de spécialisations : aérospatial, assurances, hôtellerie, agroalimentaire, technologies et management, vins et spiritueux, etc.

Comment choisir son MBA?

Etant donné que le MBA n'est pas un diplôme d'Etat, la prudence s'impose au moment du choix. Tous les MBA ne se valent pas !

Les trois organismes internationaux à accréditer les MBA sont : AMBA, AACSB et EFMD. Ces accréditations permettent de sélectionner les formations les plus sérieuses.

AMBA: Association of MBAs
<http://www.mbaworld.com/>

AACSB: The Association to Advance Collegiate Schools of Business <http://www.aacsb.edu/>

EFMD European Foundation for Management Development <http://www.efmd.org/>

Les journées portes ouvertes proposées par les institutions permettent également de se faire une idée de l'organisation du MBA.

Par ailleurs, la presse (Financial Times, Business Week, Les Échos...) publie chaque année des classements sur les meilleures formations.

Attention aux critères de sélection utilisés!

En Europe, les programmes MBA ont été mis en place par les grandes écoles et par les universités. Pour choisir un bon MBA il est essentiel de veiller à la notoriété de l'établissement qui le délivre, la qualité du corps professoral et le réseau des anciens.

Enfin, le choix du MBA doit se faire également en fonction du projet professionnel.

MBA au Luxembourg

Sacred Heart University www.shu.lu

La Sacred Heart University a reçu l'accréditation AACSB en janvier dernier!

Open University www.open.ac.uk

Informations complémentaires

<http://www.mba2u.org/>

ANNEXE

Sites internet

Allemagne

www.studienwahl.de

Autriche

www.studienwahl.at

<http://www.bmwf.gv.at/>

<http://www.wegweiser.ac.at/>

Belgique

www.enseignement.be

France

www.onisep.fr

www.studyrama.fr

www.letudiant.fr

www.fbf.fr

<http://www.gpf-france.org>

Luxembourg

www.abbl.lu

www.alfi.lu

www.aca.lu

www.alac.lu

www.cc.lu

www.cepl.lu

www.uni.lu

www.shu.lu

Royaume Uni

www.ucas.ac.uk

Suisse

www.crus.ch

www.orientation.ch

<http://www.swissuni.ch/>

Sources documentaires

Allemagne

Studien & Berufswahl 2006-2007, BW Bildung und Wissen, Nürnberg 2006

Autriche

Hochschulen, Universitäten, Studium & Beruf 2007, 32. Auflage Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung, Wien 2007.

Belgique

Le guide des Hautes Ecoles 2007-2008, 11e édition, Cediep 2007

Le guide des études universitaires 2006, 21 édition, Cediep 2006

France

Après le Bac 2007 Onisep 2007 ISBN 978-2-273-00469-5

Les métiers de la pub et du marketing, F. Baugard, M.L. Giniès ; Studyrama, 3e édition 2005 ISBN 2-84472-550-3

Les métiers de la comptabilité et de la gestion, C. Gamelin, C. Bourgeois & D. Ségura ; Studyrama2006 ISBN 2-84472-910-X

Banque, Assurances, Finance : les métiers, l'emploi, les études, Onisep Parcours : construire son avenir 2007 ISBN 978-2-273-00521-0

Les métiers du marketing et de la vente, Onisep, Parcours : construire son avenir 2003 ISBN 2-273-00157-6

Gestion, comptabilité, ressources humaines : les métiers, l'emploi, les études, Onisep, Parcours : construire son avenir 2006 ISBN 2-273-00510-5

Royaume Uni

Economics, Finance and Accountancy for entry to university and college 2008, Ucas ProgressionSeries, second edition, 2007.

The Times Good University Guide 2007, Times Books 2006 ISBN 13-978-0-00-723148-5

banque, assurance, fonds d'investissement
et autres professionnels du secteur financier

